

سكندرية

Le Monde

15, rue Falguière, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14454 - 6 F

VENDREDI 19 JUILLET 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Après le sommet de Londres, MM. Bush et Gorbatchev se rencontreront fin juillet à Moscou

Elu président du Conseil national suprême khmer

L'obstacle de l'Uruguay Round

LES Sept ont déployé un maximum d'efforts pour convaincre de leur volonté de conclure avant la fin de l'année l'Uruguay Round, ces négociations commerciales multilatérales engagées en 1986 à Punta del Este pour libéraliser les échanges internationaux et qui devraient d'achever fin 1990.

Les « affirmations » personnelles impliquées dans ce processus, prêtes à intervenir auprès des autres si les divergences ne peuvent être réglées qu'au plus haut niveau. Pour donner un ton concret à cet engagement, M. John Major n'a pas exclu la convocation d'un sommet extraordinaire des Sept en cas d'obstacles nouveaux, semblables à ceux ayant entraîné le blocage des négociations lors de la conférence ministérielle de décembre 80 à Bruxelles. L'échec avait alors résulté du désaccord entre le CEE d'une part, les États-Unis et les autres pays producteurs d'autre part, sur les mesures à prendre pour mieux discipliner les échanges agricoles.

M. Mitterrand affiche un optimisme de bon aloi, déclare-t-il, que le caractère « global » de la négociation est reconnu; en d'autres termes, que l'agriculture n'est plus une exception. En effet, l'accord devra porter également sur la libéralisation des échanges de services, sur les moyens de mieux défendre la propriété intellectuelle et sur ceux permettant d'assurer un meilleur accès aux marchés jusqu'ici abusivement protégés. Il s'agit d'une allusion évidente au marché japonais. Ce sont là, assurément, des perspectives attrayantes pour les Européens, et en particulier pour la France.

Cependant, l'obstacle agricole reste entier. Depuis un an, les positions ne se sont guère rapprochées, même si les États-Unis, qui réclament hier la suppression totale en dix ans des subventions versées aux agriculteurs, ont quelque peu réduit leurs exigences. L'objectif américain demeure d'obtenir des Européens un engagement qui se traduirait par une diminution sensible de leurs exportations, et notamment celle des céréales. Parmi les Douze, les Français sont les plus directement concernés, et plusieurs de nos partenaires ne sont pas insensibles aux pressions américaines.

POUR mieux maîtriser une production ridiculement excédentaire, la Commission de Bruxelles vient de proposer une réforme de la politique agricole commune (PAC). La méthode employée pour soutenir les paysans se rapprocherait de celle en vigueur aux États-Unis, ce qui ne pourrait que faciliter la négociation transatlantique. Selon Bruxelles, seuls les revenus des grandes exploitations s'en trouveraient légèrement réduits.

Assurément, les modalités d'une telle réforme, inquiétantes par son caractère novateur, devront faire l'objet d'un débat approfondi. Mais elle mérite de retenir l'attention. M. Helmut Kohl vient d'exprimer à Londres, à son sujet, un préjugé favorable. Les Français, dont la première réaction a été négative, seraient bien inspirés de ne pas la rejeter. Leur immobilisme - et c'est là un enseignement du sommet de Londres - n'est plus tenable. Le temps est venu pour eux de choisir entre des concessions douloureuses au GATT et une réforme dont l'agriculture française, en dépit des cris d'orfraie de la FNSEA, pourrait tirer profit.

M0147 - 0719 0 - 6.00 F



• Accord sur le désarmement • Association de l'URSS au FMI

Les dirigeants des sept grands pays industrialisés ont conclu à Londres mercredi 17 juillet un accord en six points avec M. Gorbatchev pour accompagner la transition de l'URSS vers l'économie de marché. Cet accord prévoit notamment l'entrée de l'URSS au FMI et à la Banque mondiale en tant que « membre associé » et l'intensification de l'assistance technique accordée à Moscou. MM. Bush et Gorbatchev ont aussi annoncé la conclusion d'un accord de principe sur le désarmement stratégique. Le traité START devrait être signé à Moscou lors du sommet qui les réunira les 30 et 31 juillet.

Eloigner l'apocalypse

par Jean-Pierre Langellier

Quelques minutes avant d'aller passer son « grand oral » devant le jury de ses pairs occidentaux, Mikhaïl Gorbatchev, ravi, annonçait à Londres, mercredi 17 juillet, la double bonne nouvelle : Washington et Moscou avaient conclu un accord de principe sur le traité START, qui prévoit une réduction substantielle des armements stratégiques; George Bush se rendrait à Moscou les 30 et 31 juillet pour sa quatrième rencontre au sommet avec le président soviétique (après Malte, Washington et Helsinki).

Formidable symbole que cette concomitance, totalement étrangère au hasard! En prélude - heureux - à son vibrant plaidoyer réformiste, M. Gorbatchev venait de tour-

ner la page d'une longue et rude négociation, vestige de la guerre froide. Les discussions stratégiques, qui avaient nourri le dialogue soviéto-américain dans les années 70 et 80, entraînaient dans l'Histoire. Pour la prochaine décennie, place à l'économie de marché - sur les ruines du communisme - et à son nouveau grand prêtresse soviétique!

Mardi, à l'heure du café - qui ponctue un déjeuner privé à la tonalité « très philosophique », un quart d'heure a suffi à MM. Bush et Gorbatchev pour « boucler » leur affaire. La volonté politique d'aboutir avait permis aux chefs de leur diplomatie, MM. Baker et Bessmertnykh, de balayer, au finish, le dernier obstacle technique.

Lire la suite page 4

Capitalisme à la française

Banquiers et assureurs investissent les entreprises dessinant un nouveau genre d'actionnariat

par Claire Blandin

Les milliards du Crédit lyonnais dans les caisses enregistrees de Rallye, les lancements d'Unison et les bétonneuses de la SARL, ou ceux de la BNP dans les Airbus d'Air France... Ces récentes opérations en capital témoignent de l'accélération d'un mouvement engagé il y a quelques années et qui verra les banquiers, mais aussi les assureurs et les établissements financiers comme la Caisse des dépôts et consignations, bref, ceux que l'on surnomme les « zinzins » (investisseurs institutionnels) prendre une

place de plus en plus importante dans le tour de table des entreprises de l'Hexagone.

On assiste à une réorganisation du capitalisme français souhaitable, mais pratiquée de façon désordonnée. Ce qui est en jeu pourtant, le dynamisme de l'économie nationale, mériterait plus de réflexion. La France manque d'argent pour ses entreprises. Le phénomène n'est malheureusement pas nouveau.

Dans les années 70, il y eut le capitalisme sans capitaux des actionnaires privés de Pechiney, Empain-Schneider et autres Paribas.

Lire la suite page 21

Les au-delà de l'Arche

Comment aménager l'« axe royal » le Louvre-Chatou « via » la Défense ?

par Emmanuel de Roux

Les grandes villes se déplacent vers l'ouest. Cette marche est, dit-on, irrésistible. Il convenait au président de la République, qui achève au Louvre le vieux dessin de la monarchie, d'allonger vers le soleil couchant l'axe parisien que Le Nôtre avait ouvert en prolongeant la perspective des Tuileries.

L'EPAD (l'établissement public pour l'aménagement de la Défense) a donc commenté devant la presse, le 12 juillet dernier, les résultats de sa « consultation internationale » (Le Monde du 12 juillet). Car il ne s'agit pas d'un concours d'architecture, a précisé le président du jury,

M. Jean-Eudes Roulier, en présentant le projet de l'équipe lauréate, Universine (Paul Chemetov et Berja Huidobro), et ceux des « seconds ex-aequo », BBAB (Buffi-Bohigas-Ayguavives-Bouchez) et Forum de réflexion (Castro-Lamy-Normier). M. Alain Mavignat, président de l'EPAD, a ensuite indiqué quel était le programme de ce concours qui n'est pas un.

Le projet est de créer, de l'Arche vers l'île de Chatou, un axe de 2 kilomètres de long, rectiligne, urbain et monumental, ni avenue traditionnelle ni boulevard parisien - « compte tenu de la topographie et des différences de niveaux ».

Lire la suite page 18

LIVRES • IDÉES

Mais où sont les Soviétiques d'antan ?

Les livres traduits du russe sont de plus en plus nombreux dans les catalogues des éditeurs, en même temps ils sont de moins en moins soviétiques... et n'offrent pas la perle qui pourrait être le livre-culte des années 90, comme le furent, en leur temps, ceux des Ginzbourg, Chalamov, Soljenitsyne.

Lire page 18 la chronique de NICOLE ZAND

■ Le livre d'heures d'Hélène Cixous ■ Eclair dans les brumes roumaines ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « Cecl n'est pas une gondole » ■ Ecrivains et photographes : la Sicile de Sciascia et Scannia.

Pages 11 à 16

L'Algérie rouvre ses champs de pétrole

L'Algérie modifie radicalement sa politique pétrolière. Pour la première fois depuis la nationalisation de ses gisements, en 1971, elle entend associer les compagnies étrangères à l'exploitation de ses champs de pétrole, en commençant par celui d'Hassi Messaoud. Pour le ministre algérien du pétrole, M. Nourédine Alt Laoussine, cette stratégie permettra d'accumuler des devises et de bénéficier d'apports technologiques étrangers.

Lire page 20 l'article de VÉRONIQUE MAURUS

Relance de l'« Irangate »

La nomination du patron de la CIA pourrait être remise en cause.

page 6

Le plan pour les harkis

Une simple actualisation.

page 9

Les débuts de la maison Cresson

Les relations d'affaires du premier ministre.

page 8

Les inscriptions universitaires

La cohorte des exclus.

page 10

Dépenses pharmaceutiques

1700 F par personne en 1990.

page 26

La mort de Robert Motherwell

Un pionnier de la peinture abstraite américaine.

page 18

Le sommaire complet se trouve page 26

HERVÉ BAZIN

DE L'ACADÉMIE GONCOURT



L'école des pères

120 F

EDITIONS DU SEUIL

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Espagne, 180 PTA; Grèce, 65 p.; Italie, 1,20 L.; Luxembourg, 42 F.; Norvège, 14 KRW; Pays-Bas, 2,75 Fl.; Portugal, 170 ESC; Suède, 450 F SWE; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2,25 \$; USA (autres), 2,50 \$.

mouvement de sympathie croissant en Allemagne avait pu susciter quelques illusions.

avec des conséquences politiques très graves, a ajouté le chef de l'Etat roumain. - (AFP)

s'inspirent dans le cadre des circuits de médiation de la Communauté en Yougoslavie. - (AFP)

à ce titre, ne pouvant pas ignorer, à tout le moins, la série d'affaires qui défilait la chro-

A l'image du premier ministre, M. Wilfried Martens, qui s'est dit

après cinq ans de vacance à Bruxelles comme à Strasbourg. - (AFP)

DÉBATS

Immigration

A pied, à cheval, en voiture...

par Claude Allègre

A pied, à cheval, en voiture... en avion, peu importe ! Pour ceux qui ont fui la misère, le sous-développement, le désespoir, peu importe ! Être lancé au point de départ, à l'endroit où la force de volonté, de persévérance, de courage, on a fui, est de toute manière un acte de barbarie contre ceux qui le vivent.

L'embarquement précaire, le passeur avide, le douanier vigilant et dangereux, pour finir par l'exploitation éhontée et la vie clandestine en taudis, pour eux, l'immigration c'est tout cela !

Les statistiques, la macro-économie, la balance des paiements, la Sécurité sociale, ils s'en moquent !

Certes, ils ont enfreint la loi et ceux qui ont la charge de la faire respecter doivent prendre des mesures contre eux, et les ramener chez eux. C'est normal. Mais quelles lois ont-ils enfreintes ? La loi des pays riches, la loi des pays qui veulent bien les accueillir « pour raisons économiques », c'est-à-dire pour leurs muscles, leur ardeur, leur sueur, leur faible revendication salariale, leur sous-qualification. La loi des pays qui possèdent et qui ne veulent pas partager.

Le niveau du débat sur l'immigration est aujourd'hui dérisoire et dépassé. Que des fonctionnaires chargés d'appliquer la loi s'interrogent sur les moyens techniques de la faire, nul ne saurait le leur reprocher. Mais que fait l'homme politique, lui dont la fonction est de préparer l'avenir de la cité. Doit-il être frappé de myopie historique ? Le dialogue Nord-Sud, célébré par des discours flamboyants, entre aujourd'hui dans une phase décisive. Les citoyens du Sud, lassés de l'impotence de leurs dirigeants et de l'indifférence des nôtres, entrent en action.

L'action, c'est l'exode, l'émigration, c'est la recherche d'un lieu qui permettra aux enfants de vivre

mieux et qui deviendra peut-être une patrie. Des millions d'hommes et de femmes fuient désormais leur pays pour réaliser leurs rêves. Ils le font au risque de leur vie, en traversant le Rio Grande, en s'embarquant sur des bateaux albanais, en s'aventurant sur des radeaux en mer de Chine, ou plus directement en franchissant les Pyrénées de nuit après avoir traversé l'Espagne de jour. Pense-t-on sérieusement à arrêter cette immigration par des moyens de police ? Pense-t-on que les reconduites à la frontière, aussi nécessaires soient-elles, vont constituer le début d'une solution au problème général ? Va-t-on pour se protéger construire la grande muraille de l'Europe ?

Sans panique, sans slogans

Que les princes qui gouvernent les royaumes de l'avenir, c'est-à-dire ceux du savoir, lisent la fin de l'Empire romain tel que la raconte l'historien américain Patrick Geary. Ils y verront comment l'immigration prétendument contrôlée (déjà des quotas) a fait exploser, brutalement, de l'intérieur, un monde qui semblait indestructible.

L'immigration est le problème numéro un du siècle qui s'annonce. Il doit être traité avec sérieux, sans panique, sans expédients, sans slogans !

Que les 58 millions de Français n'oublient jamais que sans l'immigration récente ils seraient, avec 40 millions, le pays en déclin démographique le plus prononcé d'Europe.

Oui, l'immigration est une « chance » pour la France, mais elle doit être maîtrisée. Nous sommes d'accord. Les inondations nécessitent un contrôle des fleuves vers l'amont.

L'immigration, aussi. Le problème ne pourra être traité que par le dialogue Nord-Sud.

Décidons d'organiser une conférence annuelle entre l'Europe des Douze et les pays d'émigration, de la Turquie à l'Afrique noire, dont l'objet serait double.

Définir les moyens d'un développement économique, social et démocratique pour ces pays. Définir un contrôle des flux migratoires. Le second objectif devenant la mesure du premier. Le succès d'une politique de développement en Afrique et ailleurs, animé par l'Europe, se mesurera par la diminution de la pression à l'immigration.

Dans ces conférences, on parlera de tout sans tabous. Du prix des matières premières, des ressources en eau, de la dégradation des sols, de protection sanitaire, d'éducation élémentaire et supérieure, de l'équilibre ville-campagne, mais aussi de la concussion et de l'affairisme tiers-mondiste, de la nécessaire mise en place de nouveaux mécanismes financiers, mais surtout du bien-être des gens qui y vivent et de leur sédentarisation.

Il sera possible, année par année, sous l'œil attentif des médias, de définir des stratégies, d'annoncer des objectifs, des échéances, et de faire des bilans des années précédentes. Pour réaliser cela, que faut-il ? Une volonté. Elle existera si les citoyens des pays d'Europe l'imposent et si les responsables l'accompagnent.

Dans cet accompagnement, la France a un rôle essentiel car, sans elle, rien n'est possible. Elle doit abandonner son espoir chimérique de rester seule gestionnaire des

équilibres politiques de l'Afrique de l'Ouest. Elle doit admettre que, désormais, seule l'Europe a les ressources, la dimension, la crédibilité internationale pour mener à bien la politique Nord-Sud.

Mais les hommes et les femmes d'Europe doivent comprendre que si nos pays ne consacrent pas 15% ou 20% de leur PNB aux pays du Sud, leur sécurité, et à terme leur survie en tant qu'entité culturelle, ne sera pas assurée. Il en va de même si nos pays n'abandonnent pas les méthodes bureaucratiques au profit de l'incitation économique. Pourquoi ne pas aider les entreprises européennes à s'implanter au Maghreb ?

La France a donc un président socialiste. Ce président est l'auteur d'un discours célèbre prononcé à Cancun et qui l'engage. Bien avant lui, un autre homme qui devait devenir président avait prononcé à Brazzaville un autre discours :

Pourquoi, au moment où l'on vient de fêter le bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la France ne serait-elle pas capable de réalisme, de générosité, de clairvoyance dans l'avenir ?

Cette attitude ou serait-elle pas conforme avec une certaine idée de la France ?

► Claude Allègre, professeur de géophysique à l'université de Paris, est membre du bureau exécutif du Parti socialiste et conseiller de M. Jospin.

Les vrais clandestins

par Jean Métails et Claude Triomphe

CERTAINES branches professionnelles devraient trembler sur leurs bases ! En prévoyant l'expulsion ou la confiscation des biens des employeurs, la répression s'annonce exemplaire. L'extinction du travail clandestin serait-elle enfin programmée ? Nous n'y croyons pas. Car outre le fait que nos pays resteront des Eldorados pour beaucoup, les mesures nouvelles commettent une triple erreur de diagnostic, de méthode et d'objectif.

Le diagnostic d'abord. - Le travail clandestin et ses formes connexes - trafics de main-d'œuvre, prestations de services illicites - ne sont plus des réalités marginales. Aujourd'hui l'emploi illégal s'est banalisé et structure bien des professions. Une telle extension repose sur un mécanisme : la sous-traitance. Prenons le cas du bâtiment.

Depuis la reprise des marchés, les « majors » du secteur qui avaient largement licencié lors de la décaïence précédente sont confrontés à une grosse pénurie de personnel. Handicapés par la mauvaise image de marque de la profession auprès des jeunes, dotés d'organisations du travail dépeçées, en retard quant à la formation, la carrière professionnelle ou le dialogue social, les grands groupes se sont spécialisés dans le gros œuvre et ont confié à d'autres la réalisation de tâches multiples et parfois dévalorisées. Sont apparus alors une foule de petits sous-traitants chargés de fournir des ouvriers à bon marché et à statuts précaires.

C'est ainsi qu'a proliféré le travail illégal, la sous-traitance exorbitante des grands groupes de la responsabilité de la délinquance, souvent contrainte, des petites sociétés. La répression, concentrée sur les sous-traitants, laisse à l'abri leurs commanditaires pendant qu'on favorise l'émergence de milliers d'entreprises illicites qui bénéficient même, sous couvert de création d'activités, du soutien financier de l'Etat.

Les professionnels et les pouvoirs publics qui s'interdisent de toucher à la sous-traitance pérennisent donc le système qui génère l'emploi illicite.

La méthode coïncide. - En matière de travail illégal, on a exclusivement réprimé les maillons terminaux de la chaîne. Confiée à des institutions dont les moyens sont faibles et les organisations inadaptées au traitement de ce type de délinquance, dont les compétences principales sont ailleurs - qu'on parle de la police, de la justice ou de l'inspection du travail - cette forme de répression a

fait depuis dix ans la preuve de son échec. Renforcer encore les sanctions sans réorienter la répression ni modifier les organisations amène sans aucun doute au même résultat.

Seules la responsabilisation des donneurs d'ordre et maîtres d'ouvrage et, pourquoi pas, la limitation des niveaux de sous-traitance seraient susceptibles de modifier le cours des choses. Car elles obligeraient chaque profession à faire son propre ménage.

L'objectif, l'éradication du travail clandestin, exige des stratégies de fond. Il ne s'agit plus de couper les branches pourries d'un arbre sain mais de traiter un arbre devenu malade. Il s'agit de permettre la reconversion de secteurs professionnels structurés par l'emploi illicite, de faciliter le passage du travail noir au travail blanc. Or nous en sommes loin car nos politiques sont hypocrites et ont peur pour l'emploi.

Toucher au travail clandestin menacerait la confection comme le bâtiment et amplifierait encore la courbe du chômage. Ne pas le faire y conduit déjà : déficits des régimes sociaux, manques à gagner fiscaux, professions attardées et incapables d'affronter le marché européen, pénurie accrue de personnel due à des images de marque repoussantes sans parler de la fragilisation des branches par la concurrence déloyale du travail illégal.

Pour éviter que l'emploi soit essentiellement l'affaire des entreprises les moins armées pour en assurer la régularité comme la stabilité, il convient de l'anticiper. C'est-à-dire de l'organiser, de l'intégrer le plus en amont possible des études de tout projet de production, de construction ou de prestation. Le législateur pourrait alors instaurer une corresponsabilité, civile et pénale, entre donneurs d'ordre et sous-traitants.

« A la révolution de la sécurité - qui a fait basculer la responsabilité des utilisateurs de machines vers les concepteurs et fabricants - doit succéder une révolution de l'emploi où la responsabilité première serait celle des commanditaires.

Vaincre le travail illégal participe donc d'une politique globale de l'emploi. Dans cette optique une meilleure répression est indissociable de stratégies de prévention, d'intégration et de responsabilisation. Qu'adonc oserons-nous enfin explorer des voies nouvelles ?

► Jean Métails et Claude Triomphe sont inspecteurs du travail, membre de l'association Villemore.

COURRIER

Le Luxembourg une nation

La position d'Alain Finkielkraut, dans le *Monde* du 9 juillet, au sujet de la Yougoslavie, est intéressante, et je serais tenté, à bien des égards, d'y adhérer ; mais pourquoi faut-il se croire en droit de traiter le Luxembourg de « non-nation » ? Au nom de quel principe ? De quel droit ?

Il se trouve que je connais bien le grand duché, pour raisons professionnelles. Que la majeure partie des Français aient, sur ce petit Etat voisin, des idées sommaires est choquant mais, hélas, compréhensible. On pourrait attendre d'un intellectuel de son niveau une information plus complète. Le Luxembourg a une histoire multiséculaire qui plonge ses racines dans le Saint-Empire romain germanique. Il a une existence internationale reconnue depuis cent cinquante ans, une dynastie, un territoire, une langue, un « vouloir-vivre » en commun ; bref, tous les ingrédients d'une nation. L'attitude d'une bonne partie de sa jeunesse, qui, refusant l'annexion et le port de l'uniforme allemand, a payé de son sang son patriotisme devrait, au surplus, lui faire trouver grâce aux yeux d'Alain Finkielkraut. Sans doute le grand duché est-il de petite taille, mais y a-t-il un seul arithmétique au critère de nation ?

JACQUES RIGAUD administrateur délégué de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT).

Raison d'Etat

Le commun des citoyens, sans connaître les tenants et aboutissants de l'affaire Diouri (et pour cause), serait assez tenté de faire sienne la réplique du personnage d'Anatole France, M. Bergeret, à un interlocuteur qui vient d'invoquer devant lui la raison d'Etat : « Nous n'avons point d'Etat. Nous avons des administrations. Ce que nous appelons la raison d'Etat, c'est la raison des bureaux. On nous dit qu'elle est auguste. En fait, elle permet à l'administration de cocher ses feuilles et de les agréger (l'anneau d'annulation). » Il est vrai que cela s'écrivait en 1899 à propos d'une autre affaire, de l'affaire (Dreyfus), sans commune mesure avec l'actualité.

GUY LARROUX Toulouse.

Casse-tête

Je voudrais appuyer chaleureusement les observations formulées dans le *Monde* daté du 27 avril, par M. Jean-Jacques Dupeyron, sous le titre « CSG : l'incohérence », concernant le mode de calcul des cotisations sociales pour les employés de maison.

Je suis moi-même employeur d'une femme de ménage, mais aussi inspecteur général des affaires sociales à la retraite, et j'ai fait des études de mathématiques qui me redonnent peut-être plus capable que d'autres de faire des calculs complexes. Or la confection des bulletins de paye et des fiches destinées à l'URSSAF représente, même pour moi, un casse-tête effrayant. Je suis témoin qu'autour de moi, chaque employée de maison pouvant avoir jusqu'à une dizaine d'employeurs, un nombre infini d'entre eux est capable de calculer convenablement les cotisations sociales. On s'expose à des rectifications par l'URSSAF, incompréhensibles.

Non seulement, comme le dit M. Dupeyron, cette situation favorise le travail noir : la moitié des employeurs refusent de déclarer leur salariés ; mais cela nuit évidemment aux salariés eux-mêmes lorsqu'il s'agit de bénéficier des prestations.

Il est absolument nécessaire que des simplifications drastiques soient apportées.

Pierre FOURNIER Taverny.

Tito et les Serbes

Dans votre édition du 10 juillet, je remarque, à la page 2, le « trait libre » de Tim. Je regrette qu'il se place parmi ceux qui ignorent l'histoire, car Tito a dit : « Une Yougoslavie forte ne peut exister que si la Serbie est faible. » En effet, depuis 1914, il n'a jamais pas les Serbes et il les combattait.

B.M. GIVADINOVITCH Paris.

► RECTIFICATIFS. - Un incident technique a rendu incompréhensible, dans nos dernières éditions, une phrase de l'article d'Alain Touraine « La France perd-elle la tête ? » (*le Monde* du 17 juillet). Dans l'avant-dernier alinéa, il fallait lire : « La source des problèmes n'est pas dans l'incapacité des immigrés à s'intégrer dans la société française ; elle est dans la désorientation de cette société. »

D'autre part, dans nos premières éditions, deux mots manquaient dans le dernier alinéa du même article. La fin de cet alinéa était à lire comme suit : « Tout ce qui renforce la capacité de connaissance et d'action de la société est positif ; tout ce qui favorise les débordements nationalistes et irrationalistes d'un populisme ambiant est dangereux, surtout quand ce populisme semble pénétrer jusqu'au sommet du système politique. »

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
520 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »,

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie

du Monde

15, rue Falguière

75001 Paris Cedex 15

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57-437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Françoise Huguet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc : MONDUPUB 634 128 F

Téléc : 46-62-98-73 - Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA

Reproduction interdite de tout article

sous réserve de l'administration

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE, BELGIQUE, LUXEMB., PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Remarque : avant l'abonnement d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie

مكتبة الناصر

DIPLOMATIE

La fin du sommet de Londres et l'accord sur les armements stratégiques

L'étonnante précision des réserves d'or soviétique

Pour la première fois depuis 1936, le quotidien *Izvestia* a publié les comptes officiels de la banque centrale soviétique, chiffrant à 374,5 tonnes ses réserves d'or.

L'extrême précision du chiffre divulgué — 374 tonnes, 561 kilos, 420,6 grammes — a laissé perplexes les opérateurs internationaux qui, jusqu'ici, estimaient entre 300 et 2 000 tonnes le volume total des réserves soviétiques de métal jaune. « On ne sait pas exactement à quoi correspondent ces chiffres », s'interrogeait le 18 juillet un spécialiste du comptoir Lyon-Allemant, M. Didier Julien : « S'agit-il des réserves que la Banque centrale détient physiquement à Moscou, ou bien de l'ensemble des avoirs en or de l'URSS à travers le monde, ou d'autre chose encore ? »

En publiant ces données à la veille de la rencontre du président Gorbatchev avec le Groupe des Sept, le quotidien soviétique affirmait la volonté de Moscou « d'aller réellement vers le marché, vers des relations commerciales et financières civilisées ».

Mais les chiffres paraissent en-deçà des réalités. En 1990 et cette année encore, l'URSS a gagné quelque 600 tonnes d'or auprès de banques occidentales, en contrepartie de lignes de crédit. En principe, ce métal reste la propriété — donc la réserve — de l'URSS. Les opérateurs soviétiques qu'ils égisent à New-York sur le marché des métaux précieux ou à Zurich, sont en outre passés maîtres dans les achats et ventes d'écus, traitant des volumes qui n'ont plus rien à voir avec les quantités produites. On estime que l'URSS extrait chaque année environ 300 tonnes d'or.

E. F.

"L'Aube se lève à l'Est"

Václav Havel

Interrogatoire à distance

— autoportrait d'un président peu ordinaire — 184 pages — 80 FF

éditions de l'aube

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES INTÉGRISMES

ET LES FEMMES

Envoyer 60 FF (timbres à 2,30 FF ou chèque)

à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent,

75014 Paris, en effectuant le dossier

demandé ou 150 FF pour l'abonnement

annuel (80 % d'économie), qui donne droit

à l'envoi gratuit de ce numéro

Eloigner l'apocalypse

Suite de la première page

Fruit de neuf années d'un laborieux marchandage, mené sous le règne de quatre chefs du Kremlin, l'accord de principe sur les START est sans conteste « historique ». Pour la première fois, les deux plus grandes puissances militaires de la planète vont réduire — et non plus seulement limiter — comme c'était le cas aux termes du traité SALT — leurs charges nucléaires. Pour la première fois aussi, l'URSS et les États-Unis vont diminuer leurs arsenaux d'armes nucléaires à longue portée, ayant pour vecteurs des missiles, qu'ils soient à bord de sous-marins ou de bombardiers intercontinentaux.

Un « nouvel âge » nucléaire

Le fait que cette réduction — d'environ 30 % — n'atteindra pas le chiffre avancé (50 %) par MM. Reagan et Gorbatchev en 1986 n'ôte rien à l'importance de l'événement. Véritable acte fondateur du désarmement nucléaire, le traité START contribuera à éloigner un peu plus le spectre de l'apocalypse. Pendant les sept ans de sa mise en œuvre, l'URSS sera tenue — ont calculé les experts — de détruire un lanceur toutes les soixante-dix heures.

Avec le traité START, le monde entrera dans un « nouvel âge »

nucléaire. Certes, on ne peut « déjouer » les armements ni « oublier » les techniques qui les ont produits. Certes, l'URSS et les États-Unis conserveront une énorme capacité de destruction et, par conséquent, de dissuasion. Mais leur équilibre stratégique sera moins précaire, moins dangereux et moins coûteux.

Les Deux Grands ont tellement investi — pour leur sécurité et leur prestige — dans le désarmement que la négociation START était, à la longue, condamnée au succès. Encore fallait-il, sinon vaincre du moins dissiper la profonde méfiance qui régnait dans ce domaine entre Moscou et Washington. Qu'ils aient obéi à un simple souci de rigueur ou qu'ils aient exprimé les inquiétudes — plus politiques — des bureaucraties militaires et des services de renseignement réduits au chômage, les experts des deux pays qui « planchaient » à Genève sur le dossier START ont exorcisé leur « tyrannie » avec une belle constance et jusqu'au dernier jour.

Les avaient pour cela de bonnes raisons, énoncées la complexité technique d'une négociation où, comme disent les Anglo-Saxons, « le diable est dans les détails ». Les Américains se sont surtout montrés soupçonneux, en écartant tout risque de « tricherie », concernant notamment la capacité d'emport des missiles (voir l'article de Jacques Jaurès), de se

prémunir contre une mauvaise surprise au cas où l'URSS en viendrait, pour une raison ou une autre, à dénoncer le traité. L'accord de principe étant maintenant acquis, il reste à peine deux semaines aux experts pour mettre la dernière main à un document de quelque cinq cents pages.

À cet égard, la méfiance est d'autant meilleure conseillère que cette interminable négociation donna lieu par le passé à des effets d'annonce prématurés. Ainsi crut-on, en 1979 et 1980, — le contrôle des informations télégraphiques avait été convenu en dernière minute qu'il n'en était rien.

Satisfaction et soulagement

Les discussions connurent aussi des temps morts pour des raisons politiques : entre 1983 et 1985 après le déploiement des missiles Pershing en Allemagne ; en 1986 à cause des violations par l'URSS des dispositions du traité SALT 2, plus récemment au cours de la crise du Golfe ou pendant certaines périodes de « détresse » soviétique (répression dans les pays baltes, rapprochement entre M. Gorbatchev et les « conservateurs » du Parti communiste et de l'armée).

L'effondrement du communisme, la libération des pays d'Europe centrale et l'unification de l'Allemagne ont engendré un paradoxe de l'après-guerre froide : la négociation START devenait soudain plus facile mais... moins urgente. Conçus à l'origine comme des possibilités leviers du changement, les traités, dépassés par

l'Histoire, co-marche, ne peuvent plus désormais que consacrer la métamorphose de l'Europe, faute de l'avoir accompagnée.

Mercrédì, à Londres, l'heure était à la satisfaction et au soulagement. L'ultime concession, comme beaucoup d'autres auparavant, vint de l'URSS. Mais, comme il importait surtout en pareil cas de ne pas perdre la face, M. Gorbatchev salua la « victoire commune », remportée, selon M. Bush — peu contrarié, — au terme d'un « compromis mutuel » et, au dire de son entourage, « dans un esprit d'équité ».

Le président soviétique était plus demandeur, dans cette affaire, que son homologue américain. Soucieux de renforcer sa position à l'intérieur, notamment face à M. Eltsine, comme à l'extérieur de l'URSS, M. Gorbatchev voulait « son » sommet de Moscou. Or non seulement M. Bush avait fait de la conclusion de l'accord START une condition sine qua non de la tenue de ce sommet, mais il avait implicitement « alié » l'assistance à l'URSS et les progrès du désarmement en déclarant lundi devant ses partenaires du G7 qu'il ne pourrait se « rendre devant le Congrès pour parler de l'aide [à Moscou] sans parler des START ».

Manière de faire comprendre à M. Gorbatchev que les élus américains seraient bien plus enclins à la générosité envers Moscou une fois que la négociation START aurait abouti. Le maître du Kremlin, avide d'un maximum de bienveillance, a parfaitement reçu le message.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

De SALT à START

26 mai 1972 : signature de l'accord SALT-1 sur la limitation des armements stratégiques et du traité ABM sur les missiles antimissiles.

25 septembre 1977 : reconduction des accords SALT 1

18 juin 1979 : signature des accords SALT 2 qui ne seront pas ratifiés.

12 décembre 1979 : « double décision » de l'OTAN. Modernisation et complémentation des installations de l'OTAN en Europe suite à l'installation de missiles SS-20 par l'URSS en 1977 et poursuite des pourparlers en vue d'un accord SALT 3. En cas d'échec de ces négociations, mise en œuvre du programme de modernisation 6 à la fin de 1983.

18 novembre 1981 : proposition américaine d'une « option zéro », c'est-à-dire de l'annulation du déploiement des euromissiles américains en Europe contre le démantèlement des SS-20. Refus soviétique.

29 juin 1982 : ouverture des négociations START (Strategic Arms Reduction Talks) sur la réduction des armements stratégiques, à Genève.

23 mars 1983 : annonce du lancement par les États-Unis de l'initiative de défense stratégique (IDS) ou « guerre des étoiles ».

Novembre 1983 : installation des euromissiles américains Pershing-2 et des missiles Cruise conformément à la double décision de 1979.

12 mars 1985 : reprise des négociations américano-soviétiques de Genève interrompues en novembre 1983 au sein de trois forums interdépendants portant sur les armes de portée intermédiaire, les armes stratégiques et les armes spatiales.

21 novembre 1985 : sommet américano-soviétique de Genève. Le principe d'une réduction de moitié des forces stratégiques est accepté.

10 avril 1987 : propositions soviétiques de Prague portant sur l'option double zéro.

12 juin 1987 : réunion de l'OTAN à Rykiew. Approbation de l'« option double zéro ».

8 décembre 1987 : signature du traité de Washington portant sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) et à plus courte portée (SRINF). Ratifié par le Sénat américain le 27 mai 1988.

20 juin 1989 : reprise des négociations START interrompues à la veille de l'élection présidentielle américaine de novembre 1988.

23 septembre 1989 : l'URSS renonce à l'abandon des négociations START à l'abandon de l'IDS par les États-Unis.

1^{er} juin 1990 : accords de Washington. Les États-Unis et l'URSS s'engagent à réduire de moitié leurs stocks d'armes chimiques d'ici à l'an 2000 afin d'arriver au chiffre de 5 000 tonnes d'agents chimiques pour chacune des deux parties.

2 juin 1990 : lors du sommet de Washington, déclaration conjointe américano-soviétique sur le traité START prévoyant des réductions « significatives » de armes stratégiques et « jusqu'à 50 % dans certaines catégories ». Les dispositions concernant la modernisation, le remplacement des armements et la vérification du traité sont acceptées par les deux parties.

3 octobre 1990 : accord soviéto-américain sur le traité CFE portant sur le désarmement conventionnel en Europe.

19 novembre 1990 : signature du traité de Paris (CFE) sur le désarmement conventionnel en Europe.

15 mars 1991 : M. James Baker déclare, à Moscou, que les États-Unis entendent bien la tenue du prochain sommet Bush-Gorbatchev à la signature des accords START.

14 juin 1991 : compromis de Vienne sur l'interprétation des accords CFE par l'URSS permettant leur ratification par les États-Unis. Les Soviétiques avaient transféré une partie de leurs équipements au-delà de l'Oural pour les soustraire au domaine couvert par le traité de Paris. Ce compromis était un des préalables à la signature des accords START.

6 juillet 1991 : dans un message adressé à M. Gorbatchev, M. Bush demande à Moscou d'accélérer les négociations START afin de « fixer une date (pour un sommet) à la fin juillet ».

17 juillet 1991 : annonce à Londres d'un « accord de principe » sur le traité START, qui devrait être signé à Moscou à la fin de juillet.

Le président George Bush se rendra en novembre à La Haye. Le président américain George Bush se rendra le 9 novembre aux Pays-Bas afin de rencontrer le premier ministre néerlandais Ruud Lubbers, président en exercice de la CEE, et M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, a annoncé mercredi 17 juillet la Maison Blanche. Ce voyage coïncidera avec la visite que M. Bush doit effectuer à Rome à l'occasion du sommet annuel de l'OTAN. — (Reuters)

De 25 à 30 % de réduction selon les catégories

Annoucé au début des négociations comme devant être à hauteur de 50 %, la réduction qui sera effective à la fin de la durée de la période de 25 à 30 % selon les décomptes propres à chaque catégorie d'armements.

D'ambitieux au départ, l'objectif s'est fait réaliste au fur et à mesure des discussions START. Comme l'a observé M. Daniel Colin, député UDF du Var, dans un rapport parlementaire rendu sur ces négociations américano-soviétiques (*Le Monde* du 5 juillet), on se trouve dans une situation paradoxale : les réductions catégorielles sont bien supérieures à cette moyenne de 25 à 30 % pour certains types d'armes (comme les missiles balistiques tirés du sol ou de sous-marins) et, au contraire, pour d'autres familles d'armements (comme les missiles de croisière lancés depuis un navire ou un avion), soit l'Union soviétique, soit les États-Unis sont en droit d'accroître leur panoplie par rapport aux quotas déterminés par le même traité.

Au total, tous vecteurs confondus et selon des règles de comptabilité qui fixent des maxima, les États-Unis devraient passer de leurs 12 081 têtes nucléaires actuelles à un plafond autorisé de 10 395, soit une diminution de 13,9 %, et l'Union soviétique de ses 10 841 charges actuelles à un maximum autorisé de 8 040, soit une baisse de 25,3 %. En fait, le potentiel de chacun des deux signataires de l'accord START, tel qu'il est installé à bord de ses vecteurs opérationnels, devrait être de quelque 9 000 têtes américaines et de 7 000 têtes soviétiques.

Voici grosso modo comment pourraient avoir évolué, selon le traité, les arsenaux stratégiques des deux pays impliqués.

1. — Les missiles sol-sol intercontinentaux balistiques (ICBM) d'une portée supérieure à 6 000 kilomètres.

Les États-Unis passeraient de leurs 2 450 têtes nucléaires actuelles à 1 423 charges — soit une baisse de 41,9 % — à bord de 1 000 missiles du type MX, Minuteman III ou IV et, le cas échéant, de Midgeman (dont le développement n'est pas lancé).

L'Union soviétique passerait de ses 6 595 têtes actuelles à 3 228 charges — soit une diminution de 51 % — à bord de ses 214 SS-18 ou SS-24 ou SS-25 et de ses 110 SS-24 ou SS-25 mobiles.

2. — Les missiles mer-sol intercontinentaux balistiques (SLBM) lancés depuis des sous-marins.

Les États-Unis passeraient de leurs 5 056 têtes actuelles à 3 456 charges — soit une baisse de 31,6 % — embarquées sur 18 sous-marins lance-engins de la classe Ohio à l'horizon 1995.

L'Union soviétique passerait de ses 2 810 têtes actuelles à 1 672 charges — soit une diminution de 40,4 % — embarquées sur 18 sous-marins Delta IV et Typhoon (selon l'appellation OTAN).

3. — Les missiles air-sol de croisière (ACLM) tirés d'un avion (d'une portée supérieure à 600 kilomètres).

Les États-Unis seraient autorisés à passer de leurs 1 600 têtes actuelles à 1 900 — soit une augmentation de 18,7 % — à bord de leurs avions B-52, quand l'Union soviétique, dans le même temps, pourrait passer de ses 720 charges actuelles à 1 300 — soit une hausse de 80,5 % — à bord de ses avions Bear.

On est là dans un cas de figure assez théorique. En effet, le calcul dans cette catégorie de systèmes d'armes adoptés pour les missiles ACLM est que les 150 premiers bombardiers américains et les 210 premiers bombardiers soviétiques comptent, respectivement, pour 10 et 8 têtes chacun (même s'ils peuvent en emporter le double). Au-delà, chaque bombardier compte pour le nombre des ACLM de plus de 600 kilomètres qu'il est effectivement capable de porter. Les missiles de croisière à têtes multiples sont interdits.

4. — Les missiles mer-sol de croisière (SLCM) lancés depuis un sous-marin ou un navire de surface (entre

300 et 600 kilomètres de portée). Les États-Unis seraient autorisés à passer de leurs 367 têtes actuelles à 880, soit un accroissement de 142,5 %, avec principalement des missiles Tomahawk. L'Union soviétique, qui semble en réalité posséder peu d'armes de cette catégorie, pourrait passer de ses 100 charges actuelles à 880, soit une augmentation de 780 %, avec principalement ses SS N-21 déjà déployé et son SS NX-24 en voie de développement probable.

Cette famille de missiles SLCM basés à la mer n'est pas à proprement parler incluse dans le traité START. Les plafonds retenus de 880 missiles pour chacun font l'objet d'un échange de lettres qui est annexé au traité lui-même et qui est un accord dit politiquement contraignant (*politically binding agreement*). Du reste, ils ne seront pas soumis à un contrôle. Les deux parties sont convenues de ne pas déployer de SLCM à longue portée et dotés de têtes nucléaires multiples.

Les dernières pierres d'achoppement

Les négociations qui viennent d'aboutir ont achevé jusqu'au dernier moment sur plusieurs points qui, pour relever de la technique, n'en sont pas pour autant de simples détails.

1. — La capacité d'emport (*throw-weight*) des missiles.

C'est ce qu'on appelle la charge utile ou militaire d'un vecteur nucléaire, qui comporte l'explosif en lui-même mais aussi les tonnes ou les kilos à le transporter (c'est-à-dire à tromper ou à déjouer la détection adverse) et le « bus » d'information qui achèment et gèrent le fonctionnement du système et l'ordre de mise à feu.

A la différence des Américains qui sont parvenus à miniaturiser l'ogive armée et la case d'équipement de leurs missiles, les Soviétiques sont connus pour être en retard dans ce domaine. En l'occurrence, ce désavantage pourrait leur être bénéfique : ils disposent de missiles — surtout des missiles sol-sol comme leurs SS-18 ou leurs SS-25 — de gros emport qui pourraient indifféremment être dotés d'une seule charge explosive de forte puissance ou de plusieurs têtes nucléaires. Aujourd'hui, le missile donnerait naissance à un nouveau modèle en toute discrétion et en convention avec le traité.

Les États-Unis ont souligné le problème de la modernisation de ces missiles lourds, pour éviter — par une limitation de leurs essais — une supériorité des Soviétiques en la matière.

2. — La ravitaillement en vol du bombardier Backfire.

Dénommé Backfire par l'OTAN,

ce bombardier soviétique est le quadriacteur Tupolev-160 (de la taille d'un Concorde) conçu pour des missions de type Moacou se refuse à considérer comme stratégiques. Or cet avion a été rendu inévitable en vol et il peut donc atteindre les États-Unis. Les Américains ont demandé qu'il soit contrôlé par le traité START. Les Soviétiques ont proposé que leurs interlocuteurs se contentent d'une déclaration unilatérale de leur part — annoncée comme étant « politiquement contraignante » — au terme de laquelle ils s'interdiraient de ravitailler en vol leurs bombardiers.

3. — Le contrôle des informations télégraphiques.

Ce problème de factos aux télémesures qui sont relevées lors des essais en vraie grandeur de missiles n'est pas nouveau. Il s'était déjà posé lors du traité ABM de 1972 sur les antimissiles.

Il s'agit pour chacun des signataires de pouvoir recueillir librement des données pendant les expérimentations menées par son partenaire, de façon à déceler s'il n'outrage pas ses engagements initiaux ou s'il ne cherche pas à cacher des actions non autorisées.

Figure au sein de ces procédés, destinés à dissimuler une opération, la possibilité de coder des télémesures ou de brouiller une interception par autrui pour les rendre inaccessibles et la rendre tout contrôle d'un essai. Ce risque est d'autant plus grand que les Soviétiques ont beaucoup insisté pour que qu'ils soient tolérés dans le cadre d'une interdiction des généraux.

4. — Les modalités d'une vérification pratique du traité.

D'un point de vue historique, START est une « première » : le traité ne comporte pas moins de treize modalités différentes de vérification, avec notamment des inspections sur place des unités de production de missiles intercontinentaux et de leurs zones de déploiement soit en continu, soit avec court préavis.

Cela n'a pas été le moindre des obstacles à la discussion. La difficulté tient au fait qu'Américains et Soviétiques n'étaient pas d'accord sur la liste des usines et des sites à contrôler, ainsi que sur les moyens recourus au vérificateur.

5. — La coopération nucléaire américano-britannique.

Moscou et Washington ont beaucoup et longuement discuté sur la nécessité ou non de maintenir la coopération nucléaire entre Américains et Britanniques. Sur ce point particulier, les Soviétiques ont émis le vœu que les États-Unis se contentent de donner à leurs alliés britanniques des missiles Trident-2 pour moderniser leurs quatre sous-marins dotés aujourd'hui de Polaris A2. Or, Londres a choisi le Trident 2D6, qui est la version la plus perfectionnée d'un missile d'origine américaine et qui devrait recevoir huit charges à trajectoire indépendante de conception purement britannique.

Les Américains affirment qu'ils ont averti leurs interlocuteurs soviétiques du fait qu'ils n'acceptaient aucune limite à leur liberté d'action dans ce domaine au nom de leur fidélité aux pays membres de l'alliance atlantique.

J. I.

J. I.

مكتبة الشرف

هكذا من العمل

giques

De SALT à START

26 mai 1972 : signature de l'accord SALT 1 sur la limitation des armements stratégiques et du traité ABM sur les missiles antimissiles.

25 septembre 1977 : reconduction des accords SALT 1.

18 juin 1979 : signature des accords SALT 2 qui ne seront pas ratifiés.

12 décembre 1979 : «double décision» de l'OTAN. Modernisation et renforcement des installations de défense en Europe suite à l'installation de missiles SS-20 par l'URSS en 1979. Poursuite des pourparlers en vue d'un accord SALT 3. En cas d'échec, des négociations sont mises en œuvre pour le programme de modernisation de l'OTAN à la fin de 1983.

18 novembre 1981 : proposition soviétique d'une «option zéro», c'est-à-dire de l'annulation du programme des missiles américains en Europe contre le démantèlement des SS-20. Refus soviétique.

24 juin 1982 : ouverture des négociations START (Strategic Arms Reduction Treaty) sur la réduction des armements stratégiques à Gênes.

24 juin 1982 : annonce du lancement de l'initiative (IOS) ou «option zéro».

1983 : installation des missiles Pershing-2 et SS-20, conformément à l'accord SALT 1.

1983 : poursuite des négociations START. Étapes de la réduction des armements stratégiques intermédiaires.

1985 : sommet américano-soviétique. Le principe de moitié des armements stratégiques est accepté.

1985 : propositions soviétiques de réduction des armements stratégiques.

1985 : signature de l'accord de l'OTAN sur la prohibition de l'usage de la force.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

1985 : signature du traité de réduction des armements stratégiques (FNI) entre l'URSS et les États-Unis.

Qu'advient-il d'un chef d'entreprise dont l'imprimante n'écrit sa comptabilité qu'à moitié ?



DOB MEDIAN

Dans tous les secteurs d'activité, les solutions d'impression non impact Mathilde apportent à leurs utilisateurs sécurité et rapidité.

**Mathilde :
des références prestigieuses
dans tous
les secteurs d'activité.**

Mathilde apporte des solutions performantes d'enrichissement des données de l'entreprise par une communication écrite de qualité. Les logiciels, systèmes et serveurs d'impression BULL permettent d'exploiter les imprimantes rapides (de 50 à 420 pages par minute) ou service des plus grandes entreprises :

- La Suisse Assurance
- Le Crédit Lyonnais
- La Banque de France
- Volkswagen France
- Thomson
- Le BHV
- Les Mutualités
- Sociales Agricoles
- France Télécom
- La Poste
- Aérospatiale
- oinsi que des adminis-
- trations suivantes :
- Secrétariat du
- Premier Ministre
- Ministère de l'Industrie
- La Défense Nationale



**2000 Mathilde
vendues
dans le monde entier.**

Réalisation française avancée, Mathilde est déjà vendue à plus de 2000 unités dans 38 pays. Dans le monde entier, les entreprises impriment chèques, factures et documents comptables de valeur avec Mathilde, en toute sécurité. La fidélité de nos clients démontre les performances et la qualité du produit : 60 % d'entre eux ont acheté au moins une Mathilde additionnelle pour étendre leurs applications.

Avec une demande croissante, 70 % des ventes à l'exportation et une technologie porteuse en impression à très grande vitesse, on comprend vite pourquoi BULL s'impose comme un des leaders mondiaux de l'impression électronique rapide.

**Réseaux
et systèmes
d'information**



mouvement de symphonie... en Allemagne avait pu susciter quel- ques illusions. - (AFP)

avec des conséquences politiques très graves, a ajouté le chef de l'Etat roumain. - (AFP)

de médiation de la Communauté en Yougoslavie. - (AFP)

de titre, ne pouvant pas ignorer, à tout le moins, la série d'affaires qui défraient la chro-

A l'image du premier ministre, M. Wilfried Martens, qui s'est dit

après cinq ans de location, à Bruxelles comme à Strasbourg. - (AFP)

EUROPE

YUGOSLAVIE : après le rendez-vous manqué de Brioni

La présidence devait se réunir au complet à Belgrade

Le chef de l'Etat, le Croate Stipe Mesić, a déclaré, mercredi 17 juillet, dans la soirée, à Brioni, que la Croatie et la Slovaquie devaient se réunir à Belgrade le lendemain pour discuter du retour de l'armée dans ses casernes « ou son retrait de ces deux Républiques », en annonçant une nouvelle réunion de la présidence fédérale au grand complet pour le même jour dans la capitale yougoslave.

Selon M. Mesić, l'ordre du jour de la réunion sera modifié par rapport à celui annoncé pour la réunion avortée de Brioni mardi. La présidence doit en effet examiner des propositions slovènes visant à régler la situation dans cette République sécessionniste. Elle se penchera également, comme prévu, sur l'application de l'ordre de démobilitation de toutes les formations armées sur le territoire yougoslave, à l'exception des unités régulières et de l'armée fédérale, et sur la mise en œuvre des accords de Brioni.

Le chef de l'Etat doit aussi statuer sur la situation en Croatie et le déploiement d'unités de l'armée dans cette République, afin d'empêcher une escalade des affrontements interethniques. Il a estimé qu'après la sécession de la Slovaquie et de la Croatie de la fédération, la Yougoslavie « n'est plus ce qu'elle était », mais qu'elle fonctionnait encore en tant que « sujet de droit international » et qu'il continuait d'exercer ses fonctions de président en dépit du blocage de quatre membres de cette instance (Serbie, Monténégro, Vojvodine et Kosovo), car, a-t-il répondu, « sans présidence la Yougoslavie sombrerait dans le chaos ».

D'autre part, le ministre de la Défense, le général Vojko Radjic, a assuré mercredi le président croate M. Franjo Tudjman que l'armée fédérale d'attaquerait pas la République. La rencontre entre les deux hommes a eu lieu sur la base aérienne de Zadar, sur la côte

adriatique. Selon M. Tudjman, le général a assuré que l'armée « respectera toute solution pacifique ». Le ministre de la Défense de la Croatie, M. Stipe Djodan, avait affirmé quelques heures auparavant que des unités de l'armée fédérale s'apprêtaient à lancer une offensive de grande envergure. On estime que l'armée a déployé 70 000 hommes en Croatie et en Slovaquie depuis les déclarations d'indépendance, le 25 juin.

Des observateurs de la Communauté européenne ont commencé mercredi à superviser le cessez-le-feu toujours fragile. Quatre équipes ont parcouru dans des voitures armées le drapeau bien et or de la CEE le nord de la Slovaquie. Leur tâche consistait à s'assurer que l'armée yougoslave est effectivement retirée dans les casernes, que les forces slovènes ont autorisé les unités de l'armée qu'elles encadraient à regagner leurs bases et que la Slovaquie est prête à se soumettre à l'autorité fédérale aux postes-frontières, selon les termes de l'accord élaboré à Brioni.

Les violences se sont poursuivies en Croatie. Un policier et un civil croate ont été tués dans l'attaque au mortier d'un poste de police à Lisani, à 200 kilomètres au sud de Zagreb, par des nationalistes serbes. (AFP, Reuters.)

Précision. — L'ambassade de la République de Hongrie à Paris nous demande de préciser que, contrairement à ce qui était écrit dans le Monde du 16 juillet, la Vojvodine n'a pas « proclamé son rattachement au royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes » ainsi que l'aurait déclaré le chef de l'Etat, M. Jozsef Antall, mais que ce sont « les traités de paix du Trianon, en 1920, et de Paris en 1947, qui ont tranché de son appartenance ».

URSS : paralysé par le départ de M. Eltsine

Le Congrès des députés de Russie reporte l'élection de son président

Pendant que M. Gorbatchev s'expliquait devant l'Occident à Londres, les Soviétiques — en tout cas la grande majorité qui représentent les citoyens de la Fédération de Russie — n'avaient d'autres que pour un autre événement, pour eux capital : le blocage des travaux du Congrès des députés de Russie, qui s'était ouvert triomphalement le 10 juillet avec l'investiture de M. Boris Eltsine à la présidence de la Fédération de Russie. Devenu chef de l'exécutif russe, M. Eltsine a perdu la présidence de son parlement, mais les députés de Russie n'ont pas réussi à élire un remplaçant et ont décidé, mercredi 17 juillet, de reporter cette élection à l'automne.

Cette paralysie s'explique par le fait que le Congrès de Russie, élu au printemps 1990 de façon semi-démocratique, comprend encore presque une moitié de communistes hostiles à Boris Eltsine, qui se sont unis derrière un seul candidat, M. Sergueï Babourine, face à une petite majorité démocrate.

ALLEMAGNE : confirmation de la candidature à perpétuité pour Mohamed Hamadé. — La cour suprême d'Allemagne a annoncé, mercredi 17 juillet, à Karlsruhe, qu'elle avait confirmé la peine de prison à perpétuité prononcée contre le Libanais Mohamed Hamadé par la cour d'appel de Francfort en mai 1989. Proche du mouvement chiite pro-iranien Hezbollah, Hamadé avait participé au détournement d'un avion de la TWA ayant causé la mort d'un marin américain entre Athènes et Rome le 14 juin 1985. (AFP.)

ESPAGNE : fin du procès des deux policiers membres présumés du GAL. — Le procès du commissaire adjoint, José Amedo et de l'inspecteur Michel Dominguez, les deux policiers soupçonnés d'appartenir au Groupe anti-terroriste de libération (GAL), s'est achevé, mercredi 17 juillet, dans que leur appartenance à ce groupe terroriste n'a été clairement établie. A la fin des débats qui ont commencé le 11 juin, le procureur a demandé 119 ans de réclusion contre José Amedo et 115 ans contre Michel Dominguez. Le tribunal ne devrait rendre son jugement qu'en septembre. (AFP.)

par définition moins disciplinée. Ces démocrates — dont la nouvelle fraction « Communistes pour la démocratie » — avaient réussi, lors du Congrès de mars, à imposer une élection présidentielle au suffrage universel qui a vu, le 12 juin, le triomphe de Boris Eltsine. Mais ce succès acquis, ils se sont cette fois-ci scindés en deux groupes : les modérés, soutenant le vice-président sortant proche de Boris Eltsine, M. Rouslan Khasboulatov, et les radicaux, accusant ce dernier d'avoir observé une ligne de compromis avec le bloc communiste.

Sept votes en sept jours, parsemés de débats tendus retransmis par la nouvelle télévision de Russie, n'ont pu départager les candidats du Kremlin où se tenait le Congrès s'emplissaient de pan-neaux où les démocrates affichaient les centaines de lettres reçues des quatre coins de la Russie, indignées par le fait que « les représentants de moins de 20 % de la population — les voix cumulées des candidats communistes à l'élection présidentielle — prétendent encore diriger son parlement ».

Jusqu'à l'automne

M. Khasboulatov a donc été maintenu à la présidence par intérim jusqu'à la rentrée parlementaire d'automne, solution qui prévoyait d'ailleurs les quelques 13 % de députés radicaux. Ces derniers espèrent en effet préparer d'ici là un projet de constitution et de nouvelle loi électorale, qui, à défaut de pouvoir être acceptée par le Congrès actuel, pourrait être soumise au suffrage universel. C'est la seule solution constitutionnelle possible pour provoquer de nouvelles élections. M. Eltsine ne disposant pas, contrairement à M. Gorbatchev vis-à-vis du Soviet suprême de l'URSS, du pouvoir de dissoudre son parlement ni de proposer cette dissolution à référendum. Le nouveau président russe se trouve ainsi privé d'un soutien efficace de son parlement au moment où doit se décider l'avenir de la Russie avec la signature, sans cesse reportée, d'un nouveau traité d'union.

SOPHIE SHIRAB

PROCHE-ORIENT

Avant la nouvelle tournée de M. Baker

Le président syrien se dit peu optimiste en raison de la position d'Israël

Le président égyptien Hosni Moubarak, arrivé à Damas à l'improviste mercredi 17 juillet, et son homologue syrien Hafez el-Assad se sont entretenus à moins de vingt-quatre heures d'une nouvelle mission de paix américaine au Proche-Orient. Le chef d'Etat syrien a jugé que la position israélienne n'incitait pas à l'optimisme.

« Les déclarations des responsables israéliens n'incitent pas à l'optimisme », a-t-il dit à la presse. « Notre expérience passée n'est pas encourageante. Mais nous devons dire ce que nous avons à dire et ils doivent dire ce qu'ils ont à dire. Le monde nous jugera », a-t-il ajouté. Le secrétaire d'Etat américain James Baker, encouragé par la réponse positive de la Syrie aux propositions américaines pour un règlement de paix régional, était attendu jeudi à Damas, première étape de sa cinquième tournée de paix au Proche-Orient en moins de cinq mois.

Le chef d'Etat syrien a estimé que les propositions du président Bush étaient plutôt équilibrées. « Après une étude en profondeur de l'initiative américaine, la Syrie a jugé qu'elle était équilibrée jusqu'à un certain point et a décidé de l'accepter, notamment parce qu'elle est fondée sur les résolutions 242 et 338 », a-t-il dit. « Nous attendons de voir ce que les Etats-Unis vont faire après la réponse positive des Syriens », a pour sa part déclaré M. Moubarak avant son départ pour Le Caire.

Jusqu'à dimanche, les Syriens insistent pour que l'ONU joue un rôle important dans toute négociation.

de paix. Mais Israël a toujours rejeté la participation des Nations unies en estimant que l'instance internationale est favorable aux pays arabes. Pour tenter de concilier les positions israélienne et syrienne, M. Baker a proposé la participation d'un observateur de l'ONU ne disposant pas du droit de vote.

Tenant de justifier son changement d'attitude, M. Hafez el-Assad a estimé que la réunion proposée restait une conférence internationale, comme les pays arabes le souhaitent à l'origine, puisqu'elle réu-

nira les Etats-Unis, l'URSS et l'ONU. « En fait, dans notre conférence, personne ne votera, ni nous, ni Israël, ni les super-puissances », a-t-il souligné. « Par conséquent, le rôle d'observateur est équivalent au rôle de ceux qui ne sont pas observateurs ».

M. Moubarak a déclaré qu'aucune décision n'avait été prise sur la question de la représentation palestinienne, mais il a rappelé que seuls les Palestiniens des territoires occupés devaient être représentés à la conférence. — (AFP.)

Echec des pays du Golfe, de l'Egypte et de la Syrie sur leur projet de force arabe

Les ministres des affaires étrangères des six pays du Golfe, d'Egypte et de Syrie, ne sont pas parvenus à concrétiser leur projet de création d'une force de paix arabe dans le Golfe. Les ministres, réunis au début de la semaine dans la capitale koweïtienne, ont réaffirmé leur adhésion au projet d'une force arabe de maintien de la paix pour assurer la protection du Koweït, mais n'ont débouché aucun des différends qui entravent sa création. Ils ont prévu de se retrouver en septembre au Caire. « Cela signifie qu'il y a eu des désaccords majeurs. Ils se sont mis d'accord pour aller dormir tout l'été », a observé un diplomate.

Les divergences portent notamment sur le rôle de l'Egypte, les monarchies du Golfe refusant qu'elle pèse trop lourd dans une future

force de paix. De plus, le Koweït longe davantage du côté américain pour chercher un protecteur que du côté des pays arabes, selon ce diplomate.

Le rôle de l'Iran constitue une autre source de désaccord. Le Caire ne veut pas voir Téhéran participer au processus défini par la « Déclaration de Damas », signée le 6 mars dernier par les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Oman, Qatar, Emirats Arabes unis) et prévoyant notamment une force arabe de maintien de la paix dans le Golfe. Pour leur part, certains pays du CCG, comme l'Arabie saoudite, « ne sont pas complètement opposés » à ce que l'Iran joue un rôle, assure ce diplomate. — (AFP.)

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : après de nouvelles révélations sur l'« Irangate »

La nomination de M. Gates à la tête de la CIA pourrait être remise en cause

WASHINGTON correspondance

Contre toute attente et à la grande déception de l'administration, le scandale des ventes d'armes secrètes à l'Iran, plus connu sous le nom d'« Irangate », rebondit. La lassitude du grand public, la décision récente d'une juridiction d'appel renforçant la condamnation du principal protagoniste de l'affaire, l'ancien lieutenant-colonel Oliver North, entretenaient l'espoir des milieux dirigeants que la centreuse enquête (25 millions de dollars) menée pendant quatre ans par le procureur spécial Walsh prendrait définitivement fin. Mais les récentes aveux de M. Alan Fiers, chargé entre 1984 et 1986 des opérations de la CIA en Amérique centrale, ont sensiblement assombri cette perspective. L'affaire est loin d'être enterrée.

A la suite d'une tractation avec le procureur Walsh qui lui évitait d'être condamné plus sévèrement, Fiers s'est « mis à table ». Après avoir reconnu avoir menti au Congrès dans ses premières déclarations, il a indiqué que ses supérieurs hiérarchiques lui avaient enjoint de ne pas révéler aux parlementaires l'opération illicite en cours : à savoir diverter des fonds, provenant de ventes d'armes secrètes à l'Iran pour financer les activités de la contre-terrorisme.

Des aveux de M. Fiers ont ressorti que, contrairement aux affirmations des officiels présentant l'opération comme une initiative abusive menée à leur insu par un

petit groupe d'agents irresponsables ou trop zélés du Conseil national de sécurité, le détournement des fonds était connu des dirigeants de la CIA. Non seulement ceux-ci ne firent rien pour empêcher mais ils participèrent activement à l'étouffement de l'opération. Selon le New York Times le procureur Walsh aurait en sa possession de nombreux enregistrements des conversations téléphoniques entre le quartier général de la CIA en Virginie et ses agents en Amérique centrale. Ces documents confirmeraient la collusion établie, à l'insu du Congrès, entre les dirigeants de la CIA et diverses personnalités au sein même de l'administration pour tourner l'interdiction des législateurs opposés en majorité, à l'époque, à l'assistance aux ennemis. De nouvelles inculpations pourraient ultérieurement intervenir.

Embarras pour l'administration

Dans l'immédiat, la première victime du témoignage de M. Alan Fiers pourrait être M. Robert Gates, ancien directeur adjoint de la CIA, désigné en mai dernier par le président Bush pour remplacer M. Webster à la tête de la centrale de renseignements. La confirmation de sa nomination soumise à l'approbation du Sénat paraît de nouveau compromise. Après les révélations de M. Fiers, M. Gates aura du mal à convaincre la commission sénatoriale qu'il n'était pas au courant de l'opération. En fait, il y a quatre ans, les doutes exprimés par plusieurs sénateurs l'avaient obligé à retirer sa candidature à la succession de M. Casey, directeur à l'époque de la CIA, dont il était l'adjoint.

Alors que ses subordonnés de la CIA et son supérieur, M. Casey, étaient au courant, comment M. Gates peut-il prétendre n'avoir jamais rien su de l'entreprise délictueuse ? La question ne manque pas d'être exprimée par de nombreux sénateurs.

Dans ce contexte, la décision de la commission sénatoriale chargée d'examiner la nomination de M. Gates et de retarder jusqu'à la mi-septembre ses audiences est embarrassante pour l'administration, particulièrement pour le pré-

sident Bush qui avait publiquement insisté pour que la commission commence immédiatement ses discussions. Le délai, en effet, permet aux enquêteurs d'examiner à la loupe les déclarations antérieures de M. Gates pour y relever d'éventuelles inexactitudes ou omissions. D'autre part, ce supplément d'enquête pourrait apporter de nouvelles informations de nature à établir que, contrairement aux affirmations des présidents Reagan et Bush, l'entreprise ne fut pas menée à leur insu mais avec leur approbation tacite.

L'affaire de la BCCI

Les enquêteurs pourraient également impliquer M. Donald Gregg, aujourd'hui ambassadeur en Corée, qui fut conseiller de M. Bush à l'époque de sa vice-présidence et ami intime d'un certain Rodriguez, agent de la CIA au service du colonel North.

Le rebondissement de l'« Irangate » coïncide également avec une autre affaire embarrassante : la révélation de liens entre la CIA et la Banque internationale du Commerce et du Crédit (BCCI), une entreprise dont les activités font l'objet d'une enquête du ministère de la justice (le Monde du 16 juillet). Selon le magazine Time la CIA maintenait à la BCCI des fonds destinés à financer des opérations clandestines non autorisées à travers le monde, et notamment l'aide financière aux Contras.

HENRI PIERRE

IRAK : selon des experts de l'Agence de Vienne

Les Irakiens n'auraient enrichi que très peu d'uranium

Les réserves irakiennes d'uranium enrichi sont moins importantes que ne l'avaient laissé croire certaines informations, a estimé mercredi 17 juillet à Bagdad M. Dimiri Perrieros, chef de la mission d'inspection de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique).

Les Etats-Unis avaient estimé les réserves irakiennes d'uranium enrichi à 40 kilos. « Nous n'avons reçu suffisamment d'informations pour établir que les chiffres qui avaient été rapportés n'étaient pas corrects », a expliqué M. Dimiri Perrieros. Selon lui, les Irakiens pourraient, comme ils l'affirment, n'avoir pas enrichi plus d'un kilo d'uranium. S'y ajoutent évidemment les quelques 34 kilos d'uranium hautement enrichi livrés par la France et l'URSS, placés depuis toujours sous le contrôle de l'Agence de Vienne, et qui seront prochainement récupérés (le Monde du 18 juillet).

Les experts de cette mission soulignent qu'ils rencontrent désormais une véritable coopération sur les sites qu'ils visitent, même s'ils reconnaissent ne pas être sûrs que l'Irak a bien dévolé tous ses équipements nucléaires.

Le site de Tarmiyah, près de Bagdad, était équipé d'une trentaine de « calculateurs » destinés à l'enrichissement de l'uranium par la méthode électromagnétique, ont affirmé des inspecteurs de l'AIEA cités par le New York Times. Ces appareils avaient été enlevés et emportés par camions pour être enterrés, mais les Irakiens les ont ensuite déterrés pour les montrer aux experts de l'Agence de Vienne. Ils avaient tous été endommagés par le raid américain contre cette usine lors de la guerre du Golfe.

Les Irakiens ont, par ailleurs, affirmé que l'usine jumelle de celle de Tarmiyah, située à Al Sharqat, entre Mossoul et Tikrit, était destinée, au départ, à servir de « leurre contre les bombardements qui viseraient le véritable laboratoire nucléaire » de Tarmiyah. Mais ce site devait servir également à accueillir les installations de Tarmiyah en cas d'attaque, a reconnu un responsable du ministère irakien des affaires étrangères. Sa construction aurait toutefois été abandonnée avant d'être achevée en raison des difficultés économiques de l'Irak. Selon M. Maurizio Zifferero, vice-président de l'AIEA, ces deux usines représentaient un investissement de cinq à huit milliards de dollars.

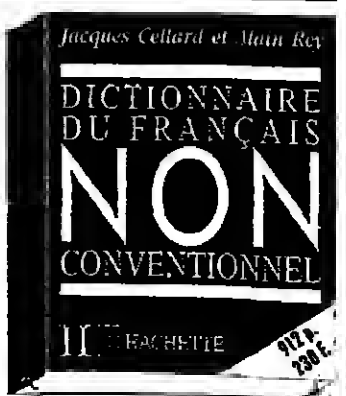
L'équipe d'experts de l'AIEA actuellement sur place doit quitter l'Irak samedi 20 juillet à l'issue d'un séjour de deux semaines. Elle sera remplacée par une autre qui devrait arriver à Bagdad le 27 juillet. — (AP, AFP.)

Au sud du Liban

Trois militaires israéliens et un combattant islamique tués à la limite de la « zone de sécurité »

Trois militaires israéliens et un combattant libanais ont été tués dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 juillet au Liban-sud. Selon un porte-parole militaire, une patrouille israélienne menait une opération sur la terrain à la limite nord de la « zone de sécurité » occupée par Israël au Liban-sud lorsqu'elle s'est heurtée à un groupe de combattants islamiques. Trois soldats israéliens ont été tués au cours de l'échange de coups de feu qui s'en est suivi, ainsi qu'un combattant anti-islamique. Quatre autres militaires israéliens ont été blessés, dont deux grièvement.

A la suite de cet incident, l'aviation israélienne a mené mercredi matin deux raids contre des bases du Hezbollah pro-iranien au Liban-sud. Il s'agit des quatorzième et quinzième raids israéliens depuis le début de l'année au Liban, et des premiers qui visent le Hezbollah. Douze des raids précédents avaient été dirigés contre des positions palestiniennes et seulement un seul contre une base du mouvement chiite Amal. Au total, ces bombardements aériens ont fait 32 tués et 141 blessés. — (AFP.)



كتاب النحل

ASIE

CAMBODGE : après l'accord conclu mercredi à Pékin

Le Conseil national suprême devrait s'installer à Phnom-Penh en novembre prochain

La Chine s'est félicitée, jeudi 18 juillet, du compromis intervenu la veille entre les chefs des quatre factions khmères, réunis à Pékin pour élire le prince Norodom Sihanouk à la présidence du Conseil national suprême du Cambodge (CNS), organe provisoire destiné à assurer le pouvoir à Phnom-Penh dans l'attente d'élections générales. Celles-ci devaient, selon l'ancien monarque, instaurer un régime démocratique, après plus de deux ans de conflit.

de notre correspondant
Depuis le 18 mars 1970, lorsque fut déposé par le général Lon Nol après avoir régné, d'une manière ou d'une autre, pendant près de trente ans sur le Cambodge, Norodom Sihanouk, aujourd'hui âgé de près de soixante-neuf ans, rêvait de ce jour marquant son retour au pouvoir. Cela s'est vu à l'annonce avec laquelle il a lu, mercredi en fin de journée, le communiqué de la « réunion informelle » lui rendant de facto sa position de chef de l'Etat dans un pays qui reste à reconstruire.

« Cette importante décision constitue un hommage mérité rendu à Son

Alte du prince Sihanouk, le Khmer rouge Khieu Samphan, le nationaliste Son Sann, et pour Phnom-Penh, le premier ministre Hun Sen, pour la première fois réunis à Pékin.

Retour au palais royal
L'ancien monarque avait annoncé peu avant un accord conclu sur une base personnelle avec M. Hun Sen, aux termes duquel il abandonnait toute fonction dans la coalition de résistance antivietsnamienne afin de devenir, en tant que président du CNS, un « conciliateur » neutre, dépourvu de tout parti politique, le chef du régime de Phnom-Penh renonçant, quant à lui, à sa revendication de créer un poste de vice-président du CNS.

Le Conseil, composé de douze membres, incarnation provisoire de la souveraineté cambodgienne chargée de préparer la prochaine Constitution et d'organiser les élections, a confirmé son intention de s'installer en novembre à Phnom-Penh, après avoir envoyé une délégation, dirigée par son président, à la session annuelle de l'Assemblée générale des Nations unies à l'automne. Entre autres décisions, il a demandé à l'ONU d'envoyer en Cambodge une mission chargée d'évaluer les besoins en per-

sonnel de réconciliation entre Pékin et Hanoi, douze ans après l'invasion vietnamienne du Cambodge en janvier 1979. Se déclinant après la lecture solennelle du communiqué, l'ancien souverain a exprimé son intention de se réinstaller d'ici quelques mois - le temps d'effectuer les travaux nécessaires - dans l'ancien palais royal de Phnom-Penh : « Ma résidence quand je serai au Cambodge ».

Et la tradition républicaine ?
« Voyez l'Union soviétique. Les dirigeants vivent au Kremlin, résidence des « zars », plaisantait-il. Norodom Sihanouk ne se voit pas pour autant redevenir monarque en titre : l'accord est complet, a-t-il assuré, entre les deux factions communistes cambodgiennes et les communistes pro-vietnamiens et khmers rouges pour un système politique inspiré de la V^e République française, une vieille marotte de l'extrême gauche, grand administrateur du général de Gaulle.

L'important, dans ce communiqué, est qu'il ait été signé à Pékin. Dans le jeu subtil entre la Chine et le Vietnam, frères ennemis du communisme asiatique, cela signifie que les deux pays ne sont pas prêts à passer l'éponge sur plus d'une décennie d'un autogouvernement meurtrier. Le compromis permet à M. Hun Sen de conserver son armée - qui contrôle, selon le prince, 80 % du territoire cambodgien - tandis que les Khmers rouges acceptent de se présenter devant l'élection sur un pied d'égalité avec les autres factions.

« Trop beau pour être vrai »
« Nous avons obtenu ce que nous espérions », a insisté le prince Sihanouk, en répétant plusieurs fois : « C'est la paix ! » « C'est trop beau pour être vrai », commentait un diplomate occidental ayant assisté à certains des débats. Car il reste à régler l'essentiel : le dispositif international de contrôle puis de désarmement. Le prince a obtenu l'assurance de M. Hun Sen et Khieu Samphan que les violations actuelles du cessez-le-feu n'étaient « que graves » (sous-entendu : elles font partie du jeu de la négociation). Il s'est dit « optimiste » sur les perspectives d'accord lors de la prochaine réunion du CNS, à Bangkok le 26 au 28 août.

Revenant les dirigeants khmers à l'issue de la rencontre, le premier ministre chinois Li Peng a jugé que l'accord représentait « l'aube de la réconciliation nationale » au Cambodge. Non sans lyrisme, il a cité un autre bonhomme, selon lequel « la réconciliation est précieuse », et émis le souhait que les factions rivales abandonnent à l'avenir leurs récriminations mutuelles pour « construire un nouveau Cambodge ». Pékin espère que ce succès diplomatique finira par déboucher sur une association passée avec le régime meurtrier de M. Pol Pot. Ce dernier, officiellement à la retraite, « ne reviendra jamais au pouvoir », a juré le prince.

Comme pour d'autres décisions de politique étrangère, le régime chinois ne cherche pas véritablement pas à réconcilier sur le plan théorique l'existence d'un régime parlementaire au Cambodge avec ses thèses autocratiques sur la supériorité du communisme et du parti unique. Le prince s'est redit confiant dans les garanties chinoises de non-ingérence, même si « le Cambodge est la Chine ». Restera pour le peuple khmer, coincé entre deux très économes voisins, à penser les plaines bises par un long conflit, achevé sur un match nul.

FRANCIS DERON

PHILIPPINES : accord sur la présence militaire américaine

Les Etats-Unis abandonneront la base de Clark en 1992

Les Etats-Unis et les Philippines ont annoncé mercredi 17 juillet, à Manille, la conclusion d'un nouvel accord sur les bases américaines dans l'archipel, à la suite de longues et difficiles négociations (le Monde du 17 juillet et nos dernières éditions du 18 juillet). En vertu de cet accord, la base aérienne de Clark - gravement endommagée par l'éruption du volcan Pinatubo - sera fermée d'ici à septembre 1992.

Les deux parties sont convenues de renouveler pour dix ans le bail de la base navale de Subic-Bay, qui courait jusqu'au 16 septembre prochain. Cet accord devra toutefois être approuvé par le Sénat philippin, dont douze des vingt-cinq membres se sont déclarés opposés à une présence militaire américaine dans leur pays.

Selon un communiqué conjoint, les négociateurs « sont parvenus à un accord sur toutes les questions principales concernant les discussions américano-philippines de coopération ». Les Etats-Unis se sont engagés à réparer les dégâts causés par l'éruption avant de remettre l'aéroport de Clark à l'armée philippine. Ils accorderont à Manille 550 millions de dollars pour les deux bases au cours de l'année 1992, puis 203 millions par an pour l'utilisation de Subic-Bay à partir de 1993. - (AFP, AP, Reuters.)

M. Renato de Villa, nouveau ministre de la Défense. - La présidence des Philippines, M^{me} Corason Aquino a nommé, mercredi 17 juillet, son ancien chef d'état-major des armées, M. Renato de Villa, au poste de ministre de la Défense. Il succède au général Fidel Ramos, qui avait démissionné le semaine dernière pour se consacrer à sa candidature à la prochaine élection présidentielle (le Monde du 13 juillet). - (AFP, Reuters.)

Nouvelle éruption du Pinatubo
et fermeture de l'aéroport de Manille. - Le volcan Pinatubo, situé à environ 80 kilomètres au nord-ouest de Manille, a été le siège, mercredi 17 juillet, d'une nouvelle importante éruption. Il a projeté dans le ciel, à quelque 14 000 mètres d'altitude, une grande quantité de cendres qui sont retombées sur une vaste région, notamment sur l'aéroport de Manille qu'il a fallu fermer. - (AFP.)

EN BREF

AFGHANISTAN : libération d'un Français retenu en otage. - M. Xavier Rouan, retenu en otage depuis le 5 juillet par un mouvement fondamentaliste afghan (le Monde du 18 juillet), a été libéré et est arrivé, mercredi 17 juillet, à Quetta au Pakistan. - (AFP, AP.)

HONGKONG : huit opposants chinois retenus par la police. - M. Chen Liming, un des fondateurs de la Maison chinoise de la démocratie à Paris, ainsi que sept autres opposants au régime de Pékin qui se rendaient au congrès de l'Union internationale des étudiants chinois, ont été interceptés par la police de Hongkong à leur descente d'avion dimanche 14 juillet. Ils sont retenus depuis lors dans la colonie britannique, ont indiqué mardi 16 juillet des représentants de l'Union chinoise de la démocratie.

NICARAGUA : attaque d'une caserne de l'armée par d'anciens rebelles de la Contra. - Une quarantaine d'« ex-guérilleros antisandinistes » (enrôlés) ont attaqué une caserne de l'armée nicaraguayenne dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 juillet à Patateña, à 200 kilomètres au nord de Managua, sans faire « ni victimes, ni dégâts matériels », selon un porte-parole militaire. C'est la première fois qu'une garnison de l'armée est prise par cible depuis que les contras ont repris les armes, il y a trois mois. - (AFP.)

PAKISTAN : libération de l'ancien premier ministre de l'Azad Cachemire. L'ancien premier ministre de l'Azad Cachemire, M. Muntaz Rahbar, a été remis en liberté, après treize jours de détention, a annoncé mercredi 17 juillet la télévision. Le gouvernement pakistanais avait fait arrêter ce dirigeant du Parti du peuple pakistanais (PPP) de M^{me} Benazir Bhutto, après l'annonce de sa formation en raison de sa décision d'annuler les élections provinciales du 29 juin dernier (le Monde du 9 juillet). - (AFP, Reuters.)

Océan Indien

MADAGASCAR : malgré une déclaration de soutien au président

L'armée reste dans l'expectative face à la contestation

Le pouvoir n'a pas réagi à la décision de l'opposition, annoncée, mardi 16 juillet, de former un « gouvernement de transition » (le Monde du 18 juillet). Malgré leurs dissensions, les partis membres du Comité des forces vives cherchent à rassembler leur unité face au président Didier Ratsiraka, qui a reçu le soutien de l'armée.

ANTANANARIVO
de notre envoyé spécial

Le communiqué des chefs d'état-major et de la gendarmerie vient un peu tard pour vraiment intimider l'opposition. Luc à la radio, mercredi 17 juillet, cette première réaction des militaires, à laquelle il manque, dit-on, le signature de quelques hauts grades, intervient après six semaines d'agitation et laisse les observateurs un peu dubitatifs quant à la réalité de l'engagement de l'armée dans le soutien du président. D'autant plus que les auteurs de cette déclaration avaient été convoqués, la veille, par le chef de l'Etat, à son palais de l'Aloula.

Pour une armée politisée à l'extrême depuis l'arrivée au pouvoir de M. Ratsiraka, en 1975, son silence depuis le début de la crise a convaincu l'opposition de sa neutralité. Il est vrai que la rue, jusqu'à présent, manifeste dans le calme, respectant les institutions et les bâtiments publics. Mais les soldats n'ont pas été déployés dans la capitale ni même consignés dans leurs casernes.

Il est possible aussi qu'une certaine solidarité se soit établie entre les contestataires et les soldats et

officiers touchés, eux aussi, par la crise économique. Ce qui expliquerait le fait que le chef de l'Etat fasse plutôt confiance à sa garde présidentielle, composée de près de mille cinq cents hommes formés par les Nord-Coréens et, aujourd'hui, encadrés par quelques instructeurs militaires français.

Compromis à la française

Dans l'opposition, chacun se targue d'avoir le soutien de quelques généraux, mais ceux-ci « préfèrent garder l'anonymat ». Pour le président du MFM, M. Manandafy Rakotonirina, « l'armée soutient le Comité des forces vives mais refuse l'aventurisme ». Après avoir désapprouvé la formation unitaire d'un « gouvernement de transition », le MFM a proclamé sa « loyauté envers le Comité des forces vives ». Et la rencontre avec le chef de l'Etat, prévue pour jeudi, a été annulée. « Nous donnons le temps au gouvernement de transiger et d'organiser et de remettre le pays au travail », a déclaré M. Rakotonirina, réaffirmant son refus de participer à un « gouvernement insurrectionnel ».

Les chefs de l'opposition se sont rendus, une nouvelle fois, mercredi 17 juillet, à la résidence de France pour entendre le chargé d'affaires, M. Henri Combes, leur exprimer l'attachement de la France à une solution de compromis. Ce sébasta prévoyait le maintien de M. Ratsiraka à son poste pendant trois ou six mois, jusqu'à de nouvelles élections. Cette solution n'a pas l'air de plaire aux contestataires, qui ne retrouvent leur unité. Pour combien de temps ?

JEAN HELENE

A TRAVERS LE MONDE

BULGARIE

Violents incidents entre la police et des manifestants anticommunistes

De violents incidents, au cours desquels au moins deux personnes ont été blessées, ont opposé, le mercredi 17 juillet, à Sofia, la police et des manifestants, pour la plupart sympathisants du principal rassemblement anticommuniste bulgare, l'Union des forces démocratiques (UFD). Les heurts ont éclaté à l'issue d'une manifestation de plus de 5 000 militants du Parti socialiste (PSB, ex-communiste), qui se sont fait prendre à partie par un nombre presque équivalent de contre-manifestants de l'UFD. D'après des témoins, la police, qui s'était interposée entre les deux groupes, a chargé à la matraque un groupe de quelque 300 jeunes gens qui lançaient des pierres.

Dans un appel à la radio et à la télévision, le président Jelic Jelic a déclaré : « En Bulgarie, il y a des gens qui cherchent la déstabilisation et qui veulent jeter le pays dans le chaos ». Il a ajouté que les prochaines élections, prévues pour le 29 septembre, devaient se dérouler de « manière pacifique ». - (AFP, Reuters.)

MAROC

Session extraordinaire du Parlement sur l'avenir du Sahara occidental

Le Parlement se réunira, mercredi 24 juillet, à la demande de tous les partis politiques. Cette session extraordinaire sera consacrée à la « mobilisation nationale pour faire face aux complots et défis visant la souveraineté du pays et son intégrité territoriale ». Les milieux politiques dénoncent, en effet, depuis plusieurs jours, une « campagne hostile » au Maroc, alors que s'amorce le processus devant conduire, au début de 1992, à un référendum d'autodétermination au Sahara occidental.

La presse s'en prend aux « efforts de l'affaire Diori » et au projet de création, à l'initiative de

la Fondation France-Libertés, présidée par M^{me} Danielle Mitterrand, d'un « comité de vigilance », chargé de suivre le bon déroulement du processus de paix. « Tout ça qui retarde l'opinion française », c'est la censure contre la « Maroca », a écrit, mercredi, le quotidien pro-communiste, Al Bayane, tandis que le quotidien pro-gouvernemental, Al Maghrib, dénonçait « les groupuscules d'illuminés qui s'agitent et et là, notamment en France, et qui veulent à l'annexion dans un processus sur lequel veille l'ONU ».

De son côté, le parti de l'istigial a annoncé son intention d'organiser des rassemblements dans tout le pays, au cours des trois prochains mois, « pour faire face aux défis extérieurs ». - (AFP.)

Soudan

Un étudiant aurait été tué à l'université de Khartoum

Un étudiant soudanais a été tué et sept blessés mercredi 16 juillet par les forces de sécurité, qui ont ouvert le feu pour disperser une manifestation sur le campus de l'université de Khartoum, a affirmé l'opposition soudanaise au Caire.

Selon M. Mohamed al-Haseen Abdallah Yassin, président de la branche du Rassemblement national sudanais au Caire, qui regroupe toutes les factions de l'opposition soudanaise, les manifestations avaient commencé mardi matin à la faculté de médecine, où les forces de sécurité ont eu recours aux grenades lacrymogènes pour disperser les étudiants qui protestaient contre la cherté de la vie.

D'autre part, le ministre de l'éducation a déclaré mercredi que toutes les écoles de la capitale devraient se voir conformément à la loi islamique. Il leur faudra se couvrir la tête, les oreilles et le front d'un foulard et porter un uniforme composé d'une longue tunique bleue et d'un pantalon, fourni par le ministère de l'éducation à « un prix abordable ». - (AFP, AP.)

Demain votre supplément



après cinq ans de incertitude, Bruxelles comme à Strasbourg. - (AFP.)

La carrière à rebondissements du prince Norodom Sihanouk

Né le 31 octobre 1922, le prince Norodom Sihanouk a eu, à moins de dix-neuf ans, au trône du protectorat français du Cambodge la 23 avril 1941, à l'issue de manipulations françaises au sein de la famille royale. Il est couronné le 28 octobre suivant, trop jeune pour avoir passé son baccalauréat (il s'en plaignait amèrement plus tard). En 1946, la France reconnaît l'autonomie du Cambodge, mais c'est en 1954 qu'il obtient l'indépendance. En février 1955, il se fait élire président, avant d'abdiquer en mars en faveur de son père, et de se lancer dans la bataille politique à la tête du mouvement Sangkum (Communauté socialiste populaire).

Elu président le 3 avril 1960, il va régner, à sa manière seigneuriale, encore dix ans sur un Cambodge progressivement impliqué dans la guerre américaine du Vietnam, jusqu'au coup d'Etat du général Lon Nol le 18 mars 1970, survenu alors que la prince faisait escale à Moscou, retour d'une visite en

France. Il rejoint le camp anti-américain, fort de ses amitiés chinoises. « Prisonnier des Khmers rouges » au plan politique, puis physiquement depuis leur victoire, la 17 avril 1975, jusqu'à la veille de leur effondrement devant l'armée vietnamienne, il refait surface le 6 janvier 1979 à Pékin après plus de deux ans de silence, lors d'une conférence de presse-marathon durant laquelle il jure de chasser les Vietnamiens du Cambodge.

Intronisé chef de la résistance tripartite antivietsnamienne (alliant Khmers rouges, nationalistes et sihanoukistes) en juin 1982 à Kuala Lumpur (Malaisie) il multiplie pendant neuf ans les coups d'éclat, démissions, changements de cap, ralliements, de manière à enserrer au marteau la manœuvre entre les différents pays impliqués dans la crise cambodgienne.

F. D.

alliance Royale Samdech Norodom Sihanouk, qui, au fait qu'il se trouve au-dessus de tous les partis, en raison de sa direction sage et expérimentée, est le seul homme d'Etat cambodgien en position de réaliser la réconciliation nationale de tous les Cambodgiens et d'accélérer le processus de paix vers un règlement politique complet du conflit du Cambodge et vers la restauration d'un Cambodge indépendant, souverain, pacifique, neutre, non aligné et uni dans son intégrité territoriale », affirmait ce communiqué.

Le texte venait d'être signé, à l'issue de deux jours de réunion dans la résidence des hôtes d'Etat à Pékin, de Diyouyui par les chefs en titre des quatre factions, le prince Ramariddi,

sumet du dispositif de contrôle du cessez-le-feu et de la cessation des livraisons d'armes étrangères aux armées rivales. Ce point fait l'objet d'un litige entre Phnom-Penh et les Khmers rouges, avec des estimations allant de 200 à 700 personnes.

Le « second » khmer s'est doublé d'une nouvelle réunion, la première à Pékin, des représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et des vice-présidents de la Conférence internationale sur le Cambodge, qui devaient se conclure jeudi.

Le prince Sihanouk est donc refait roi, sous une étiquette présidentielle, par un consensus encouragé par les quatre puissances et favorisé par un

Une mystérieuse photo relance la controverse sur les Américains disparus pendant la guerre du Vietnam

La publication par la presse américaine d'une mystérieuse photo de trois militaires américains disparus pendant le conflit indochinois a relancé la controverse sur les soldats américains disparus au Vietnam, au Laos et au Cambodge. Cette photo, sur laquelle on semble pouvoir lire la date du 25 mai 1990, représenterait, selon les familles, le colonel John Leighton Robertson, abattu en 1968 au-dessus du Vietnam du nord, le major Albro Lynn Lundy, abattu eu-dessus du Laos en 1970, et le lieutenant Larry James Stavans, disparu au-dessus de ce même pays en

1969. Selon le Washington Times, cette photo a été transmise par le département d'Etat au représentant du Vietnam aux Nations unies, les deux pays n'ayant toujours pas de relations diplomatiques.

D'après la Pentagone - qui compte enquêter d'urgence - sur l'authenticité de ce document - 2 273 militaires américains ont été officiellement portés disparus pendant la guerre du Vietnam, dont 1 112 ont été probablement tués. De nombreux Américains continuent de penser que certains disparus seraient toujours entre les mains des régimes communistes des trois pays indochinois. Américains et Vietnamiens coopèrent

officiellement depuis quelque temps pour retrouver les restes de ces disparus.

Ce document proviendrait d'un mystérieux intermédiaire cambodgien, qui l'aurait fourni à l'appui de ses affirmations selon lesquelles une soixantaine d'Américains seraient toujours détenus dans le nord-est du Cambodge, dans la province de Stung-Treng, frontalière du Vietnam. C'est là que cette photo aurait été prise. Deux sénateurs américains ont annoncé mercredi qu'une série d'auditions de responsables gouvernementaux seraient organisées à l'automne pour tenter de mettre définitivement un terme à une controverse qui se poursuit depuis un quart de siècle. - (AFP, Reuters.)

avec des conséquences politiques très graves, a ajouté le chef de l'Etat roumain. - (AFP.)

de médiation de la Communauté en Yougoslavie. - (AFP.)

à ce titre, ne pouvant pas ignorer, à tout le moins, la série d'affaires qui déstabilisent la chro-

A l'image du premier ministre, M. Wilfried Martens, qui s'est di-

après cinq ans de incertitude, Bruxelles comme à Strasbourg. - (AFP.)

IRAK : selon des experts de l'Agence de Vienne

Les Irakiens n'auraient enrichi que très peu d'uranium

Les réserves irakiennes d'uranium enrichi sont moins importantes que ne l'avaient laissé croire certaines informations, a estimé mercredi 17 juillet à Bagdad M. Dimitri Pericos, chef de la mission d'inspection de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique).

Les Etats-Unis avaient estimé les réserves irakiennes d'uranium enrichi à 40 kilos. « Vous devez vous méfier de l'information qui est établie que les Irakiens n'auraient enrichi que très peu d'uranium », explique M. Dimitri Pericos. Selon lui, les Irakiens n'auraient, comme de l'habitude, enrichi que 34 kilos d'uranium. S'y ajoutent évidemment les quelque 34 kilos d'uranium enrichi livrés par l'Irak à l'URSS, places depuis 1975 sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

« Cette mission d'inspection a été menée avec beaucoup de sérieux et de compétence », a déclaré M. Pericos.

« Cette mission d'inspection a été menée avec beaucoup de sérieux et de compétence », a déclaré M. Pericos.

« Cette mission d'inspection a été menée avec beaucoup de sérieux et de compétence », a déclaré M. Pericos.

« Cette mission d'inspection a été menée avec beaucoup de sérieux et de compétence », a déclaré M. Pericos.

« Cette mission d'inspection a été menée avec beaucoup de sérieux et de compétence », a déclaré M. Pericos.

« Cette mission d'inspection a été menée avec beaucoup de sérieux et de compétence », a déclaré M. Pericos.

« Cette mission d'inspection a été menée avec beaucoup de sérieux et de compétence », a déclaré M. Pericos.

« Cette mission d'inspection a été menée avec beaucoup de sérieux et de compétence », a déclaré M. Pericos.

« Cette mission d'inspection a été menée avec beaucoup de sérieux et de compétence », a déclaré M. Pericos.

« Cette mission d'inspection a été menée avec beaucoup de sérieux et de compétence », a déclaré M. Pericos.

« Cette mission d'inspection a été menée avec beaucoup de sérieux et de compétence », a déclaré M. Pericos.

« Cette mission d'inspection a été menée avec beaucoup de sérieux et de compétence », a déclaré M. Pericos.

« Cette mission d'inspection a été menée avec beaucoup de sérieux et de compétence », a déclaré M. Pericos.

« Cette mission d'inspection a été menée avec beaucoup de sérieux et de compétence », a déclaré M. Pericos.

« Cette mission d'inspection a été menée avec beaucoup de sérieux et de compétence », a déclaré M. Pericos.

POLITIQUE

Les débuts cahotants de la maison Cresson

Les relais d'affaires du premier ministre

Après un premier article consacré à l'état-major politique de M. Cresson (*le Monde* du 18 juillet), nous complétons cette enquête par les relais d'affaires du premier ministre. Nommée à Matignon pour préparer l'« entreprise France » au choc de 1993, M. Edith Cresson ne s'est pas embarquée sans munitions. Au fil des ans et des expériences ministérielles, le premier ministre a multiplié ses contacts dans les milieux d'affaires. Ce portefeuille de relations est loin d'être homogène. Ses inspirateurs sont plutôt pompidoliens, hauts fonctionnaires et financiers. Ses redevables se recrutent davantage parmi les patrons des grands groupes industriels.

D'abord, l'annuaire des GEM, les groupes d'étude et de mobilisation créés par Edith Cresson lors de son passage au ministère des affaires européennes. Ensuite, la liste des chefs d'entreprise emmenés dans les missions officielles. Et, pour finir, le solide carnet d'adresses d'Abel Farnoux, le conseiller « spécial » du premier ministre à l'hôtel Matignon. Ces trois lectures donnent un aperçu rapide du tissu de relations qu'a su se forger le nouveau chef de gouvernement dans les milieux d'affaires. Une « *Cresson Connection* » ? « *Edith n'a pas de réseau organisé* », s'offusquent ses collaborateurs. Seulement « *un ensemble de sympathies, de relations* ».

Amitiés, connivences, familiers habitués à se retrouver à la table des Cresson... A en croire les noms glanés sur les agendas ou relevés lors des discussions, le premier ministre témoigne d'une solide capacité à se créer des relations durables, qui dépassent les vicissitudes politiques, dans le monde de la finance et de l'industrie. Une véritable auberge espagnole !

Toutes antennes déployées

Didier Pineau-Valencienne, le PDG du groupe de matériel électrique Schneider, qui fut l'espace de six mois son employeur, Jean-Luc Lagardère, le président de Matra, ou Pierre Suard, celui d'Alcatel-Alsthom, tous ces patrons de la grande industrie, celle des équipements lourds et des machines à l'exportation, ne sont pas vraiment socialistes dans l'âme. Le premier incarne le capitalisme pur et dur, le raider sans scrupule à l'américaine aux yeux des militants de base du PS. Le deuxième n'était qu'un marchand de canons. Le troisième préside un groupe, Alcatel-Alsthom, c'est-à-dire l'ex-CGE, accusé à maintes reprises d'être le bras séculier du RPR dans le noyau dur des privatisées, aux plus belles heures de la cohabitation. Tous trois n'en entretiennent pas moins des relations d'estime, et parfois d'amitié, avec Edith Cresson.

Plus traditionnels sont les liens noués avec Antoine Riboud, le patron de BSN, proche de François Mitterrand, ou avec Christine Gouze-Renai, la productrice de films, belle-sœur du président. Cela n'a pas empêché Edith Cresson de porter une réelle affection à René Bernasconi, le très haut en couleur et très poudrois président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME). Fonctions européennes obligent, les amis d'affaires d'Edith Cresson ont très vite dépassé le strict cadre hexagonal. « *Elle n'a, par exemple, aucun problème pour rencontrer au bavard au téléphone avec un Agnelli et un Cesare Romiti* » (NDLR : le PDG et l'administrateur délégué de la Fiat), explique volontiers Jean-Paul Thieblin, ancien du cabinet des affaires européennes, qui a « *renoué* » rue de Varenne. Le dossier sidérurgique l'a amené à traiter plusieurs fois avec Jean Gandois, placé par le gouvernement belge à la tête du groupe Cockerill-Sambre et actuel président de Pechiney.

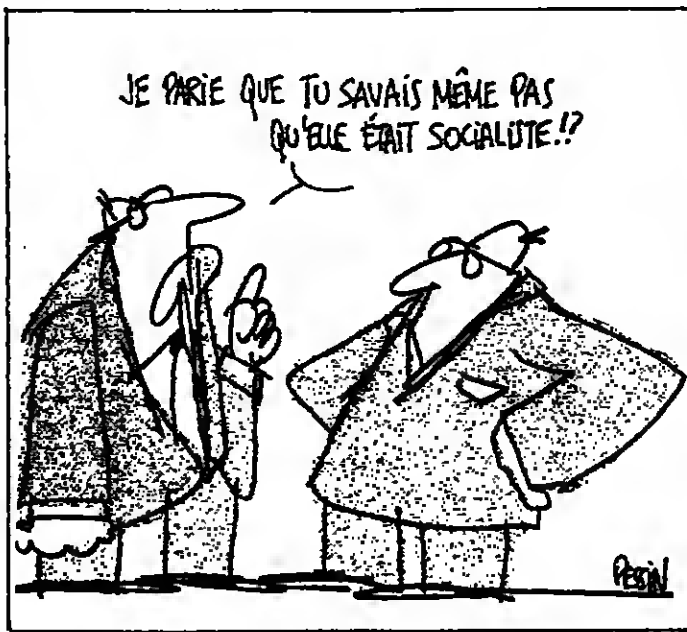
Spécialiste de la compensation, le mari du premier ministre intervient depuis plusieurs années comme consultant auprès du groupe industriel public, Jean Gandois, qui fut également pour proche collaboratrice Martine Aubry, est devenu aujourd'hui un habitué des réceptions officielles.

Bref, comme tout ministre, Edith Cresson a rencontré beaucoup, beaucoup de monde. Reste que, dans les milieux économiques, elle a su entretenir ses contacts et déployer ses antennes, considérablement aidée dans cette tâche par son conseiller spécial Abel Farnoux. Au moment où dans l'électronique ou l'automobile se fait ressentir le besoin de stratégies européennes, ce maillage « *venu* » de l'opinion publique est même témoin d'une fine connaissance des milieux économiques — peut-être effectivement utilisé pour lancer certaines initiatives.

Le nouveau premier ministre active, sans aucun complexe, ces relais. Parfois, d'ailleurs, sans trop de résultats. C'est le cas de Boedeker, le patron d'Olivetti, a beau avoir été ardemment sollicité pour venir à la rescousse du fabricant français de micro-ordinateurs SMT-Goupil, il a refusé d'en prendre la responsabilité industrielle. « *L'ingénieur* » n'a rien eu sur le fait que son aîné a dû se plier au rite de l'entrevue rue de Varenne.

Ces circuits font preuve de plus d'efficacité pour drainer les idées et les propositions en dehors de cadres administratifs peu imaginatifs. Pour ce faire, Edith Cresson s'est dotée, il y a près de trois ans, de structures organisées : les fameux groupes d'étude et de mobilisation, les GEM. Leur ambition est de « *proposer toutes les mesures destinées à faciliter l'adaptation de la France au grand marché de 1993* ». Après le départ d'Edith Cresson du gouvernement, ces boîtes à idées organisées par grands thèmes ont connu une période de moindre activité, sans pour autant disparaître. Elles sont aujourd'hui directement rattachées à Matignon.

De sept au départ, les GEM sont passés au nombre d'une quin-



zaine. Ils rassemblent désormais près de cinq cents membres, chefs d'entreprise, hauts fonctionnaires, élus locaux, présidents d'organismes professionnels. Tous couleurs politiques confondues. La présidence du GEM sur les PME, dernier en date, a ainsi été confiée à René Ricol, fondateur du réseau d'experts-comptables France Défi et animateur des clubs de soutien au candidat Barre lors de l'élection présidentielle de 1988.

Celle du GEM sur la distribution est revenue à Jacques Dermagne, RPR hon teint, président du Conseil national du commerce. Le GEM sur l'agroalimentaire est, lui, entre les mains d'un socialiste, Bernard Goury, ancien directeur de cabinet d'Edith Cresson à l'agricul-

ture et au ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur.

Le clan des chabano-pompidoliens

Leur coordination a été confiée au président de la Compagnie financière Edmond de Rothschild, Bertrand Esambert.

Président du conseil d'administration de l'École polytechnique, âgé aujourd'hui de cinquante-sept ans, il forme avec Jean-Pierre Souvion, actuel patron de la banque Morgan Grenfell à Paris, et Gérard Théry, responsable de l'informatique et des nouvelles technologies au sein du

groupe Renault, après un court passage effectué dans la finance, le petit noyau de têtes pensantes qui a contribué à forger la vision industrielle du premier ministre.

Esambert, Souvion et Théry : les trois hommes ont en commun d'avoir exercé des fonctions en cabinet ou dans l'administration au début des années 70, âge d'or du volontarisme et des grandes ambitions industrielles, et d'être proches d'Abel Farnoux, pour qui ils constituent des interlocuteurs écoutés mais non officiels.

Ingénieur des Mines, Bernard Esambert a été chargé de mission auprès de Georges Pompidou à Matignon, avant de rejoindre le natif de Monthoudif à l'Elysée, comme conseiller technique ou secrétaire général de la République.

Jean-Pierre Souvion et Gérard Théry ont fait partie — le premier comme directeur général de l'industrie, le second comme directeur général des télécommunications — de la « bande des quatre », groupe de jeunes hauts fonctionnaires virevoltants qui s'attira très vite les foudres du patronat français sous le gouvernement de Raymond Barre, en raison de son dirigisme aigu et de ses prétentions un peu trop appuyées.

Ce curieux attelage pompidolien-chabano-bariste forme la base du parti industrialiste d'Edith Cresson. La volonté d'asseoir l'économie française sur sa puissance industrielle, le souci d'avoir une politique de grands contrats plus agressive, la mobilisation des ressources humaines, techniques et financières au profit de « *grands chantiers technologiques* » de l'espace, le nucléaire, l'aérospatiale et les télécommunications, n'ont-ils pas guidé l'intervention de l'Etat dans l'industrie à la fin des années 60 et au début des années 70 ? Le discours est aujourd'hui le même avec un cadre élargi (l'Europe), une échéance précise (la réalisation du

grand marché unique de 1993) et de nouveaux domaines d'activité (l'électronique, l'informatique et la TVHD). Bernard Esambert s'apprête d'ailleurs à prendre la responsabilité directe d'un GEM sur ces thèmes.

La reconnaissance des redevables

A côté de ces « inspirateurs » ou de ces « convaincus » qui partagent ou influencent les thèses industrielles d'Edith Cresson, on trouve également des « redevables ». Le premier ministre a souvent mis en avant ses réalisations sur les dossiers concrets. Ministre des affaires européennes, elle a donné de sérieux coups de main à certains groupes industriels français qui jouent aujourd'hui ses qualités de « *lobby woman* » et lui vouent une reconnaissance éternelle.

C'est le cas, par exemple, pour L'Air liquide, dont les projets d'investissement en Allemagne de l'Est — bloqués par la Treuhandschaft, organisme chargé des privatisations, au démarrage pour le moins cafoilleux — ont trouvé une solution heureuse après un dîner « amical » entre Edith Cresson et Lothar de Maizière, alors chef du gouvernement de l'ex-république RDA. GEC-Alsthom, de son côté, salue plus que jamais ses efforts répétés pour pousser le dossier du TGV français en Corée. Dernier gratifié en date : le groupe Dassault. Le premier ministre va soutenir les ventes du Mirage-2000 à l'étranger. Elle s'y est engagée, le 22 juin, au Salon du Bourget.

CAROLINE MONNOT

L'équipe Farnoux

renouvelées pendant plusieurs semaines, il n'a pas pu ou pas jugé nécessaire de nous recevoir, Abel Farnoux dispose de sa propre équipe.

Ils sont une dizaine, certains appartenant dans la liste officielle du cabinet, d'autres n'étant qu'« officieux » (mais quel ?) : nul ne le sait à l'heure de l'entrevue de l'hôtel Matignon, juste en face du 57, rue de Varenne, ce qui permet à leur patron de disposer de deux bureaux : un au milieu d'eux, un contigu à celui du chef du gouvernement.

Le champ d'action théorique de la « cellule Farnoux » est, à en croire Guy Schwartz, le directeur de la communication du cabinet, le traitement des « *dossiers industriels dans l'optique européenne* » et l'animation des groupes d'étude et de mobilisation (GEM) créés par Edith Cresson lors-

qu'elle était ministre des affaires européennes. Mais cette cellule peut élargir, à sa convenance ou pas, le champ de sa réflexion. Elle a son propre petit-déjeuner, tous les mardis matin.

En fait, la place de cette équipe dans le cabinet est beaucoup plus difficile que cela à définir. Elle est, comme le reconnaît Guy Schwartz, « *pas complètement et en même temps complètement* » dans le cabinet du premier ministre. Certains conseillers, comme Philippe Girardot, chargé de l'industrie et du commerce extérieur, sont à la charnière entre l'équipe « *exécutives* » du cabinet et les têtes chercheuses d'Abel Farnoux.

Tout le problème est là : comment cette cellule peut-elle exister sans interférer, notamment dans les relations interministérielles, avec les conseillers « *classiques* »

du cabinet ? Gérard Moine affirme publiquement que cette coexistence ne lui pose pas de problèmes, mais certains de ses collaborateurs expliquent en privé que le directeur du cabinet a fort à faire, en réalité, pour canaliser l'émulation et l'activisme bouillonnent du conseiller spécial, réputé se mêler de tout.

Edith Cresson, bien loin de le freiner, a souvent tendance, pour régler un problème, à se tourner vers lui, qu'elle connaît bien, plutôt que vers les autres membres de son cabinet, qui sont, pour la plupart, des collaborateurs de fraîche date. D'où des inévitables, et même, semble-t-il, des débuts d'« *airguez* » chez certains de ces derniers, qui interprètent cette tendance comme un manque de confiance...

J.-L. A. et Th. B.

L'imposante cellule communication

Sur bien des points, Edith Cresson se présente, au moins implicitement, comme l'antithèse de son prédécesseur. Cette opposition se retrouve, en particulier, sur le terrain de la communication.

Pendant quelques semaines, en 1988, Michel Rocard entraîna de rendre compte lui-même des délibérations du conseil des ministres avant de constater que « *le parole* ». Puis il se cantonna dans une expression rare et soigneusement éditée, conforme à l'alliage de séduction et de méfiance qui régit ses rapports avec les médias mais qui lui attire souvent des reproches sur le thème du déficit d'explication de sa politique.

Avec Edith Cresson, c'est l'inverse. L'occupation de l'espace médiatique constitue une priorité de l'équipe du nouveau premier ministre, qui, lui-même, ne ménage pas son temps pour présenter sa politique aux Français : depuis qu'elle est arrivée à l'hôtel Matignon, il y a deux mois, Edith Cresson totalise — sans compter les points de presse organisés tous les jeudis depuis le 6 juin, ou les prestations diverses dont la presse écrite et audiovisuelle s'est fait l'écho — un nombre important d'interventions dans les médias d'informations. On compte, sans oublier : cinq entretiens à la télévision (quatre interventions au cours

d'un journal télévisé, une émission spécifique), deux à la radio ; trois entretiens plus trois portraits-entretiens en situation dans la presse écrite nationale ; un entretien accordé collectivement à de nombreux quotidiens de province ; enfin, un déjeuner avec la presse anglo-américaine (1).

L'incontournable Jacques Pihlan

Cette priorité accordée à la communication se retrouve dans l'organisation du cabinet du premier ministre. Son service de presse est bien plus étoffé qu'à l'époque rocardienne. Le chef du service de presse, Jean-Philippe Atger, a quatre personnes sous ses ordres. Cet ensemble est coiffé par un directeur de la communication, Guy Schwartz, qui, avec deux collaboratrices, gère les interventions du premier ministre, mais a aussi pour mission d'orienter toute l'information diffusée par le gouvernement. Innovation, cette direction s'occupe aussi de la communication interne, selon un concept désormais répandu dans le monde de l'entreprise. Chaque conseiller devrait ainsi être tenu informé de l'activité de l'ensemble de ses collègues du cabinet.

Tous les matins à 8 h 45, le directeur de cabinet, Gérard Moine,

Guy Schwartz, Jean-Louis Chambon, chargé de mission à l'Elysée, ainsi qu'un membre du cabinet de Jack Lang, ministre porte-parole, se retrouvent pendant un quart d'heure, notamment pour analyser la presse du matin. A la lumière de cette analyse, des notes argumentaires sont rédigées et envoyées, après visa du premier ministre, aux responsables de la communication dans les différents ministères afin de cadrer leur discours. Tous les lundis à 10 heures, le premier ministre lui-même participe à une réunion avec Gérard Moine et Guy Schwartz. Hubert Védrine, porte-parole de l'Elysée, Jack Lang et Jean-Jack Queyrenne, porte-parole du PS.

Enfin, l'incontournable Jacques Pihlan, communicateur attitré du président de la République, qui avait travaillé pour Michel Rocard, le fait maintenant pour son successeur. Sa participation officielle à la vie du cabinet se borne, toutefois, à une réunion d'une demi-heure par semaine avec Edith Cresson et Guy Schwartz. En fait, ses interventions ne se limitent pas à cette seule réunion.

Le service de presse, de son côté, a prévu tous les soirs une sorte de « *point fixe* » où les journalistes peuvent venir s'informer autour d'un verre.

Malgré, ou peut-être à cause de ce dispositif lourd, une certaine confusion règne, depuis deux mois, dans la communication du premier ministre. Les déclarations d'Edith Cresson, le 8 juillet, sur TF 1, à propos de l'immigration, constituent un exemple de ces cafoillages : d'une part, Matignon a accepté une semaine de décalage entre l'enregistrement de l'émission et la diffusion, alors que les arbitres gouvernementaux sur ce sujet sensible ont précédemment eu lieu pendant cette semaine-là ; d'autre part, les responsables de la communication n'avaient absolument pas prévu l'ampleur des réactions qui suscitaient les déclarations du chef du gouvernement sur les fameux « *charters* » d'immigrés...

J. L.-A.

(1) Selon un document qui vient de publier le Centre de documentation du service d'information et de diffusion (SID), qui dépend du gouvernement, pour la même période de deux mois après son entrée en fonction, du 10 mai 1988 au 10 juillet, les interventions comparables de M. Michel Rocard sont : trois interventions dans un journal télévisé, pas de grande émission spécifique ; une intervention dans un journal de radio, une grande émission de radio spécifique (RTL-Le Monde) ; pour la presse écrite nationale : un entretien au Monde ; deux entretiens à des journaux de province.

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70
L'essentiel sur
HISTOIRE POLITIQUE
ET CONSTITUTIONNELLE DE LA FRANCE
(1789-1990)
par Michel L. MARTIN et André CABANIS
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

Avec Le Monde sur Minitel

Admission :

ESC BREST - ESC DIJON
ESC MONTPELLIER - ESC PAU
ESC POITIERS - ESC NANTES
ESC LE HAVRE - CAEN
ESC CLERMONT - ESC RENNES
ESC TOULOUSE - ESC GRENOBLE

36.15 LE MONDE

Tapez RES

كتاب الفصل

POLITIQUE

En présentant la seconde série de mesures gouvernementales

M. Bianco donne la « priorité absolue » à la formation professionnelle et à l'emploi des enfants d'anciens harkis

Cinq jours après les premières décisions annoncées par l'Hôtel Matignon, une seconde série d'une vingtaine de mesures en faveur des familles d'anciens harkis a été présentée, mercredi après-midi 17 juillet, par le ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. Jean-Louis Bianco. Elle vise à essayer d'apparier des réponses concrètes aux besoins de formation professionnelle et d'emploi exprimés par les adolescents concernés.

Pour favoriser l'insertion professionnelle et l'accès à l'emploi des enfants d'anciens harkis, le secrétaire d'Etat M. Cathala intervient pour apporter, le cas échéant, des compléments aux financements de droit commun prévus dans le cadre général de la « mobilisation nationale » contre le chômage des jeunes : « Les crédits du secrétariat d'Etat seront abondés en tant que de besoin ».

M. Bianco a promis, notamment, l'appui de l'Etat à toutes les initiatives qui seront prises dans le même sens par les collectivités locales en liaison, souvent, avec des entreprises publiques ou privées. Ce sera le cas, en particulier, dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, où le conseil régional a déjà retenu d'aider à la création de cinquante-cinq emplois divers, de participer à hauteur de dix millions à la rénovation de l'habitat sur sept sites et d'instaurer une prime à l'accession à la propriété pour les familles acceptant de quitter les sites « difficiles ».

Ce sera le cas, aussi, pour d'autres initiatives annoncées par la région Nord-Pas-de-Calais, par les conseils généraux des départements de l'Aude, des Bouches-du-Rhône, de la Drôme et du Gard, et par plusieurs communes (Agde, Apt, Avignon, Maman, Muret, Nîmes, Orange, Ploemel, Valence).

L'Office national des anciens combattants, qui accueille déjà dans ses écoles techniques (formations aux techniques industrielles, artisanales et aux activités du secteur tertiaire) une centaine d'enfants de harkis, en recevra soixante-dix de plus.

Des bourses pour le second cycle

Le nombre des appels du contingent qui remplissent auprès des préfets le rôle d'agents de coordination chargés de rechercher des emplois pour les enfants d'anciens harkis sera porté de quarante à soixante. De même, pour contribuer à la lutte contre l'échec scolaire, soixante appels supplémentaires, recrutés parmi des volontaires de niveau élevé, seront incorporés en octobre pour servir d'éducateurs au sein de la communauté.

Ces appels du contingent seront également utilisés pour aider les ser-

M. Roseau (Recours-France) : « des mesures trop modestes ». — Le porte-parole du mouvement Recours-France, M. Jacques Roseau, a estimé : « Les dispositions annoncées restent trop modestes pour sortir les harkis de leur ghetto socio-économique. Nous jugerons sur pièces la réalité de l'action gouvernementale. » M. Roseau s'est réjoui, en revanche, de voir M. Laurent Cathala prendre en charge le dossier des rapatriés. « Il fut l'un des rares maires socialistes à mettre le drapeau de sa mairie en berne lors du voyage de Claude Cheysson à Alger pour le trentième anniversaire de la révolution algérienne », a-t-il rappelé.

Outre les cent millions rétablis au titre du budget 1991 dans l'enveloppe initialement retenue pour l'ensemble des actions spécifiques, le gouvernement prévoit notamment de consacrer dix millions de francs au financement des créations d'emplois inscrites dans les conventions en cours ou à venir entre l'Etat et les collectivités locales. Sur la base de six ou sept conventions représentant chacune quinze à trente emplois, « ce sont cent

nismes collectifs de 1 % (patronal) sera mis en place dans les secteurs concernés afin de permettre la réservation de logements diffus dans des programmes neufs ou à réhabiliter ».

L'opération, dite « épaves », lancée en juin pour la rénovation de la cité du Logis-d'Anne à Jouques (Bouches-du-Rhône) devra s'achever en 1993. Des projets analogues sont en cours d'élaboration à Bins (Lot-et-Garonne) et à la cité de la Briquette à Amiens (Somme).

« Cette communauté a été presque oubliée... »

Enfin, pour assurer le suivi administratif de l'ensemble du nouveau dispositif, « les préfets réuniront au moins une fois par an une commission composée d'élus, de représentants des différents services publics concernés et des associations représentant cette communauté », et les comptes rendus des travaux de ces commissions seront transmis aux différents ministères.

M. Abdelaziz Méliani, le colonel du cadre de réserve qui assurait la présidence de la « mission de réflexion » dont le rapport a servi de base aux décisions gouvernementales, « sera chargé auprès du médiateur de la République d'effectuer un suivi particulier des difficultés individuelles » qui pourraient subsister au sein de la communauté des rapatriés d'origine nord-africaine.

Colmatage

par Alain Rollot

M. JEAN-LOUIS BIANCO, qui a su à connaître des difficultés des familles d'anciens harkis dès le début de sa carrière, à l'époque où il était stagiaire de l'ENA à la préfecture d'Amiens, et si trouver les mots justes, mercredi après-midi, pour donner enfin un peu de consistance aux mesures arrêtées par le gouvernement dans l'espoir d'apaiser ces hommes, ces femmes et ces enfants, que la communauté nationale marginalisée depuis la fin de la guerre d'Algérie.

En reconnaissant humblement, devant ce conseil collectif de confiance, les responsabilités des gouvernements de la gauche, qui ne se sont jamais montrés, sur ce terrain, ni plus généreux ni plus efficaces que ceux de la droite, et en se situant d'emblée sur le terrain de la « cohabitation », M. Bianco, qui est désormais le seul qui vaille s'il s'agit vraiment d'en finir avec cet épisode peu glorieux de l'histoire de France, le ministre des affaires sociales et de l'intégration a donné l'impression d'être armé pour métamorphoser en authentique contrat de confiance le brouillon exposé vendredi dernier par l'Hôtel Matignon.

Il a soigneusement colmaté l'esquisse de plan tracée sous l'autorité du premier ministre, et les deux copré-

L'actualisation du plan de 1989

Il n'en demeure pas moins que l'ensemble du dispositif gouvernemental ne constitue qu'une mouture actualisée d'un « plan d'intégration » qui date d'août 1989 et dont l'échec a déjà été consommé par les réactions violentes des jeunes de Narbonne et d'ailleurs. Le fait qu'elle soit pourvue, cette fois, des financements adéquats est assurément de meilleur augure.

Me M. Maurice Benassy, qui avait décliné le poste de secrétaire d'Etat qui lui a été proposé, avant que le dossier ne soit confié à M. Laurent Cathala, a-t-il été lui-même convaincu de disposer nécessairement de tous les moyens nécessaires pour à la fois tenir les engagements du l'Etat à l'égard des

rapatriés et répondre aux attentes exaspérées des harkis ?

Le gouvernement trichait-il s'il se reposait maintenant sur le dévouement de quelque deux cent cinquante appels du contingent voués à jouer les assistants en tout genre auprès des fils de harkis en difficultés, sur des services préfectoraux surchargés et souvent privés des moyens d'appliquer les circulaires qu'ils répètent, sur des collectivités locales très vite portées à rejeter sur l'Etat la responsabilité de leurs propres irresolutions.

La mise en place d'un dispositif décentralisé chargé du suivi des mesures prises procède, par exemple, d'un louable souci de coordination, tout comme la nomination d'un intermédiaire auprès du médiateur de la République — rôle dévolu à M. Méliani — mais à quoi servent les commissions départementales ad hoc, que les préfets « réuniront au moins une fois l'an », si leur mission n'est pas mieux définie ?

Il appartient donc à MM. Bianco et Cathala — et, bien entendu, à M. Cresson, si passionnée d'action — de démontrer en la circonstance que sous leur gouvernement, quand elle s'élève aux raisons du « cœur », l'expression de la « volonté politique » peut être moins vaine que celle de leurs prédécesseurs.

Loi électorale

Les présidents de région opposés à un changement de mode de scrutin

Les vingt présidents des conseils régionaux de l'opposition, réunis mercredi 17 juillet à Clermont-Ferrand, ont dénoncé ce qu'ils ont appelé « la nouvelle tentative de manipulation » du pouvoir pour les prochaines élections régionales et cantonales. Réagissant aux déclarations faites par M. Mitterrand le 14 juillet au sujet d'un éventuel changement de la loi électorale pour ces deux consultations de 1992, ces présidents de région ont estimé « qu'une réflexion sur le mode de scrutin est toujours possible », mais que, « dans une démocratie saine et respectueuse des droits des citoyens, elle doit remplir deux conditions : associer l'ensemble des formations politiques pour éviter d'en faire un instrument partisan et être suffisamment éloignée des échéances électorales pour ne pas déterminer son choix en fonction des résultats espérés ».

Mme Cresson, les homosexuels et les fourmis japonaises (suites)

Après les propos tenus par M. Edith Cresson sur les homosexuels anglo-saxons et sur les fourmis japonaises dans une interview à la chaîne de télévision américaine ABC (le Monde du 18 juillet), les réactions se multiplient.

Selon M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, « les propos incohérents du premier ministre sur l'étranger sont autant d'actes destructeurs qui portent atteinte à l'image de la France et à l'intérêt des Français ».

M. Eric Raoult, député RPR de Seine-Saint-Denis, dans une question écrite, demande pour quelle raison le premier ministre se soit porté sur le problème diplomatique lorsque les autorités japonaises semblent avoir toléré des agissements. Le député RPR poursuit : « Ces pratiques

n'étant tout de même pas très communes même au pays des samouraïs, une certaine modération des propos du premier ministre français pourrait s'avérer souhaitable. Le peuple japonais est plus habitué à la langue verte des geishas qu'à la langue verte des marchandes de poissons crues ».

Protestation des « gais »

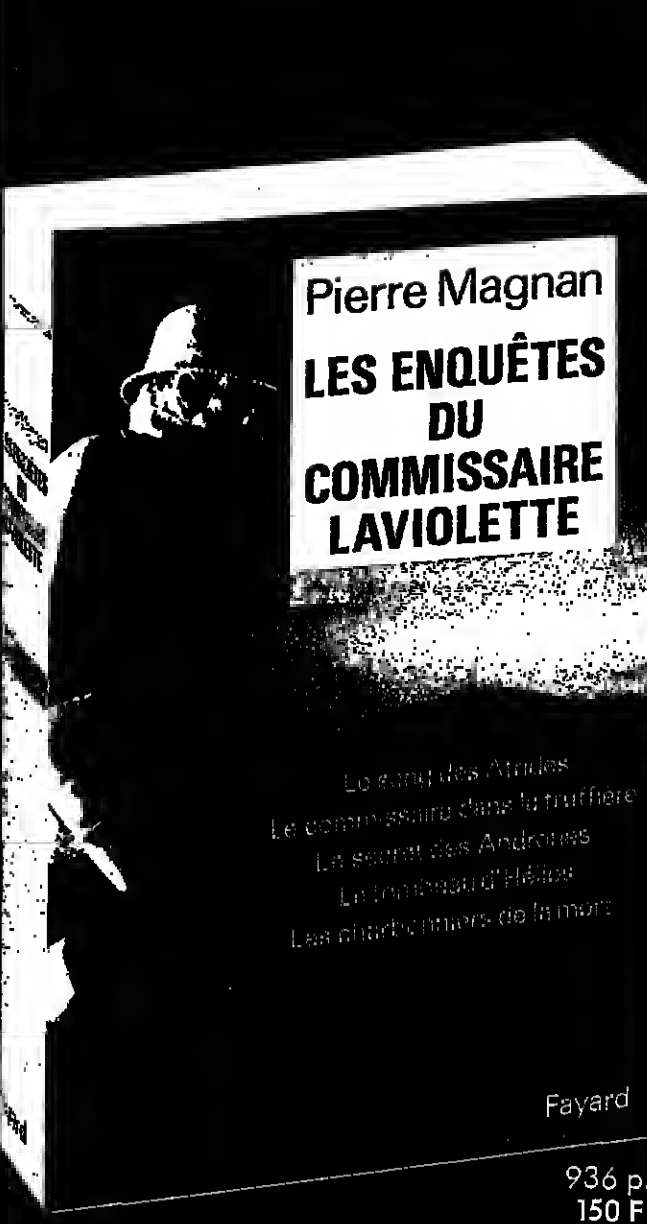
Enfin, M. Robert-André Vivien, député RPR du Val-de-Marne, estime que « ce n'est pas la langue verte de Mme Cresson qui inquiète mais l'impact de ses propos sur nos amis anglo-saxons. Elle a voulu être premier ministre, elle en prend plein les nerfs ».

Dans un communiqué, l'Association des gais pour les libertés a déclaré, de son côté : « Les

homosexuels en France comme ailleurs n'ont rien à craindre des pulsions, des fantasmes et des obsessions sexuelles d'un premier ministre. L'homosexualité ne doit faire théoriquement en France l'objet d'aucune discrimination. Ce sont d'ailleurs les camarades socialistes de madame le premier ministre qui ont fait adopter une loi sur ce sujet à laquelle elle devrait se référer. Dire que l'homosexualité n'est pas une tradition latine est aussi absurde et scandaleux que de dire que la collaboration n'est pas une tradition péenniste. Ce n'est pas l'homosexualité qui est marginale, pas plus en France qu'en Angleterre, mais ce sont les homosexuels qui sont marginalisés notamment par ce genre de propos qui permet de justifier le sarcasme vulgaire. Les gais souhaitent que soit mise fin à ce chapitre ridicule ».

PIERRE MAGNAN

cinq romans en un seul volume



On m'a accusé de trop de morts violentes. On a dit que je ne servais pas le pays qui m'a vu naître, mais que je m'en servais. Crimes et commissaire Laviolette ne sont que prétexte pour saisir ou capter quelque soir ou quelque matin qui se couche ou qui se lève sur la pauvreté désolée de ces terres pathétiques. C'est la destinée de l'écrivain, tant bon que mauvais, que de forcer le lecteur à s'envelopper du monde qu'il aime pour échapper à la nuit de sa vie.

Pierre Magnan

FAYARD

en Allemagne avait pu susciter quelques illusions.

avec une courtoisie et une prudence très graves, a ajouté le chef de l'Etat roumain. — (AFP)

de médiation de la Communauté en Yougoslavie. — (AFP)

à tout le moins, la série d'affaires qui définissent la chro-

A l'image du premier ministre, M. Wilfried Martens, qui s'est dit

après avoir été à Strasbourg. — (AFP)

MÉDECINE

Après les expérimentations antisida menées à l'hôpital Saint-Antoine et au Zaïre

Un rapport américain critique le professeur Zagury

L'Office pour la protection des risques de la recherche (OPPR) des Instituts nationaux de la santé américains a rendu public, mercredi 17 juillet, son rapport concernant les conditions dans lesquelles les professeurs Daniel Zagury (université Pierre-et-Marie-Curie, Paris) et Robert Gallo (National Cancer Institute) ont collaboré pour mettre en œuvre leurs recherches sur le sida. Très critique, ce document enjoint à la direction du NIH de procéder très vite à des réformes pour assurer une meilleure protection des personnes qui se prêtent à des expérimentations hors du territoire des États-Unis. Pour sa part, le professeur Zagury réfute les critiques du NIH.

Le document du NIH revient longuement sur les conditions dans lesquelles le professeur Daniel Zagury a expérimenté ses protocoles vaccinaux et d'immunothérapie antisida tant à l'hôpital Saint-Antoine de Paris (le Monde du 16 avril) qu'au Zaïre. Concernant les essais menés à Paris, le rapport de l'OPPR confirme les conclusions du rapport qu'avait fait le professeur Jean-Paul Lévy, directeur de l'Agence nationale de recherche contre le sida, à la demande de M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé (le Monde daté 16-17 juin).

Il révèle un manque général aux règles en vigueur au NIH concernant la protection des personnes participant à des essais thérapeutiques. Certains de ces manquements, ajoute l'OPPR, constituent « une violation » des termes de l'accord de coopération qui avait été passé par le Département de physiologie cellulaire de l'université Pierre-et-Marie-Curie avec les autorités sanitaires américaines. Selon cet accord, les chercheurs français s'engageaient à respecter le règlementation du Department of Health and Human Services (HHS) des États-Unis. Plus encore, du fait même que des chercheurs du NIH (Robert Gallo et Bernard Moss) aient accepté de collaborer avec les chercheurs français, l'OPPR estime que la « responsabilité » du NIH est engagée. Estimant que les réglementations en vigueur au NIH sont « inadéquates », l'OPPR demande à la direction du NIH de lui soumettre « dans les six prochains jours » un « plan d'action ».

Pour ce qui est des expérimentations menées au Zaïre par le professeur Zagury, ce collaborateur avec les cliniques universitaires de Kinshasa et l'Institut national de recherches biomédicales, le rapport de l'OPPR regrette de ne pas avoir pu obtenir d'informations définitives. Au total, cinq études ont, semble-t-il, été mises en œuvre. La première, fin 1986, était un essai vaccinal. À l'époque, et lorsqu'il avait rendu compte des résultats de cet essai dans la presse scientifique, le professeur Zagury n'avait

pas cru bon de préciser que dix enfants séro-négatifs, âgés de deux à neuf ans, avaient été inclus dans cet essai. Le chercheur français a cependant assuré aux enquêteurs de l'OPPR que ces enfants sont toujours suivis médicalement et qu'ils sont « en bonne santé ».

Collaboration suspendue

Au total, le rapport de l'OPPR conclut que les mesures prises le 7 février dernier (le Monde du 14 mars) par le NIH, prévoyant entre autres choses de suspendre toute collaboration entre les professeurs Gallo et Zagury, « restent en vigueur ». Aucun chercheur appartenant aux HHS ne pourra travailler avec le professeur Zagury sans avoir au préalable obtenu un accord écrit de l'OPPR.

Dans une longue réponse adressée à M. Charles McCarthy, directeur de l'OPPR, le professeur Zagury et le docteur Odile Picard (hôpital Saint-Antoine) contestent la teneur de ce rapport. Déniant l'existence d'un « complot » entre les États-Unis et le professeur Zagury et Gallo par le journaliste du Chicago Tribune Jobo Crewdson, ils rappellent que le ministre français de la santé avait conclu « à l'absence de fondement de telles accusations et au constat du respect par [son] équipe et [lui-même] de toutes les règles déontologiques et éthiques ».

« Dans le même temps, ajoute le professeur Zagury, l'ambassade de France au Zaïre me confirmait que

toutes les prescriptions déontologiques, aussi bien françaises que zairoises, avaient été respectées dans les essais cliniques menés par moi à Kinshasa. » Déniant le fait que le NIH se rendait « complice » de John Crewdson, il conclut que « cette respectueuse institution américaine » va « évidemment » coaguler ainsi « l'encre de sa mission connue de tous et respectée, celle d'être au service des malades pour le progrès de la médecine et non d'être à l'écoute d'un journaliste dont les motivations sont contraires à la déontologie de sa profession ».

Concernant les essais menés au Zaïre par le professeur Zagury, le professeur Billa Kapita, président du comité d'éthique de Kinshasa, et l'un des plus prestigieux médecins africains, avait déclaré il y a quelques semaines au Monde et à la chaîne de télévision américaine ABC qu'il n'avait jamais été informé des travaux menés dans son pays par le professeur Zagury. Rappelant que son comité d'éthique avait été créé par décret ministériel en 1988, il nous avait précisé qu'avant cette date aucun autre comité d'éthique n'avait été — en tout cas officiellement — créé. Il n'avait donc jamais eut l'occasion de parler du comité d'éthique zairois, lequel fait allusion le professeur Zagury, créé en 1986, et composé du docteur Mbaya, du professeur Kruwa, du docteur Diez, du docteur Kasongo et du professeur Fenge.

FRANCK NOUCHI

ÉDUCATION

Victimes du système d'inscriptions universitaires

La marche des « sans-fac »

Même les chéris de plâtre, enrôlés dans les aventures des boutiques supérieures semblaient écarter les bras en signe d'impuissance. Sous leurs yeux, le petit groupe qui longeait les rues de Paris mercredi 17 juillet ne réclamait pourtant pas de miracles. Ils étaient une soixantaine de jeunes, âgés de dix-huit à vingt ans, qui battaient le pavé en demandant une place à l'université. Une toute petite fraction des 5 % de bacheliers qui, selon le recteur, n'ont pas encore trouvé de place dans l'enseignement supérieur. A l'appel des responsables de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF-SE, proche du PC), les laissés-pour-compte du système RAVEL de préinscription télématique en premier cycle universitaire ont crié leur colère contre le recteur et le ministre de l'éducation nationale.

Les mains entravées par une forte chaîne chromée, quinze d'entre eux ont précédé le cortège à travers le Quartier latin. Dans un cliquetis de métal, millefentômas, mi-begnerdes, cas jaunes en quête d'études n'éveillent qu'une seule idée : montrer qu'ils sont les « coques » d'un système administratif des prisonniers aux mains vides. Car, pour ceux qui se considèrent comme les parias des chaînes d'inscription, la fameuse « collante » du baccalauréat n'a pas été le sésame attendu. Deux semaines après la proclamation des résultats, les portes des facultés ne se sont toujours pas entrouvertes devant eux. L'attribution convoitée, la filière de lauréats révisés, demeure dans des clubs très fermés dont le désespoir de franchir le seuil.

Echeffés par les responsables de l'UNEF, qui dénoncent « un système de sélection destiné à empêcher les jeunes de choisir leurs études », beaucoup se disent « révoltés » ou tout simplement « déçus » et « épuisés ». Ainsi Lazo, un titulaire du bac G3 qui avait pleuré Paris-VII-Jussieu en tête de ses choix lors de la préinscription

sur Minitel, craint de ne pas pouvoir entrer en DEUG de psychologie comme il le souhaitait. Dès les premiers jours de juillet, une lettre de la présidence de Paris-VII lui a appris que les études de psychologie, « adaptées pour les séries de bacheliers », seraient réservées aux bacheliers des filières A, B, C et D.

Une gigantesque loterie

Affolé, il se précipite dans son université de second choix, où la sentence tombe froide-ment de derrière un guichet. L'établissement a inscrit tous ses « premiers choix », mais n'a pas plus loin. « Finalement », explique Lazo, « je me retrouve en attente à Paris-VIII-Saint-Denis, où la spécialité qui m'intéresse n'est pas enseignée. » Derrière lui, Stéfie n'en mena guère plus large. Le jour des résultats du bac, affirme-t-elle une lettre officielle de Paris-I l'informait que le filaire était éliminé. Pourtant, elle n'en démord pas : « J'ai obtenu du premier coup un bac qui me prépare à cette discipline et je ne veux pas faire autre chose. »

Frustrés, inquiets, ils ont l'impression d'être les victimes d'une gigantesque loterie où l'arbitraire la dispute à l'indifférence. Les paroles rassurantes des responsables rectoraux, qui affirment que les problèmes seront plus faciles à résoudre en septembre, ne les calment plus. À la chancellerie des universités, on promet de faire un sorte que les listes des candidats admis dans des filières sélectives (qui n'occuperont donc pas de places dans les facs) soient connues plus tôt l'année prochaine. Mais, parmi les étudiants, nombreux sont ceux qui regrettent déjà les interminables files d'attente d'avant-RAVEL, moins abstraites et finalement plus « humaines ».

RAPHAËLE RÉROLLE

REPÈRES

NUCLÉAIRE

L'Institut Laue-Langevin fait réparer son réacteur

Des travaux qui devraient durer un an et demi ont été entrepris pour réparer et moderniser le réacteur nucléaire de l'Institut de recherches Laue-Langevin (ILL) de Grenoble, a annoncé l'Institut mercredi 17 juillet. Lors d'un entretien normal du réacteur au mois de mai, on avait constaté des défauts sur une grille destinée à régulariser la circulation de l'eau lourde, ainsi que sur les barres de sécurité du réacteur. Parallèlement aux réparations, la direction de l'ILL a décidé de moderniser complètement cet équipement pour assurer son fonctionnement pendant encore dix ou quinze ans. Fondé en 1967 par l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France, l'ILL accueille chaque année deux mille cinq cents chercheurs.

CATASTROPHES

Avalanche mortelle dans les Dolomites

Six jeunes italiens, âgés de douze à quinze ans, ont été tués et huit autres blessés par une avalanche de neige, boue et cailloux qui a dévalé le massif de la Brenta, près de Medonno-di-Campiglio (pro-

vince de Trente) dans les Dolomites. L'événement a balayé le groupe de treize-huit adolescents originaires de Pinerenzo, en vacances dans cette partie des Alpes italiennes, qui faisaient une simple randonnée au montgros. Cinq des victimes ont été dégrêgées, deux autres et deux autres, blessées, sont décédées à l'hôpital. — (AFP, APJ)

ESPACE

Lancement d'une fusée Pégase pour une mission militaire

Sept microsatellites (MicroSats) militaires de télécommunications, pesant chacun moins de 25 kilos, ont été mis sur orbite, mercredi 17 juillet, par un minilanceur Pégase, tiré à partir d'un bombardier B-52 volant au-dessus de l'océan Pacifique, a annoncé la NASA. Le lanceur Pégase, engin à trois étages de 17 mètres de long, a été mis au point par deux sociétés privées, Orbital Sciences Corp (OSC) et Hercules Aerospace. La DARPA, l'agence militaire américaine de recherches, a conclu avec ces sociétés un contrat pour trois lancements. Le premier a eu lieu en avril 1990 avec la mise en orbite d'un satellite de communications de l'US Navy. Le prochain devrait être effectué cet automne avec un satellite scientifique de l'US Air Force. — (AFP)

FAITS DIVERS

Double meurtre à Uzerche (Corrèze)

Mystérieuse exécution d'un couple discret

LIMOGES

de notre correspondant

En Limousin, c'est pour ainsi dire une tradition : ce sont les chercheurs de champignons qui déclenche les grandes affaires criminelles et découvrent, par hasard, des cadavres dans les forêts. Tradition respectée le vendredi 12 juillet dernier : un retraité d'Uzerche, M. Albert Lamiche, part dans les bois qui bordent la RN 20 Paris-Limoges-Toulouse. Mais, près d'une aire de repos, il découvre deux cadavres. L'homme et la femme sont ligotés, le visage entièrement recouvert de sparadrap. Ils ont été étranglés. C'est, de toute évidence, une exé-

cution réalisée par des professionnels. Trois jours plus tard, les deux morts sont identifiés. Ils habitent tout près de là, à une quarantaine de kilomètres au sud, à Cressensac (600 habitants), entre Brive-la-Gaillarde (Corrèze) et Souillac (Lot).

Leslie Chorlton, quarante-sept ans, natif de Hyde (Grande-Bretagne) et Bernadette Kleijne, trente ans, originaire de Voorseboon (Pays-Bas), s'étaient connus dans le Lot et s'étaient mariés en 1989. Lui était officiellement conseiller financier et directeur de la société d'investissements Chorro, domiciliée à Ateleta (Etsis-Uois), elle directrice de société. Ils avaient acheté, à Cressensac, une maison ancienne, d'où

JUSTICE

Ancien bras droit de M. Jacques Médéric

M. Oltra est renvoyé en correctionnelle pour abus de confiance

NICE

de notre correspondant régional

M. François Boissieu, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Nice, a délivré, mardi 16 juillet, une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel concernant M. Jean Oltra, ancien directeur général de l'association paramunicipale Nice-Communication et du Comité des fêtes, qui avait été inculpé d'abus de confiance et écroué le 18 février dernier (le Monde du 20 février). Aux côtés de M. Oltra, ce bras droit de M. Jacques Médéric, ancien maire (CNI) de Nice, comparait M. Robert Losco, ancien directeur financier des deux organismes, inculpé de faux en écritures et usage de faux. Le procès aura lieu dans les premiers jours de septembre.

M. Oltra, qui est toujours détenu, est accusé d'avoir utilisé à des fins personnelles des fonds provenant des deux associations qu'il dirigeait. Ces

sommes figuraient, en comptabilité, dans deux comptes de régie d'avance à son nom, tous les deux débloqués. L'un, à Nice-Communication, pour une somme de 531 875 F, à la date du 30 septembre 1990, l'autre, au Comité des fêtes, pour un montant de 507 224 F, ou 31 août de la même année.

Il a été notamment établi que Nice-Communication avait réglé, en plusieurs versements, les impôts personnels sur le revenu ainsi que la taxe d'habitation due par M. Oltra pour une somme totale de 453 720 F. Selon l'intéressé, il s'agissait d'une avance sur salaire qu'il avait commencé à rembourser. Il est reproché, par ailleurs, à M. Losco d'avoir contracté, sur les chèques tirés à cette occasion, la signature du trésorier de l'association, M. Michel Falicon, adjoint au maire de Nice. Le solde des deux comptes est censé correspondre, pour l'essentiel, à des avances sur frais de mission dont M. Oltra a pu décaisser une partie la réalité.

GUY PORTE

A la recherche d'Alois Brunner

Un juge français interroge la Syrie

M. Jean-Pierre Getti, juge d'instruction au tribunal de Paris, a signé, dans l'affaire Alois Brunner, une commission rogatoire internationale destinée aux autorités syriennes. Le juge leur demande de vérifier si l'ancien SS, âgé de 79 ans, ne s'était pas réfugié à Damas sous le nom de Georg Fischer. Déjà sous le coup d'un mandat d'arrêt, lancé en juin 1988 par le juge Claude Grellier, Alois Brunner, ancien adjoint d'Adolf Eichman, le criminel nazi aujourd'hui le plus recherché, serait établi en Syrie depuis 1954 sous une fausse identité. — (AFP)

GEORGES CHATAIN

Jeunes d'Amérique

Histoire de viol

SAN ANTONIO, TEXAS

de notre envoyée spéciale

LA pandula marquait neuf heures quand le juge Rickhoff s'estoit pour présider le procès du jeune Bruce au tribunal pour enfants. Tous l'attendaient, sachant sa ponctualité. Le prévenu, accusé de viol, redoutait sa sévérité : le jeune magistrat avait la réputation de « cogner dur » en dépit de ses opinions libérales. Le plaignant cachait ses yeux de stariette dans le giron de sa mère. Les douze jurés, tous âgés, sexe et niveau social confondus, regardaient la plaidoirie. Les lawyers tiraient leurs dossiers. L'audition de la cohorte de témoins pouvait raisonnablement commencer.

Elle traîne tout au long de la journée. Bruce, dix-sept ans, chemise blanche, compare à un livre. Il se prit la tête entre les mains une bonne douzaine de fois, croisa ses longues jambes encore plus fréquemment et grilla quarante cigarettes pendant les quatre heures. Ses parents, de modestes « Tex-Mex », mexicains naturalisés américains après s'être fixés au Texas, suivirent d'une attention égale le cours des débats, quantant sur les visages le moindre signe du destin à venir. Coupable, ou innocent ? Des années de prison, ou le retour à la maison ? Le juge Rickhoff semblait perplexe, à l'écoute des nombreuses contradictions qui émaillaient les dépositions.

Contre les évidences

Le déroulement des faits, remontant à six mois, avait été vite établi. Seule leur conclusion faisait problème. La jeune fille avait passé une nuit au domicile de Bruce dont les parents étaient absents. Elle y était venue de son plein gré, en compagnie de Bruce, d'un copain et de sa petite amie. Les deux couples avaient bu bière sur bière, ri, dans la plus part fort dans la chambre à coucher.

Après avoir fait partir l'autre invité, les trois adolescents avaient eu des rapports sexuels. La jeune fille était-elle consen-



tante ou, comme elle l'en accusa cinq jours plus tard, fut-elle forcée par Bruce à cette fin de nuit ? Au tribunal, la juge Rickhoff avait établi sa conviction. Selon lui, la jeune fille s'était d'abord prêtée au jeu, puis avait pris peur lorsqu'elle avait commencé à désejoquer. Elle ne savait quelle explication fournir à sa mère pour son absence nocturne. De là cette sombre histoire de viol.

Devant le jury, la mère, une secrétaire divorcée, défendit l'honneur perdu de sa petite fille. Elle brève d'un regard furieux les camarades d'école venus rappeler les disputes et les coups échangés fréquemment au foyer. Elle nie, hurle à la face du jury : « comment oseraient-ils, lui causant un tort ineffable ? » Le jury fit corps avec la mère outragée. En dépit des évidences à contre la conscience du juge Rickhoff, il refusa toutes circonstances atténuantes, tint contre Bruce la préméditation et lui infligea la peine maximale d'emprisonnement, cinq ans. Le jeune condamné se laisse emmener sans un mot, assommé. La victime s'était déjà enfuie au bras de sa mère.

Les jurés souriaient, soulagés d'avoir vaincu leur peur face à cette nouvelle génération qui, pour eux, ne connaît plus de limite. L'alcool supplante désormais les autres drogues, malgré l'interdiction d'en consommer avant vingt et un ans. Chez certains jurés, on a même vite fait de confondre le « rap » et le « rape » (viol). La veille au soir, ils s'étaient passionnés pour l'émission de Gerardo, un animateur de CBS qui réunit un jury de télespectateurs, chaque semaine, « comme aux Assises ». Devant leur écran, ils avaient joué à juger le nouveau du sénateur Kennedy, accusé de viol lui aussi. Une « ex » avait livré des confidences. Aux questions — « embrasse-t-il bien, pratique-t-il le french kiss ? », — l'« ex » avait souri, rougissant, refusant finalement de répondre après un long suspens. « Quel effort ! ». Autrement plus fort que celui causé par la jeune Bruce...

DANIELLE ROUARD

مكتبة الشامل

LIVRES • IDEES

Le livre d'heures d'Hélène Cixous

Oui, Cixous est lisible; oui, il y a dans l'Ange au secret des souvenirs, des personnages, de l'émotion

L'ANGE AU SECRET
d'Hélène Cixous.
Des Femmes, 257 p., 98 F.

Il est fort probable que le taux de mortalité le plus élevé enregistré en France en matière de littérature concerne les années 60 et 70. Quand les alarmants calembours du docteur Jacques Lacan faisaient florès, les écrivains en mal de rhétorique les multipliaient à l'envi — de même que sous l'empire du structuralisme il leur arrivait de convoier le lecteur à distribuer à sa guise les pages d'un livre, comme on bat un jeu de cartes.

Hélène Cixous, qui publia son premier ouvrage en 1966, abonda dans le sens d'une littérature qui propageait un dialecte ooculaire, co-apparece dérivé du français. Alors même qu'elle portait en elle, de naissance, ce qu'elle dit désormais à visage découvert, elle s'avait masquée, la parole, la voix, qui sont le style, étouffées par le bruit d'une complexe quincallerie verbale.

Or, depuis bien des années, elle s'en est débarrassée mais, en regard à l'indifférence dans laquelle, titre après titre, tombent ses livres, on croirait que sa métamorphose n'a jamais eu lieu. Et la voilà figée dans l'image qu'elle a donnée d'elle-même jadis, classée une fois pour toutes au rayon de l'illisibilité. Sans oublier qu'une autre image se superpose à la première, qui s'emporte plus beaucoup de suffrages : celle de la féministe.

A ce sujet, il faudrait bien dissiper l'équivoque. En commençant par reconnaître qu'Hélène Cixous dit vrai quand elle affirme — répétant avec humour « Je suis mère, je suis fille, je ne peux m'arrêter d'être femme » — que, en 1968, lorsque se produisit l'explosion du féminisme, elle n'y était pas; et que, quelques années plus tard, elle n'a pas pu ne pas y être pour des raisons morales et politiques.

Reproche-t-on à Virginia Woolf d'avoir averti les femmes en leur disant que, si leur chemin dans la société se trouvait théoriquement ouvert, les obstacles, les préjugés, les faiblesses continueraient de les menacer — au moment où des amazones se déchaînaient dans les manifestations de rue, brisant les vitrines, manifestant les bobles, lacérant à coups de couteau le portrait de Henry James coupable d'avoir commis, en 1885, un roman inénarrable sur l'émancipation des Bostoniennes?

Blâme-t-on la prude et géniale Ophélie d'outre-Manche qui osa avouer que la difficulté d'écrire pour les femmes avait trait au corps — ce surnom moderne de l'âme, — aux passions dont elles ne pouvaient pas décambrer parler, les hommes ne tolérant pas chez elles la liberté qu'eux-mêmes s'autorisaient dans ce domaine?

Or Hélène Cixous ne pense pas différemment : « Le cœur humain n'a pas de sexe, le cœur sent de la même manière dans une poitrine d'homme et dans une poitrine de femme. » Et encore : « Je n'ai jamais écrit de



Hélène Cixous : « Écrire, c'est faire œuvre de reconnaissance. »

roman, je n'ai jamais pu inventer des personnages romanesques et surtout des hommes parce que je ne peux écrire qu'avec mon corps à partir de ce que je sens (1).

Et d'avouer que c'est en tant qu'auteur de théâtre — des *Portraits de Dora* à *l'Inde de leurs rêves* — que le « problème de vérité » que les personnages lui posent se trouve comme par magie résolu, les comédiens lui offrant le corps qu'elle n'a pas su inventer : « C'est le cadeau que le théâtre fait à l'auteur : l'incarnation. »

Mais alors, dira-t-on, de quoi parlent les livres d'Hélène Cixous? Eh bien! ce sont des livres d'heures, de dévotion, qui racontent ce qu'elle entend quand on se trouve au fond de la nuit, là où il ne passe

plus aucun témoin. Là, où en prenant appui sur soi, on éprouve le sentiment d'avoir perdu la clé du monde, d'avoir été jeté dehors; mais où, en revanche, on perçoit les battements ultimes de la pensée des autres, de tous ceux qui sont morts sans avoir réussi à élucider les questions qui les taraudaient : « Écrire, c'est peut-être le moyen de se souvenir de tous ceux qui ont vécu, qui luttent pour sauver la graine humaine, l'herbe, le ciel, la beauté du vent ou plutôt la vérité des choses, toutes les beautés (...). Écrire, c'est faire œuvre de reconnaissance. »

Cela dit, des personnages existent bel et bien dans l'Ange au secret, qui possèdent déjà leur existence : les visiteurs du soir de

l'auteur, Schumann excepté, sont tous des écrivains : des vieilles amitiés, Kafka, Dostoïevski, Clarice Lispector, Rilke, à la ronde amicale desquels s'ajoutent, ici, Anna Akhmatova, Thomas Bernhard, Marina Tsvetaïeva, Edgar Allan Poe — et, le sait-elle elle-même, Hélène Cixous, que quelqu'un d'autre se tient dans la coulisse, sans carton d'invitation, un intrus qui semble pourtant entonner — par le truchement de sa Lecky Elberon de l'Echange ou de Rodrigue du Soulier de satin — les monologues que l'auteur met dans la bouche d'Akhmatova?

Hélène Cixous évoque-t-elle des écrivains? Ils infléchissent son lyrisme, qui devient ainsi tour à tour délicat et houleux. Mais surtout il y a dans ce livre cette Algérie natale où, enfant, elle écoutait l'arabe, le français, l'allemand, l'espagnol; tandis que, telle l'ombre avançant sur l'herbe, le présentiment se formait, dans ces profondeurs que l'on ne saurait élucider, de ne pouvoir vivre qu'en quittant sa terre, le pays de sa mémoire. La nostalgie ne cessait de l'y ramener dans les moments où l'air prend la couleur d'un autre monde et que « nous courrons comme des fous par les rues et les jardins cherchant la porte qui n'existe pas, la frontière qui n'est nulle part, le mur introuvable dans lequel nous percevons une étroite fente par laquelle nous glissons comme une lettre de l'autre côté. »

Et l'on y trouve par-dessus tout le sentiment de l'exil et la palpitation d'une peur si tenace, si ancienne, qu'on serait tenté d'y voir l'origine même de l'écriture d'Hélène Cixous. Et qui, d'avoir été exprimée, s'accroît de livre en livre, exigeant d'elle une plus extrême solitude : aucun engagement, aucun lien, aucune pitié. La littérature ou le tiers ni la commémoration ni la justice.

Le lecteur risque-t-il d'être déconcerté par une certaine désobéissance aux lois de la syntaxe — syntaxe qui, en sauvegardant la langue, sauve la mémoire? Oui : par moment, en prenant, comme Clarice Lispector, le parti romantique d'« écrire ce qui vient », Hélène Cixous ne réussit pas à dire plus, mais moins. C'est là une entreprise périlleuse qui compte peu de victoires. Saluons au passage celle, méconnue, de Geneviève Serreau (2).

Mais, par bonheur, les sens, ici, sont plus touchés que l'intellect; et le flux et le reflux de l'émotion agissent sur nous comme de la musique, car les phrases, de dérive en dérive et d'au-delà en au-delà, atteignent à une densité qui est ce que l'on attend de toute écriture : une mise en forme de notre propre imagination — de ce que le cœur ressent et que, éperdument, le désir appelle.

Hector Bianciotti

(1) Voir Hélène Cixous, *Chemins d'une écriture*, Presses universitaires de Vincennes, 245 p., 120 F. (2) *Réciter et 18 autres cubes de silence*, Desclée, 1989. « Les lettres nouvelles », la *Lumière sur le mur*, Gallimard. Et des nouvelles extraites de ce recueil chez Des Femmes, en livre cassette, coll. « Écrire, entendre ». Le par Coline Serreau.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau
Ceci n'est pas une gondole

Il est aussi difficile de copier le style d'un meuble ancien que celui d'une littérature du passé. Dans l'*Héritière vénitienne*, Fulvio Tomizza raconte l'histoire d'un livre introuvable du dix-huitième siècle. C'est mieux que beaucoup de nos romans, mais ce n'est quand même qu'une copie de gondole. Profitez de l'été et de rééditions bienvenues pour se plonger dans les leçons de style d'Antoine Albalat publiées au début du siècle.
Page 12

L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux

Des piments pour l'été

Beaucoup d'Anglais franchissent la Manche à la recherche d'un soleil qui leur fait trop défaut. Paul Gerbod a suivi sur deux siècles ces voyageurs. Ils sont unanimes pour en saluer la bonne chère. Dans un petit livre savoureux, Jean-Robert Ffite nous montre que la gastronomie est une création combinée de l'histoire et de la géographie françaises.
Page 14

LETTRES ÉTRANGÈRES

Eclairs dans les brumes roumaines

A l'heure où l'on privatise la maison d'édition du Parti communiste, une floraison de textes de la Roumanie d'hier et d'aujourd'hui montrant que l'imaginaire et l'engagement peuvent se rencontrer sans fournir des livres pesants.
Page 15

Le lit du roi

A travers le cérémonial du « lit de justice », Sarah Hanley retrace la trajectoire constitutionnelle de la monarchie française

LE « LIT DE JUSTICE »
DES ROIS DE FRANCE
L'idéologie constitutionnelle dans la légende, le rituel et le discours
De Sarah Hanley.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par André Charpentier.
Aubier, 467 p., 240 F.

Lit de justice. Ouvrons un classique, le petit Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles (toujours et fort opportunément réédité et utilisé : « Les pouvoirs des compagnies de justice étant une délégation du souverain cessant lorsque le roi venait s'acquiescer lui-même de son devoir royal de rendre la justice. De là, l'habitude des rois de se rendre en leurs parlements pour y faire enregistrer d'autorité les édits, déclarations, etc., auxquels ceux-ci résis-

taient. C'est ce qu'on appelait lit de justice. »

Ainsi entendu, le lit de justice renvoie aux conflits, aigres et répétés, qui, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, dressent face à face le Parlement, jaloux de son droit de remontrance, donc de sa capacité à modifier ou refuser les textes législatifs émanant du souverain, et le roi, qui prétend, par sa seule présence à la cour souveraine, rendre obligatoires ses édits. Le premier mérite du livre de Sarah Hanley, publié en anglais en 1983, est de montrer que cette définition du lit de justice, qui implique des enjeux et des oppositions tout à fait spécifiques, n'épuise pas, loin de là, l'histoire longue d'un cérémonial investi de significations multiples et mobiles.

Une histoire longue mais qui ne commence pas avant le XVI^e siècle. Il ne faut pas confondre, en effet, le

sens tout matériel donné à partir du XIV^e siècle au terme « lit de justice », qui désigne le mobilier (estrade, dais, couverture, tenture, coussins) installé au Parlement lorsque le roi y vient, et l'utilisation de l'expression pour caractériser une séance parlementaire d'un genre particulier. En ce dernier sens, le premier lit de justice véritable date de juillet 1527, à l'occasion du procès intenté, à titre posthume, au duc de Bourbon pour crime de rébellion et de lèse-majesté, qui posait la question de la préservation du domaine royal, donc mettait en jeu le droit public de la monarchie.

Le lit de justice trouve donc son origine dans la volonté monarchique d'établir une stricte séparation entre les questions que l'on peut qualifier de « constitutionnelles » (même si, bien sûr, la monarchie n'a pas de Constitution écrite), considérées comme du seul ressort

du roi éclairé par le conseil du Parlement, et celles qui relèvent de la fonction judiciaire de la cour souveraine. Pour François I^{er}, dans le contexte d'une grave crise politique internationale, si les secondes sont naturellement discutées dans les séances ordinaires (royales ou non) du Parlement, les premières doivent être tranchées solennellement, dans une forme cérémonielle nouvelle et grandiose : le lit de justice. Avec érudition et subtilité, le livre de Sarah Hanley suit les transformations de ce rituel politique. La démonstration repose sur plusieurs idées. La première fait un départ soigneux entre la mise en place historique du lit de justice dans la première moitié du XVI^e siècle et l'élaboration de la fiction qui donne comme médiévale l'origine du cérémonial.

Roger Chartier
Lire la suite page 14

LÉO HAMON

Vivre ses choix

L'itinéraire d'un homme qui a traversé le siècle en observateur lucide puis en combattant de la Résistance, enfin, comme il se définit lui-même, en « acteur réfléchi ».

Un ouvrage riche de détails sur des périodes fortes de l'histoire contemporaine, en particulier celles de la Résistance et de l'après-guerre.

André Laurens / LE MONDE

PRÉFACE DE JACQUES CHABAN-DELMAS

Collection « Vécu »

ROBERT LAFFONT

en Allemagne avait pu susciter quelques illusions.

très graves, a ajouté le chef de l'Etat roumain. — (AFP)

de médiation de la Commission en Yougoslavie. — (AFP)

à tout le moins, la série d'affaires qui défilait la chro-

A l'image du premier ministre, M. Wilfried Martens, qui s'est di-

Bruxelles comme à Strasbourg — (AFP)

L'HÉRITIÈRE VÉNITIENNE

de Fulvio Tomizza.
Traduit de l'italien par Claude Perrus.
Grasset, 242 p., 96 F.

LE TRAVAIL DU STYLE
enseigné par les corrections manuscrites
des grands écrivains

d'Antoine Albalat. Armand Colin, 306 p., 125 F.

LA FORMATION DU STYLE
PAR L'ASSIMILATION
DES AUTEURS

d'Antoine Albalat. Armand Colin, 305 p., 125 F.

JE veis vous raconter l'histoire d'un livre, nous propose Fulvio Tomizza dans les premières pages de *L'héritière vénitienne*, un livre extraordinaire dont il n'existe qu'un seul exemplaire enfermé dans un coffre blindé à la Bibliothèque d'Etat de Lucques, que très peu de gens ont vu, tenu dans leurs mains, encore moins lu. C'est l'ouvrage d'un gentilhomme vénitien qui en produisit beaucoup, le comte Gianrinaldo Carli, formé au début du XVIII^e siècle par un précepteur originaire du Frioul, et qui fut un grand connaisseur de la civilisation gréco-latine, lisant la Bible en hébreu, traduisant Hérodote, calculant la chronologie des grands événements de l'Antiquité avec une précision sourcilieuse, érudit extravagant et quelque peu maniaque, qui devait publier quelque dix-neuf tomes avant sa mort, y compris sa correspondance, dont celui qui nous intéresse, relatif à son mariage infortuné avec une riche héritière vénitienne.

On ne sait exactement pourquoi le comte Carli jugea nécessaire de détruire l'édition complète des *Mésaventures privées d'une dame de grand esprit ou la Vie de M^{me} Paoline Rubbi*, comtesse Carli-Rubbi, dans lesquelles il retraçait les jeunes années de celle qui deviendrait plus tard son épouse, le temps assez bref de la cour qu'il lui fit, celui encore plus bref de leur vie commune, un mal mystérieux retirant la belle Paolina à l'affection de son conjoint en même temps qu'elle faisait pleuvoir sur lui les sequins d'un héritage inespéré.

Tomizza dit avoir eu les plus grandes difficultés à consulter cet exemplaire unique des *Mésaventures privées*, mais ne pas regretter ses efforts. « J'ai été fasciné par ce récit et je le suis toujours, non que je le trouve palpitant, mais peut-être justement parce qu'à première vue il ne l'est pas du tout. » Ce qui donne à ces pages un charme irrésistible, explique-t-il, tient dans le non-dit, entre les lignes, dans la relation qui unit cet homme et la femme de l'inflexible héritière persécutée par un destin cruel.

C'est de manière indirecte encore que nous est livrée la vie de Paoline : nous n'avons pas le texte du comte Carli, mais un compte-rendu abrégé et commenté par Tomizza. Née dans une famille de neuf enfants, Paoline voit ses parents mourir l'un après l'autre de la peste qui emporte le plus jeune de ses frères et finit par éteindre cette famille. En peu d'années Paolina devient administratrice de la fortune familiale qu'elle partage avec ses deux sœurs survivantes.

Les prétendants se succèdent, tous éconduits, parmi lesquels notre comte Carli qui poursuit sa belle sous le manteau avec une correspondance enflammée. Les sœurs se disputent, les affaires d'héritage deviennent sordides, le comte épouse sa chère Paolina qui en moins de deux ans périt à son tour, soignée en dépit du bon sens par un médecin imbécile. Il est inconsolable et riche, jeune

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Fulvio Tomizza.

Ceci n'est pas une gondole

encore. Longtemps il écrira sur tous les sujets, haïra les médecins, et mènera une existence banale de gentilhomme au siècle des Lumières.

PEU-ÊTRE Tomizza nous a-t-il trop tôt persuadés de la minceur de son argument : un héritage prématuré, non désiré, n'a rien de palpitant, pas plus que la sottise d'un Diegoiris vénitien, et son petit opuscule sur un livre introuvable nous tombe un peu des mains, malgré son adresse, et le fait qu'il en a existé réellement de nombreux autres plus lassants.

Il est aussi délicat et périlleux de bien copier le style

d'un meuble ancien que celui d'une littérature du passé. On ne sait pas toujours à quelle distance il faut se tenir du modèle pour ne pas faire figure de grossier faussaire, ni paraître un pesticheur désinvolte, sans amour véritable pour le ton et les tournures qu'il emprunte. Ne pas trop feindre verrouillé, ne pas insister sur la patine, ni le patois. Les plus sincères imitateurs sont toujours inférieurs à l'original — ils n'en n'ont pas, dans les trouvailles comme les erreurs, la légitimité, — les moins dupes sont encore les plus drôles, qui se servent justement de cet élément de fausseté comme d'un élément comique. On se souvient des *A la manière de...* de la chronique du Cenerd Enchaîné intitulée « le Cour », dans le style du duc de Saint-Simon, sans oublier quelques auteurs contemporains qui per lassitude ou éducation immodérée de soi se parodient sans l'évoquer.

Qu'importe si les *Mésaventures privées* sont une pure invention de Tomizza ou non. Cet auteur, né en 1935 en Istrie, province qui fut vénitienne, puis autrichienne, avant d'être italienne puis partagée avec la Yougoslavie, a connu un beau succès avec une trilogie autobiographique en 1960 et recueilli une foule de prix littéraires en Italie, dont le prix Strega pour la *Vie meilleure* (traduit chez Picquier en 1987). Il s'adonne aujourd'hui à des enquêtes historiques à la Sciascia et l'on aimerait voir publier en français son *Arbre aux songes*, une autobiographie onirique, son meilleur livre d'après un fin lettré de nos amis.

Si nous nous permettons de critiquer un peu sa copie de gondole qui ne nous transporte pas assez loin, c'est pour ne pas tourner nos regards en pleine torpeur estivale sur tous les faux meubles, commodes geignardes et placards vides qui encombrant notre mobilier national. On aura toujours assez l'occasion d'y revenir.

EN revanche, cette période fade de l'été est tout à fait propice à la lecture de deux manuels de rhétorique parus en 1901 et 1903, sous la plume d'Antoine Albalat. *Le Travail du style* est un ouvrage assez moderne en ce qu'il s'attache d'abord à l'écriture, plus qu'à l'œuvre et bien plus qu'à l'auteur, et très plaisant dans la mesure où il ne traite pas avec lui toutes les chaînes et toutes les grilles du structuralisme.

Albalat compare les différents états d'un texte, juge le bien-fondé des corrections. Celles de Flaubert, comme celles de Buffon, sont des leçons de finesse, d'économie, de vitesse et de force. Celles de Fénelon sont consternantes. Par une analyse minutieuse du *Télémaque*, Albalat montre comment Fénelon, à chaque fois qu'il a produit une phrase claire et sobre, trouve le moyen de l'alourdir des images les plus banales, des clichés les plus faibles. Il n'est pas le seul. « Le travail littéraire dans George Sand est à peu près nul. On ne peut pas dire qu'il ne paraît pas. Il n'y est pas. Elle est un superbe exemple de facilité impide. Elle avait le don de l'épanchement indéfini. » Pour Albalat, le génie c'est le travail, il n'en démolit pas.

Le seul écrivain qui l'étonne, c'est Stendhal avec son amour du Code civil et sa méthode de ne jamais se relire. Pis, son incapacité à se corriger. Et pourtant, Stendhal a créé Tolstol, et fait école. Les amateurs — il y en a — de la querelle Stendhal-Chateaubriand sur « le cime indéterminé des forêts » trouveront ici de beaux développements.

Le traité sur la *Formation du style* par l'assimilation des auteurs est tout aussi nécessaire à Fulvio Tomizza qu'à nos auteurs hexagonaux. Il expose clairement les ressources et les limites de l'imitation. Sa théorie de la banalité devrait être enseignée à l'école et affichée dans les halls des maisons d'édition. Antoine Albalat, il est vrai, écrivait à une époque où l'on savait encore lire.

ÉCRIVAINS ET PHOTOGRAPHES

La Sicile de Sciascia et Scianna

La série « Écrivains et photographes » se poursuit avec deux complices venus de Sicile : Sciascia et Scianna, après Fouad El Koury et Flaubert (« le Monde des livres » du 5 juillet), et Françoise Huguier et Michel Leiris (« le Monde des livres » du 12 juillet). Le photographe de l'agence Magnum et l'auteur des *Poissins de Regelpetra* n'ont cessé de croiser leurs regards sur leur île. Voici leur vision du catholicisme à la sicilienne à travers une photo de Ferdinando Scianna et un extrait du texte que Sciascia écrit pour préface un album du photographe sicilien. Ce texte a été repris dans la *Cliquet de la folie* (Denoël-Les Lettres nouvelles, 1975).

CETTE façon, absolument irréligieuse, de comprendre et de professer une religion, d'ailleurs fermement, rigoureusement et minutieusement suivie pour ce qui est des pratiques du culte, tant intérieur qu'extérieur, a sa racine dans un profond matérialisme, une mentalité totalement réfractaire à tout ce qui est mystère, invisible révélation, métaphysique. Déjà Gentile notait que le matérialisme était l'élément original et spécifique de la culture sicilienne : mais il se bornait à la culture écrite, aux œuvres d'en-



A Lentini, pour l'offrande de leurs vêtements aux saints, on déshabille les enfants devant les statues des Affio, Filadelfo et Cirio.

cre, pourrait-on dire ; il n'a pas poussé son enquête jusqu'à la culture des couches populaires les moins développées (dont il pensait qu'elles n'avaient pas une grande importance historique,

alors qu'au contraire, reprenant l'expression « culture des couches populaires les moins développées », Gramsci en faisait le point de départ d'une explication du mode pirandellien). Dans ces

couches-là, le matérialisme (et l'on pourrait ajouter tous les ismes que les Siciliens ont exprimés et exprimé d'une façon originale dans des œuvres littéraires et figuratives) se trouve comme à

l'état de nature. Et l'on peut dire aussi des Siciliens au regard de la religion chrétienne ce que Sainte-Beuve disait de Montaigne : qu'il pouvait fort bien passer pour un très bon catholique, mais que, à

coup sûr, il n'était en rien chrétien. Personnellement, les Siciliens ne me semblent même pas catholiques ; mais peut-être ai-je du catholicisme une vision plus rigoureuse que les hauts prêtres (et encore l'année dernière le cardinal-archevêque de Palerme, dans une lettre pastorale largement discutée par la presse), qui proclament la Sicile très catholique.

Il est avéré en tout cas que la Sicile ne peut se dire chrétienne ; nous référant, directement cette fois, à Montaigne, à ce que Montaigne écrit de l'empereur Julien l'Apôstat : « Dès longtemps, il couvait dans son cœur le paganisme, car... » Car... ? Voici : car le christianisme permettait ces explosions proprement païennes, au sens le plus courant du mot paganisme ; ces rites, ces fêtes, cette projection et personnification des éléments les plus matériels et les plus charnels des mythes ; ce choix et cette désignation de personnages, acteurs du mythe, mais dans le même temps familiers et protecteurs ; ce violent esprit de parti qui accompagnait le culte des mythes, et qui en Sicile peut être considéré comme une sorte de substitut des luttes politiques citadines qui se déroulaient dans d'autres parties de l'Italie ; et puisque tout cela était tacitement, sinon officiellement, toléré par l'Eglise chrétienne et catholique, la Sicile a été et est — mais seulement dans ce sens — chrétienne et catholique.

Leonardo Sciascia
Traduit de l'italien par Jacques de Préville.
Copyright Denoël.

مكتبة النهر

LIVRES • IDÉES

LITTÉRATURE FRANÇAISE

Les cris de Joyce

La beauté de Joyce Mansour dérangeait : elle était « convulsive »

PROSE ET POÉSIE

Œuvre complète de Joyce Mansour. Avant-propos de Hubert Nyssen. Actes Sud, 630 p., 280 F.

Quelques centaines de lecteurs, un millier tout au plus, fréquentaient assidûment l'œuvre de Joyce Mansour lorsqu'elle meurt, le 27 août 1986. Son nom, pourtant, était connu de tous ceux qu'intrigue la constellation surréaliste. Ses livres, dispersés chez plusieurs éditeurs, n'encombraient pas les rayons des librairies, et il flottait même, autour d'eux, un léger parfum de scandale. De beaux esprits, pour s'excuser sans doute de ne pas les avoir lus, prétendaient que certains de ses textes étaient à la limite de la pornographie.

En fait, dans le cas de Joyce Mansour, ce qui gênait et gênera encore demain, c'est une beauté d'expression proche de l'insolence. La beauté « convulsive », chère à André Breton, que Cocteau comparait, lui, à « une érection de l'âme ». L'Œuvre complète qui nous est

aujourd'hui proposée permet de mesurer l'impitoyable cohérence d'une démarche tout entière tendue vers l'insurrection. Insurrection de la chair et des mots.

Née en Grande-Bretagne, en 1928, de parents égyptiens, Joyce Mansour avait choisi la langue française pour exprimer ses refus. Dès Cris, publié en 1953 chez Seghers, André Breton salue cette voix réfractaire dans laquelle il reconnaît, plus tard, celle d'une voyante : « Le Jardin des Délices de ce siècle, au vol de droite d'un bleu nuit toujours plus dévorant. Ne pouvait être appelé à nous le découvrir que qui disposait des plus hautes richesses, dont la pureté première, à l'image de celle qu'annonce la Huppe magique et que le conte oriental nomme la tubéreuse enfant. » Sorcière aux mots d'ange. Prêtresse de l'amour fou. Révolte faite femme. On ne sait plus quel qualificatif accolé à Joyce Mansour tant on est saisi - du vertige à l'entraine - par une bave de lave que rien ne paraît pouvoir contenir. Le sang et le sperme, la mort et la



volupté, le sexe et la solitude irrégulière prose et poèmes.

Les Gisants satisfaits (Pauvert, 1958) est sans conteste le livre le plus intrigant de Joyce Mansour.

Dans Marie, ou l'Honneur de servir, la première des trois nouvelles qui composent ce recueil, un assassin, qui ressemble à un héros de Jean Genet, réduit en esclavage deux sœurs.

Elles attendent de lui qu'il les arrache au cloaque de la « dégradation quotidienne ». Le couteau de l'homme suit chacun de leurs gestes mieux que ne le ferait un chien. « Quand elle pose une petite tache de sang sur le papier, Joyce Mansour compose d'excellents tableaux plats, contemplatifs, noirs, violets et jaunes ; ils contemplent leur lecteur et lui font l'impression d'être des miroirs dans Arts à la parution de cet ouvrage que clôt une courte nouvelle dont le titre se passe de commentaire : le Cancer. « Tout en elle vibrerait de maladie contenue et, sous sa robe flottante, on peut même flatter, vieille, elle était belle d'émotions sous-entendues. » Il fallait peu de mots à Joyce Mansour pour exprimer l'essentiel.

« Dormir sans fermer l'œil sous la voûte immodeste. Ecouter le vent hurler ses entrailles. Retrouver sa jeunesse là où rien ne vit. Mettre sa clé dans la serrure d'un cercueil habité. Par l'image de la mort en regardant la poussière. Attendre la nuit à l'abri des intempéries. Passer de son vivant le pont vers l'autre rive. Tout est propre dans le désert. »

André Velter

Pierre Drachline

Le poète hors la loi

Gherasim Luca écrit au bord des signes et du vide

LA PROSE S'OMBRÉ

de Gherasim Luca. José Corti, 111 p., 70 F.

« Être hors la loi/Voilà la question ! Et l'unique voie de la quête. » A cette question et à ce cheminement en forme de scripturaire mise à l'écart, Gherasim Luca ne s'est jamais dérobé. Né roumain en 1913, résident à Paris depuis quarante ans, il ne peut pourtant être présenté que comme un apatride d'expression française. Un homme de nulle part, qui parle ici une langue tout à fait sienne mais qui excède la nôtre au point de lui faire rendre gorge, de la provoquer, de la révéler. Car son pays c'est son corps. Son identité c'est sa voix.

Et s'il est un poète imprimé, avec désormais cinq titres en catalogue des éditions Corti, Luca s'affirme d'abord présence, phrasé intense, silhouette noire livrée à la houle des syllabes et des sons. Mais cette houle, à l'instar de la pensée qu'il

traque « vers le non-mental », ne s'apparente « ni à la tempête / dans un verre d'eau / ni au verre d'eau dans la tempête ». C'est une subversion intime, un attachement passionné, une profération amoureuse, ironique, essentielle.

Il faut donc voir et entendre Gherasim Luca vivre ses poèmes, comme en avril au Centre Pompidou, pour mesurer les enjeux d'une création funambule qui joue du mystère des mots en se tenant toujours instable, vertigineuse, démunie, sur le fil de la parole et du souffle. Avec La prose s'ombré, le poète poursuit son parcours d'explorateur de sens et de non-sens, d'aviateur de nerfs. Ce qui est à saisir échappe. Ce qui est à saisir est l'échappée même. La prose a mangé l'ombre, l'ombre se joue de la prose. Gherasim Luca s'avance ainsi au bord extrême des signes et du vide, du désir et des songes, des légendes et du silence... « C'est autour de l'équateur mental / dans l'espace délimité par les tropiques /

d'une tête / à l'angle de l'œil et de ce qui l'entoure / que le mythe d'une espèce de / jungle utopique surgit dans le monde. »

Ailleurs, il évoque, dans cet éclairage de magie sèche qui n'appartient qu'à lui, les dieux « sortis comme de l'accouplement de l'oiseau / et du fœtus / et que les exiles du centre / et de l'ombre d'un feuillage d'or / adoreront un jour / entre les murs de leurs cités sombres... »

Unique, solitaire, farouche, voici un destructeur qui cache, un écorcheur qui change le sang en cid et le premier adjectif venu en promesse imprévue. Voici un grand poète sans faiblesse, guetteur implacable des illusions, des faux-semblants, des mirages bien-pensants, et qui sait qu'aucun cahier d'écolier jamais ne rendra la liberté : « On ne s'inquiète et on ne lutte / que pour sauver ce qui est / et l'idée même de liberté / ne s'annonce qu'en termes d'esclavage. »

André Velter

Knobelspiess, l'insurgé

VOLEUR DE POULES Une histoire d'enfant de Roger Knobelspiess. Flammarion, 194 p., 79 F.

On connaît Roger Knobelspiess. Symbole de l'erreur judiciaire pour les uns, d'une justice laxiste pour les autres. On connaît ses révoltes, le soutien des intellectuels, la grâce présidentielle en 1981, puis les nouvelles suspensions, et à nouveau le plongeon et la condamnation aux assises des Pyrénées-Orientales, en 1989, pour vol à main armée. Lors de ce procès, il s'était dit qu'il voulait « écrire un livre, faire un film, mais sous un autre nom et oublier Knobelspiess ».

Voici Voleur de poules. Signé Knobelspiess, parce qu'il ne peut oublier son nom. Parce qu'il oublie le baraquement d'Elbeuf en tôle et en bois où vivent les « Knobs », où s'entassent les parents et les neuf enfants (« là où nous étions, nous étions à peine »). Oublier Knobelspiess, ce serait oublier son frère Jean avec qui il fit ses premières virées, ses premiers coups, son frère qui fut tué, alors qu'il volait des transistors, à vingt-quatre ans.

Ce serait surtout oublier son père, Tanton, ramoneur, alcoolique qui pour faire vivre sa famille se débrouille, la nuit venue... Il emmène ses deux grands fils faire la tournée des cheminées et des cafés, puis faire des expéditions

nocturnes, chaparder tout ce qui peut être utilisé, trafiqué, mangé. Son père qui est le vrai sujet du livre : « Je discute avec toi, tu es là, quelque part, pas mort. Une autre vie dans d'autres lieux de déchets, d'autres endroits crados, d'autres bistrotis au paradis des lambeaux, dans le crissement du bas peuple. »

Le père va inciter à ses enfants une vérité que Roger Knobelspiess n'oubliera jamais. A un gendarme qui l'interroge, Tanton demande : « Mais toi, ton oncle il collaborait en 40, qu'est-ce qu'il devient ? » Pour les « Knobs », voilà la source de toutes les injustices. Ceux qui ont collaboré ont repris leur travail et ont décidé que les « Knobs » seraient exclus : « Après la Libération, faux et vrais résistants festoyèrent ensemble et remirent en place l'ordre bourgeois qui renvoyait Tanton à son statut de paria. »

C'est là que Knobelspiess puise sa révolte, car si les aventures de Tanton et de ses enfants ont parfois les allures d'un récit des Pieds Nickelés, à la lecture facile et enjouée, le livre est celui d'un véritable insurgé, qui appartient à « un monde fustillé par la misère et l'exclusion ». Knobelspiess, sait faire entendre avec force une voix qui rappelle parfois celle d'un autre écrivain insurgé, Jules Verne : « Je me situe du côté de ceux qui résistent, qui s'indignent, se rebellent. Je révais, je rêve encore d'une lutte colossale. »

Abain Salles

L'adolescence craquante

LA MAL ÉLEVÉE de Maya Nahum. Editions de l'Olivier, 190 p., 85 F.

Maya Nahum est psychologue, elle a publié un livre sur les Adoles, peuple extraordinaire. Les adolescents, donc, elle connaît. Cela ne prédispose pas forcément au roman, puisqu'on dit que, pour un romancier, ce qu'il connaît et ce qu'il pense compte moins que ce qu'il ressent. La Mal Élevée est le premier roman de Maya Nahum, et, dès les premières lignes, on est certain qu'elle a gagné son pari. Elle l'a gagné parce qu'elle a de l'oreille. De la feuille, dirait un musicien. Elle entend comme nous tous le langage lycéen. Les syntagmes du genre « Une prise de tête pareille, ça m'effondre ». « Je craque de savoir avec qui Maman s'écoule », les « Ça me tue », les « Mon géniteur me gonfle », les « Au secours, je les hais », les « Merci, l'éducation nationale ! ».

Mais Maya Nahum ne se contente pas d'enregistrer ces tics de behut, elle les écrit, comme fit Emile Ajar avec l'argot de Mémélmontant, dans des phrases où ils percutent des impronétiés pour produire un sens savoureux. Ce qui donne, parlant de Villon : « Si j'avais été moyenâgeuse, j'aurais aimé être copine avec ce genre de mec. »

Mais dans l'ensemble elle, ou plutôt sa narratrice, écrit simplement, comme écrit une ado qui a craqué, qui a fait une tentative de suicide pour devenir baleine ou dauphin (son prof de bio, très éraquant, s'appelle Melville). Auparavant, elle a voulu détruire, dans un hôpital, des stœcks génétiques, elle est en observation dans un institut, avec des « spécialistes qui essaient de la démanteler », comme on dit ici, d'où je vous parle, pour vous faire comprendre combien il est facile de craquer dans cette vie. »

Elle est arrivée à la conclusion, comme Cloran, mais dans un style moins soutenu, que « ce qu'on peut faire de mieux à un gosse, c'est de ne pas le faire ». Elle a vu le Grand Bleu, elle a aimé, c'est son Moby Dick. Un oncle à elle, plein de bon sens, déclare : « Depuis qu'il a été médiatisé Fraud, on n'en peut plus ! Ça a naufragé des familles entières, cette mode. Et tout le monde s'écopé ! Surtout les jeunes, les natifs des premiers allongés : des cobayes, voilà ce qu'ils ont été. » La mal élevée s'en tire, pense-t-on, le livre refermé, parce qu'elle souffre drôlement, je veux dire avec humour, ce qui est la seule défense des adolescents d'aujourd'hui. Le roman, au niveau Proust, n'est peut-être pas hyper-cool, mais il émeut fort, sans forcer sur la déprime.

Michel Contat

Une vie qui bascule

LA CATHÉDRALE ENGLOUTIE de Jean Contrucci. Grasset, 264 p., 98 F.

Le dernier refuge sur cette terre de tous ceux qui ne savent plus où se mettre, Frédéric More, écrivain minable, le choisit. Il se reconstruit sous le pseudonyme de Lucky Starway, dans le roman policier. Son contrat avec les Éditions du Cercle rouge stipule qu'il doit écrire quatre romans par an. Cela fait maintenant quinze ans qu'il est soumis à ce régime. Entre son vieux garçon de chat baptisé 6,35, Estelle, la femme de ménage, et les sorties nocturnes, sa vie est réglée comme une partition dodécaphonique... Seul son amour pour Marcella le sauve de cette tristesse.

Et puis quelque chose bascule dans sa vie, le bouleverse : l'apparition d'un personnage imprévu, que son imagination de romancier n'aurait jamais pu inventer. Claire Magnan, son premier et seul amour, celui que l'on ne peut oublier, lui écrit en ce début d'été.

Celle qui hante toujours ses nuits resurgit aussi brusquement qu'elle avait disparu vingt ans auparavant. François More revit l'histoire de son amour, confondu avec le pré-lude de Debussy, la Cathédrale engloutie.

Frédéric n'a jamais cessé d'aimer Claire. Mais celle-ci s'est refait sa vie ; elle esquivera toute rencontre et ne voudra parler à son ancien amoureux qu'au téléphone. Cette incertitude dans laquelle l'attitude de Claire le maintient déçu son envie d'en savoir plus.

Dans la musique de Debussy, que connaît fort bien Jean Contrucci, passé et présent s'abolissent. Le compositeur ne voulait pas non plus trop forcer le sens lyrique de son œuvre. Frédéric More, lui, veut trop comprendre. De déception en déception, il découvre que Claire est diaboliquement manipulée... Frédéric More mettra fin à la carrière de Lucky Starway et s'enrêtera d'écrire, un peu comme un musicien qui s'interrompt pour écouter jouer sa vie.

Manuela Huyghe Despointes

David Lodge Un tout petit monde

David Lodge
Un tout petit monde
Préface de Umberto Eco
Traduit de l'anglais par Maurice et Yvonne Conturier
Rivages

424 pages, 130 F

« Un des livres les plus amusants et les plus férocement hilares publiés au cours de ce siècle. »

UMBERTO ECO

Rivages

... l'Etat roumain. - (AFP) de médiation de la Communauté co Yougoslavie. - (AFP) à ce titre, ne pouvant pas ignorer à tout le moins, la série d'affaires qui défilait la chro- A l'image du premier ministre, M. Wilfrid Martens, qui s'est dit après cinq ans de location, à Bruxelles comme à Strasbourg. - (AFP)

VOYAGES AU PAYS
DES MANGEURS DE GRENOUILLESLa France vue
par les Britanniques
du XVIII^e siècle
à nos joursde Paul Gerbod.
Albin Michel, 245 p., 120 F.GASTRONOMIE FRANÇAISE
Histoire et géographie
d'une passionde Jean-Robert Pitte.
Fayard, 265 p., 98 F.LES RESTAURANTS
DANS LE MONDE
À TRAVERS LES AGESTextes réunis
par Alain Huetz de Lemps
et Jean-Robert Pitte.
Glenat, 437 p., 350 F.

APRÈS tout, pourquoi l'histoire, pour peu qu'elle soit bien faite, ne pourrait-elle pas redoubler et affiner les plaisirs de l'été? En voici la preuve en trois livres, sur deux thèmes ultra-sensibles du vagabondage vacancier : la consommation de l'étranger et le souci de faire bonne chère.

Nous croiserons à coup sûr, et peut-être même fréquenterons, quelques-uns des six millions de sujets de Sa Majesté britannique venus têter du coq gaulois, si toutefois les saillies de Madame le Premier ministre ne les en a pas découragés. La « perle Albion » va, cette année encore, gentiment nous enseigner à tous vents la bonne tenue du short, la traction originale des caravanes et l'art de nous, stoïques, sous les coups de soleil. Nous en rirons beaucoup. Mais sans songer assez qu'eux aussi observent et jugent les imprévisibles et cocasses « Français ».

Paul Gerbod a eu l'heureuse idée de suivre sur deux siècles ces voyageurs qui franchissent le Channel pour conforter *in situ* leur idée de la France. Son livre ne sombre pas dans les facilités hâtives de la psychologie comparée des peuples. Au contraire, il coud à petits points un tissu des citations et des remarques extraites des guides touristiques, de la grande presse, des mémoires et des récits pittoresques. Elles trahissent un état d'esprit et construisent un effet de miroir entre nos deux peuples, depuis les premiers raids aristocratiques dans nos salons, avant la Révolution, jusqu'à l'âge du tourisme de masse, des XIX^e siècle, en nos plages normandes ou bretonnes, à la montagne et, sur les traces du prince

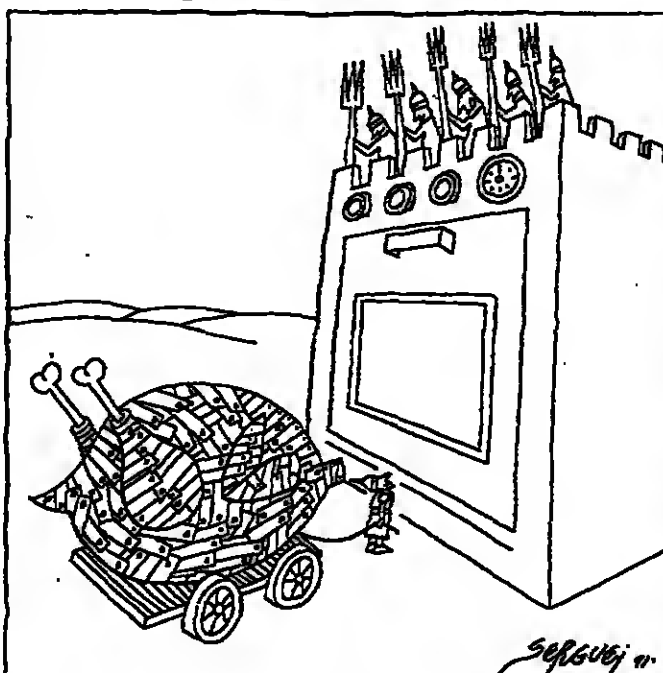
Nair, dans nos campagnes du Midi. Le livre dit ainsi fait bien ce mélange de sympathie et de critique, de curiosité et d'inquiétude, qui a peu à peu saisi les Grands-Bretons face aux « mangeurs de grenouilles ».

Nous voici donc selon eux, au fil des ans, coquets sans être tout à fait propres, charmants mais grossiers, irrépressiblement volages en politique, détestablement bavards, légers et chauvins, roublards et pourtant gais. Et même « éhics ». Car une certaine gallophobie des esprits embruinés d'outre-Calais a toujours rendu peu ou prou les armes, chemin faisant, devant le courage et l'intelligence des hôtes de ce gentil petit pays des jardins, des trésors d'art et, pour tout dire, de cocagne. Paul Gerbod excelle à dire, mine de rien, ce cocktail d'amour pour la France et d'incompréhension pour les Français qui caractérise avec une inquiétante fixité le regard moyen que les Britanniques jettent sur nous.

Les plumes anglaises, par contre, sont très souvent lyriques dès qu'il s'agit de tester la cuisine et les vins de France. D'autant que, sur ce chapitre, l'échange entre les deux nations fut plus fructueux qu'on ne le pense d'ordinaire. Si, par exemple, les menus de la reine Victoria étaient nécessairement rédigés en français (comme d'ailleurs ceux de la Maison Blanche), c'est l'allant des tavernes anglaises, élégantes et réputées, qui avait fait ouvrir quelques grands établissements de restauration à Paris sous Louis XIV. Et, après la Révolution, Beauvilliers tint à nommer « Grande Taverne de Londres » sa maison de la rue de Richelieu. Les bouillies et la sauce à la menthe d'outre-Manche durent cependant baisser pavillon devant la gastronomie française, et les Anglais, en bons princes avisés, apprennent à faire venir des chefs bordelais ou parisiens pour

L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rionx

Des piments
pour l'été

assurer leurs menus plaisirs de table. Jean-Robert Pitte, dans un petit livre très croquant, cherche à comprendre d'où nous vient cet art du bien-manger, développé aujourd'hui jusqu'à l'outrecuidance par quelques-uns de nos maîtres du « piano » qui se pavent au rang d'ambassadeurs de la grandeur nationale, alors même que nous n'avons pas à être particulièrement fiers de nos connaissances gastronomiques et que ce pays a très médiocrement résisté à l'invasion des fast-foods. La gastronomie, nous dit-il, est vraiment une création combinée de l'histoire et de la géographie fran-

çaise. Cette « législation de l'estomac » avait sans doute toutes chances de s'imposer dès lors qu'un double héritage gaulois et germanique nous avait mis dans le sang le goût du vin et le sens de la libation saine et libre au sein des sociétés d'hommes.

La variété des sols, et donc des produits, avait en outre multiplié les appétits et les goûts : dès le Moyen Âge, le royaume témoignait d'un réel cosmopolitisme culinaire et d'un particularisme gustatif intéressant. Toutefois, ajoute Pitte, il serait injuste d'oublier Christophe Colomb et les renforts américains. Songez à ce que serait la piperade sans poivrons, le foie gras sans maïs, les cassoulets sans haricots, les potées et les gratins, même daubinois, sans pommes de terre!

Il faut pourtant se départir de tout déterminisme géographique, climatique ou régionaliste dans l'explication de fond d'une francité de l'invention gastronomique. C'est plutôt du côté d'un mimétisme du pouvoir, d'un exercice culturel de l'autorité, d'un nappage étatique et religieux, que Jean-Robert Pitte va chercher le secret de notre licence en gueule. Gloire à saint Fortunat, dit-il, le brave évêque de Poitiers de la fin du VI^e siècle, qui savait dire : « J'ai le ventre bourré de viande de bœuf : je me recueille. » Honneur aux miss dominici de Charlemagne, aux moines des cépages et des vergers, aux princes du sang et de la foi qui avaient compris que, les voies du Seigneur étant impénétrables, la gourmandise ne pouvait être qu'un péché véniel et même qu'on s'approcherait à coup sûr de Dieu en mangeant de bonnes choses!

Ainsi, le vieil animisme greffé sur un christianisme aimable, insulsi dans les familles-souches de nos terroirs, a balayé l'ascétisme cathare, l'eau trop claire des

huguenots et les pieuses diacries jansénistes. L'abbé Migne, le célèbre éditeur des *Patrologies*, saluait joyeusement en 1848 la Jérusalem des croisés de la chère et la sagesse papillarde de l'Eglise : « La gourmandise annonce une résignation volontaire aux ordres du Créateur qui nous n'ayant ordonné de manger pour vivre, nous y incite par l'appétit, nous soutient par la saveur et nous récompense par le plaisir ».

Les nobles et les rois ayant au passage compris qu'un gavage aussi à table (voyez Louis XIV exhibant en solitaire son coup de fourchette à Versailles), la bourgeoisie émancipatrice du bon peuple ayant à son tour interiorisé le précepte, la « francogastrie » fut ensuite tout naturellement l'alliée des Lumières et s'afficha, souveraine, dès après 1789. L'autorité morale et le pouvoir politique se sont donc coalisés pour élever la nation à la bonne hauteur de sa tradition culinaire.

De sorte qu'en plein âge démocratique Napoléon III a su encore enseigner aux électeurs une invention de la Normandie Marie Harel, le camembert; Valéry Giscard d'Estaing a décoré Boscuc moyennant la création d'une soupe aux truffes VGE qui figure toujours à la carte de Collonges-au-Mont-d'Or; et François Mitterrand a inauguré à Roanne une place Jean-Troisgros. Nos chefs d'Etat non seulement donnent des banquets, mais aussi s'érigent, on le voit, en humbles instituteurs du savoir gastronomique.

On ne s'étonnera pas, dès lors, que la Révolution ait si volontiers sacrifié à l'anglomanie et à la souveraineté populaire en faisant se lever l'aube du restaurant. Cette histoire-là, avec cent autres, est contée dans un colloque — oui, un colloque, et le premier du genre, organisé par Alain Huetz de Lemps et Jean-Robert Pitte, et tenu en 1989 à l'Ecole hôtelière de Paris, avec conclusion chez Lendrel — solidement édité chez Glenat.

On y trouvera, en accompagnement des guides de vacances, une géographie historique, avec des points d'exotisme bien utiles pour agrémenter le voyage aux Isles, dans les pays francophones, à Lisbonne, en Grèce, à Dakar, à Mexico, en Thaïlande ou au « chinois » du coin. Cette « première » pose en outre très clairement les attendus et les enjeux d'une exploration scientifique de ce nouvel objet d'étude, le restaurant et la restauration. Mais, pour l'heure, il suffit d'avoir ce recueil sous le bras, avec les deux autres précités, pour peut-être pimenter un peu plus son été...

Panamurba et Jean-Marie Boulanger

LE SCANDALE DE PANAMA

de Jean-Yves Mollier.

Fayard, 564 p., 150 F.

LE GÉNÉRAL BOULANGER

de Jean Garrigues.

Orbin, 379 p., 145 F.

Des industriels aux abois, des financiers fébriles traquant l'argent facile, des chômeurs à la pelle, des mécontents partout, des gouvernements opportunistes incapables de calmer le jeu, des institutions fragiles et contestées : autant de signes de la crise majeure qui a ravagé la France des années 1880. La « grande dépression » entretenait la grande déprime; l'avenir semblait bouché; tous les prétextes étaient bons pour céder à la peur, démissionner la gabelle et chercher des boucs émissaires. Deux jeunes historiens bms fouineurs d'archives et qui ne détestent ni le parler clair ni les rapprochements entre le présent et le passé nous placent opportunément dans cette « fin de siècle » qui rappelle si étrangement, il est vrai, certains malheurs des temps de 1991.

Jean-Yves Mollier fait mieux que rafraîchir notre connaissance du scandale de Panama, le plus fort que la troisième République ait connu et qui a abondamment nourri l'incertitude nationale et morale où le pays s'enfonçait. Il a relu l'immense dossier judiciaire et financier déjà bien exploré naguère par Adrien Dansette et Jean Bouvier. Il a eu la chance aussi de pouvoir consulter quelques archives complémentaires très précieuses, venues du ministère de l'Intérieur, de la banque Fould ou des fonds personnels du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, Jules Roche.

Son exploration méticuleuse aboutit à un livre qui aurait pu aller plus droit au but, où le détail surabonde, où les noms, les

chiffres et les épisodes feuilletonnesques se télescopent au point de lasser parfois notre patience, mais qui est à peu près définitif. Il s'ouvre, comme il se doit, sur le suicide du banquier Reinach et la fuite du maître chanteur Cornelius Herz en novembre 1892. Orchestré par les antistes de la *Libre Parole* et les boulangistes, le scandale éclate aussitôt.

Celui de la faillite crapuleuse d'une compagnie lancée douze ans auparavant par Lesseps père et fils et qui n'est pas venu à bout du percement de l'isthme de Panama. Celui du grouillement d'intérêts financiers véreux et de banques supposées honorables qui ont raflé des commissions juteuses pour vendre du vent, celui des compromissions de parlementaires, ces cent à cent cinquante « chéquards » qui n'ont « touché » pour voter joyeusement à la Chambre des députés (que Mollier s'obstine à dénommer « Assemblée nationale ») une loi assimilant les titres du Panama à des tickets de lotto qui devaient rapporter gros à des dizaines de milliers de gogos. Celui, enfin, d'une justice aux ordres et d'une classe politique accablée qui révéraient d'amnistier tout ce beau monde au plus vite.

La pression
des « affaires »

Jean-Yves Mollier montre fort bien comment ce scandale protéiforme a renforcé l'antiparlementarisme, l'anticapitalisme et l'antisémitisme ambiants. Il soutient en outre, ce qui est plus neuf, que la pression des « affaires » sur le monde de la politique et de la presse était depuis longtemps entrée dans les mœurs de la République et il nous chante, avec beaucoup de gravité douloureuse mais sans vétilleux décalage, le grand air à refrain marxiste de l'osmose entre les élites de l'argent et celles du pouvoir par temps d'impérialisme.

On ne peut pas le suivre sur ce terrain, mais son analyse est étayée et intelligente.

Moralité : ce scandale de Panama, qui a placé le Parlement sous haute surveillance de l'opinion publique, a protégé la France d'un lobbyisme à l'américaine et mis définitivement la puce à l'oreille du citoyen. Et Mollier de conclure : « Si les parlementaires de 1990 ne parviennent pas à résister à l'auto-anthracite », c'est parce que les Acton, Herz, Lesseps et autres Reinach « ont préparé ces menées soupçonneuses, exigeantes, des Français d'aujourd'hui ».

Tant de glâches et tant d'immoralité rendaient-ils indispensables un grand coup de balai salvateur et l'intervention d'un syndicat des mécontents promu au rang de sauveur de la nation et de la salubrité publique? Beaucoup de Français venus de tous les horizons, et particulièrement de la gauche radicale et même socialiste, ont cru alors que le brave Boulanger serait ce gardien de la morale et ce garant d'une régénération à chaud de la République.

Dans un livre tout à fait lisse, frémillant, puisé aux meilleures sources et qui ouvre lui aussi un dossier bien connu, Jean Garrigues nous explique sans peine que le général Revanobe chanté par Barrès flottait un peu dans la vareuse d'une vedette nationale, qu'il eut tous les travers d'un érotomane à encéphalogramme pas trop pointu. Mais qu'il n'a pas autant démerité que l'ont dit ses adversaires. Il eut même entre les mains, conclut-il, « toutes les chances de réaliser cet équilibre des pouvoirs qui régit la cinquième République ». Mais voilà : le Messie n'était qu'un phénomène en creux, le tombeau des foules n'avait que la virilité du discours régénérateur à opposer à la complexité d'une crise dont la République fut sortie, seule, le profil bas, mais mieux armée de modestie démocratique.

J.-P. R.

Le lit du roi

Suite de la page 11

Datant des années 1530-1550, cette reconstruction de l'ancienne Constitution française assigne au lit de justice un rôle essentiel : celui d'une assemblée publique débattant des affaires d'Etat. Le lit de justice est ainsi tenu pour le lieu privilégié où le pouvoir royal se manifeste comme gardien et garant du droit public. Le constat suscite très tôt deux interprétations contradictoires : celle du parti du roi, qui le manie pour différencier la prérogative royale en matière de législation et la compétence purement judiciaire du Parlement; celle des parlementaires qui évaluent leur préférence au partage de l'autorité législative sur le lit original ou entre la cour de justice parisienne et la discussion des questions constitutionnelles.

Seconde idée : souligner l'investiture propre des formes rituelles qui expriment et façonnent des « représentations constitutionnelles » contrastées. Le propos donne sa trame au livre, rythmé par quelques moments essentiels. Retenons-en trois. 1563, d'abord, lorsque Charles IX tient au Parlement de Rouen un lit de justice où il déclare sa majorité, fixée à quatorze ans — ce qui était, tout ensemble, faire de la cérémonie un rituel fondamental de la succession royale, marquant la fin de la période de régence et l'accession du roi à la pleine capacité législative, et définir le lien, tenu pour obligé et exclusif par les magistrats parisiens, entre le cérémoniel et le Parlement de Paris.

Ensuite 1610 : pour Sarah Hanley comme pour Ralph Giesey (1), la date est décisive dans la mesure où le jeune Louis XIII, âgé de huit ans, tient un lit de justice qui déclare la régence de sa mère avant les funérailles de son prédécesseur et son propre sacre. L'ordonnement cérémoniel de la succession au trône, qui faisait se succéder les funérailles, le sacre et, éventuellement, un lit de majorité, se trouve complètement disloqué et remplacé par une forme d'inauguration, le lit de justice, qui manifeste l'immédiate plénitude du pouvoir législatif du souverain.

Troisième mutation : la minoration de Louis XIV. Par les lits

tenus en 1645 et 1648, le roi mineur oblige le Parlement à enregistrer plusieurs édits financiers, affirmant ainsi l'extension de son autorité législative au-delà des limites traditionnelles.

La promotion rituelle et les transformations politiques du lit de justice sont, pour Sarah Hanley, l'indice de mutations fondamentales dans les principes qui fondent la monarchie. Jusqu'en 1610, leur définition est juridique, elle repose sur le droit public et l'histoire, elle distingue la dignité royale et la personne du souverain. La première histoire du lit de justice, entre 1527 et 1597, appartient à ce temps de la monarchie juridique puisque le cérémoniel nouveau est étroitement lié à la discussion de questions « constitutionnelles » concernant le domaine royal ou la compétence législative du roi.

Idéologie dynastique
et monarchie absolutiste

La « crise » rituelle de 1610 ouvre une autre période : celle de la monarchie dynastique, qui attache la souveraineté non plus aux règles du droit public, mais à la personne du souverain. La première histoire du lit de justice, entre 1527 et 1597, appartient à ce temps de la monarchie juridique puisque le cérémoniel nouveau est étroitement lié à la discussion de questions « constitutionnelles » concernant le domaine royal ou la compétence législative du roi.

L'idéologie dynastique conduit à la monarchie absolutiste, caractérisée par l'affranchissement du roi à l'égard des contraintes anciennes réglant ses pouvoirs ou l'ordre de transmission de la couronne (ainsi en 1713, avec l'exclusion de la succession de France de Philippe, petit-fils de Louis XIV, et de ses descendants, ou en 1714 avec l'élévation au rang de princes du sang des bâtards légitimés de Louis XIV, devenus ainsi de possibles héritiers).

En restituant à travers les vicissitudes du lit de justice la trajectoire constitutionnelle de la monarchie française, Sarah Hanley n'hésite pas à bousculer les idées reçues. Elle montre que, loin de résister le rituel, les parlementaires parisiens ont accepté, au XVII^e siècle, de sévères réductions de leurs prérogatives législatives pour pouvoir fixer la cérémonie de la Grand-Chambre du Parlement et, ainsi, capter quelque chose de son prestige symbolique.

Elle montre aussi que l'absolutisme triomphant n'a guère besoin du lit de justice : après avoir dénaturé le rite, Louis XIV l'abandonne après celui qu'il tient en 1673. L'institution ne renaît qu'en 1715, lorsque Philippe d'Orléans négocie sa proclamation à la régence, faite par le Parlement au nom du roi mineur, contre la reconnaissance du droit de remontrance avant enregistrement. La décision portait en elle les termes de tous les affrontements ultérieurs entre la prétention du Parlement à représenter la nation, et les tentatives réitérées de la monarchie pour briser, grâce au lit de justice, cette inacceptable présomption (2).

En un moment où l'intérêt législatif pour le politique a souvent pris, l'histoire du lit de justice, la plus étroite des histoires intellectuelles, la traduction du livre de Sarah Hanley vient à son heure. Le concept de « culture politique » qui est le sien porte l'accent moins sur les formulations théoriques que sur les dispositifs, les rituels, les représentations qui inventent, à l'état pratique, dans l'immédiateté de l'expérience et la contradiction des perceptions, concepts politiques et rapports de pouvoir. A partir d'une démonstration érudite parfaitement conduite, il donne la leçon exemplaire d'une anthropologie politique sensible à la puissance et à la plasticité des formes — qu'elles soient discursives ou cérémonielles.

Roger Chartier

(1) *Le roi ne réagit jamais*, de Ralph Giesey, Flammarion, 1987 (Le Monde des livres du 9 octobre 1987).

(2) Pour une vision renouvelée de ces conflits, cf. Keith M. Baker, *Inventing the French Revolution. Essays on Political Culture in Eighteenth-Century France*, University Press, 1990.

هكذا من الأهل

LIVRES • ILLUSTRÉES
LETTRES ÉTRANGÈRES

Eclairs dans les brumes roumaines

Une floraison de textes roumains d'hier et d'aujourd'hui : quand l'imaginaire et l'engagement se recourent

ANTHOLOGIE DE LA CRÉATION POÉTIQUE
de Mihai Eminescu,
sous la direction de Valeriu Rusu.
Publications de l'université
de Provence, 550 p., 300 F.

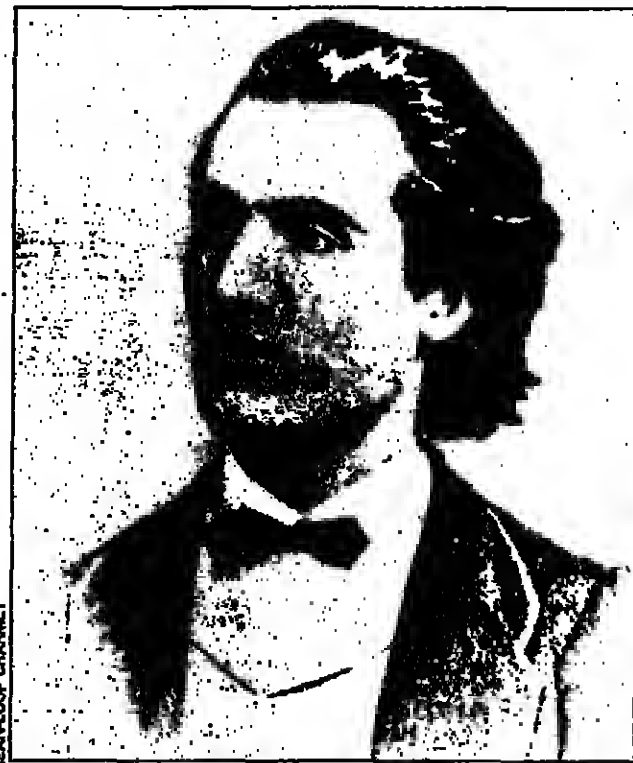
ADÈLE
Fragments du Journal
d'Emile Codrescu
(juillet-août 189...)
de Garabet Ibraileanu.
Présenté et traduit du roumain
par Georgiana Horodina.
Ed. Jacqueline Chambon,
190 p., 110 F.

LE BONHEUR OBLIGATOIRE
de Norman Manea.
Traduit du roumain
par Alain Paruit et André Vornic.
Albin Michel, 255 p., 120 F.

**ILS REFLEURISSENT
LES POMMIERS SAUVAGES**
de Virgil Tanase.
Ramsay de Cortanze,
350 p., 139 F.

Grande Roumanie et, par la suite, celle qui depuis la fin des années 30 se trouvait plongée dans le pire. Ses débuts avaient été cependant prometteurs. La France l'appuyait, les Habsbourg en échauffaient l'ouverture, enfin des intellectuels formés à Paris mettaient leur savoir au service d'un peuple qui découvrait, ravi, son identité.

Mihai Eminescu (1850-1889) demeure le poète national. Héréditaire roumain dont le génie du verbe modelait la langue et l'esprit encore jeunes d'une nation. Quel dommage que l'anthologie récente qui lui est consacrée n'arrive pas, ou peu, à faire passer la violence diaphane, le rythme élégiaque de ces vers qui, pour les Roumains, sont sacrés. Car leur traduction, méritants certes, ignore la liberté et l'envol qui permettent à la mélodie, à la scansion d'une langue autre, le voyage au-delà du réel vers l'énigme si troublante de la grande poésie.



Le poète national roumain : Mihai Eminescu.

les tyrannies qui ont épuisé le pays au long de cinq décennies ? Le temps de la honte est propice à la prolifération des témoins ; rares sont ceux qui dépassent la vision imposée par l'événement pour réussir la subtile alchimie de l'écriture, sur la voie du grand art.

Norman Manea, né en 1936 - au cœur de la Bukovine d'Eminescu - lorsque Ibraileanu disparaissait, est un juif rescapé de la solution finale. « Élément allogène », exilé, il enseignait actuellement dans une université américaine. Son second volume de nouvelles vient de paraître dans une excellente traduction française, après avoir été publié dans plusieurs autres pays. Une femme seule résiste par la seule force de sa lassitude au géotisme diabolique de son enquêteur (« Interrogatoire ») ; travaillant « au noir », un artisan misérable confie à l'écrivain déshabillé ses malheurs (« Fenêtre ouverte sur la classe ouvrière ») ; la présence d'un manteau nubilé dans un appartement par un mystérieux inconnu (sic) l'ayant utilisé en l'absence de ses propriétaires plonge dans le désespoir un couple que l'appartenance à la bourgeoisie rouge culbutte (« L'imperméable »).

La première partie se passe peu avant la seconde guerre, ou pendant, dans un lieu hors du temps, indéfinissable. Elle raconte les amours filles d'une Nadje au visage d'Ophélie (elle s'appelle Marie) avec un loup venu des steppes ou bien de nulle part. De cette fête onirique, de l'âme et du sexe, naîtra Orlandu, leur enfant. La seconde partie s'articule autour de trois récits, les trois hypostases d'un seul Orlandu à la recherche son père, en Roumanie, au moment où les chars russes envahissent la Tchécoslovaquie. Qui est le vrai père, ce trait d'union vivant avec dignité sa misère ou bien le personnage haut placé qui étouffe les opposants au régime dans les entrailles d'un cheval ébrié ? Marie, la très belle, a vieilli, elle meurt seule dans la pauvreté. Orlandu, lui, collabore avec la police secrète, aime une autre Marie, veut rentrer en France où nous apprenons qu'il est né. De quelle vérité, de quelle réalité peuvent se réclamer encore ces hommes et ces femmes brisés ?

Une morale de la catastrophe

C'est beau et cruel comme Gogol. Seule la nouvelle *Biographie* nous a paru un peu longue, riche d'un foisonnement de personnages trop divers. L'écriture de Manea s'inscrit dans la tradition de ces grands prophètes de la catastrophe que furent Kafka, Blecher et Bruno Schultz.

Après les soubresauts sanglants de l'Histoire, nous sommes loin de l'évanescence d'une Adèle ou du romantisme éminesque.

De cette catastrophe, surtout de ses conséquences morales, c'est Virgil Tanase qui nous parle dans *Il refleurent les pommiers sauvages*, sans doute son meilleur roman. Étonnant Tanase. Depuis *Portrait d'homme à la faux dans un paysage marin*, redevable à

Le livre de Tanase est aussi celui d'une brisure, « nous sommes tous coupables », tel est son message, sentence sans appel, « nous avons tous menti ». Une grande question demeure, même si les pommiers sauvages refleurent, même si d'autres jeunes amours s'épanouissent, tel celui d'Orlando et de Marie : quelle survie morale entre les ruines, après l'effondrement des âmes et la destruction de l'esprit ? Le dernier roman de Virgil Tanase est, en quelque sorte, la psychanalyse sauvage d'une mort de notre vieille Europe, encore très malade.

Edgar Reichmann

La présence des auteurs roumains dans l'éditonn française s'accroît tous les ans. Malgré le poncif d'une parenté d'esprit latine, leurs livres n'atteignent pas toujours les tirages mérités. Pourtant, lorsque l'imaginaire et l'engagement se recourent, surgissent souvent ces éclairs qui prouvent que l'écrivain, fût-il roumain, est, dans les limites de son art, un peu plus qu'un témoin bavard, pétitionnaire qui se trompe d'adresse. Cet été, la floraison des textes roumains permet d'avoir l'image d'un pays noyé dans les brumes, surtout de prendre la mesure du talent de ses écrivains d'aujourd'hui et de ceux d'autrefois, éparpillés, par la force des choses, un peu partout dans le monde.

Au milieu du siècle dernier, la Moldavie et la Valachie, principautés danubiennes que se disputaient le sultan et le tsar, décidaient d'unir leurs destins pour le meilleur et pour le pire. C'est ainsi que prit naissance le petit royaume qui deviendra, après la première guerre mondiale, la

A l'époque du réveil national, jaloux d'une roumanité tout juste retrouvée, le poète, né en Boukovie, aux confins orientaux de l'empire bicéphale, rejetait - dans ses articles politiques - les Arméniens, les Grecs et les Juifs. Le fait a été déjà signalé par les critiques et les historiens ; ces commentateurs sont aujourd'hui devenus la cible privilégiée des néofascistes (ils jouissent en Roumanie d'une totale liberté d'expression), pour qui l'analyse critique visant à replacer l'engagement d'Eminescu dans son contexte historique signifie une injure infligée au peuple roumain par des intellectuels nécessairement « pervers », « marxistes » et nécessairement « enjupés ». C'est pourtant parmi ces allogènes qu'Eminescu trouve ses plus ardents défenseurs.

L'un des plus importants, Garabet Ibraileanu (1871-1936), arménien, est né en Moldavie, berceau du futur socialisme roumain. Professeur à l'université de Jassy, critique, historien, il dirige pendant vingt-sept ans une publication qui rassemble les grands écrivains du pays. Selon Ibraileanu, socialiste

de cœur et d'esprit, la Roumanie est cet espace de rencontre où les cultures d'Europe centrale, slaves et française se mélangent, enrichissant ainsi le génie populaire incarné dans la tradition orale dans le conteur Ion Creangă demeure l'illustre représentant. Baudelaireien fervent, proustien inconditionnel, ce fin lettré n'écrit qu'un seul roman, *Adèle*, publié à Bucarest deux ans avant sa mort et couronné par le prix de la défunte Fondation royale pour la littérature et l'art.

Homme d'un âge certain, Emil Codrescu retrouve, le temps d'un été, la très jeune Adèle, qu'il a connue lorsqu'elle était enfant. Au pied des Carpates moldaves, nous assistons à l'éclosion d'un amour discret et secret, jeu piégé où chaque protagoniste avance masqué

vers l'autre pour s'arrêter juste avant la nuit du chemin. Hélas ! Même en cette Roumanie serine, si « fin de siècle », peuplée de vieillards racistes, de juifs sages et de Tsiganes encore heureux, le jeu, les vacances, arrivent à leur fin. Il était dit que les amours d'Adèle et de Codrescu, son maître à penser, resteraient muettes. Il suffirait au lecteur de flâner au parc de Bagatelle, où sont exposés les peintres roumains du temps de l'impressionnisme, pour retrouver la douceur ineffable, la passion contenue, qui donne au récit toute sa grâce.

Que sont devenus les lointains héritiers de ces précurseurs, après l'âge d'or de la Grande Roumanie (l'entre-deux-guerres, à qui onus devons Ciocan, Eliade, Ionesco), après son crépuscule sanglant et

La guerre à Bucarest

JOURNAL DE ROUMANIE
de Jean Mouton.
L'Age d'homme,
coll. « Les chemins effacés »,
121 p., 95 F.

29 août 1939. Ce jour-là, le plus grand des passagers de l'Orient-Express se sont embarqués pour tout autre chose qu'un voyage d'agrément. Parmi eux, Jean Mouton, qui a reçu l'ordre de rejoindre son poste à l'Institut français de Bucarest, où il a été nommé directeur adjoint en janvier 1938. Il y restera jusqu'au 19 mars 1946. De ces sept années où le monde a basculé dans l'apocalypse, Jean Mouton a donné un témoignage qui n'a rien du compte rendu historique officiel. Son journal, à peine élargi après lecture à cinquante ans de distance, est une relation vivante des événements - vue de ce lieu d'observation privilégié (point de rencontre de l'Est et de l'Ouest), - à laquelle se mêlent les épisodes de la vie de l'institut et des observations d'ordre privé.

Jean Mouton a pu suivre les fluctuations de la politique roumaine au fur et à mesure de la progression des troupes allemandes. Après l'assassinat du premier ministre roumain Călinescu par les gardistes (mouvement fasciste), le gouvernement passe en effet d'une attitude pro-allemande à « la neutralité jusqu'à la victoire », selon la consigne du nouveau président du conseil ; puis à une franche hostilité, avec l'entrée en guerre contre la Russie, le 23 juin 1941, puis la déclaration de guerre à la Grande-Bretagne - cela jusqu'à la signature de l'armistice entre Russes et Roumains, le 12 septembre 1944, précédée d'effroyables batailles aériennes.

Entre ces principaux événements de la vie du pays et leurs corollaires

quotidiens (défiance, résistance...), le Journal de Jean Mouton se fait l'écho de la situation internationale : des nouvelles qui parviennent de France, avec leur lot de drames et d'espoir ; des moments heureux de sa vie familiale ; des lectures qui soutiennent sa réflexion (Mansfield, Péguy, Claudel, Maritain, Mauriac, Marc-Aurèle...). Entre bombardements, surveillance militaire et tremblement de terre, l'institut français, qu'il dirige depuis mars 1941, est devenu un « refuge moral », un espace de liberté où toute une équipe s'occupe à préserver les « valeurs précieuses », une respiration esthétique.

En août 1943 (et jusqu'à sa nomination en Suisse par Pétain, en juin 1944), Paul Morand remplace Jacques Truelle à l'ambassade. Certes, « il a son élégance », note Jean Mouton, mais ses « sympathies » ne sont pas un mince problème pour le directeur de l'institut, qui abrite, là, des officiers clandestins. « On ne pouvait pas avoir de vraie relation avec lui », dit aujourd'hui Jean Mouton, marquant avec élégance la litote : « C'était un homme charmant, à ne pas rencontrer dans les moments tragiques. »

Des rencontres de toutes sortes

Des rencontres de toutes sortes, Jean Mouton en a fait tout au long de sa vie. Ce lettré né un an avant le siècle égrène avec émotion et délicatesse les riches heures de ses amitiés, qu'il favorise ses activités dans les Instituts français de plusieurs capitales : entre autres Jean Hugo et Martha Bibesco, amis de Proust ; Henri Focillon, « ce Bourguignon d'une qualité poétique remarquable » qui fut son professeur d'histoire de l'art à Sorbonne ; Saint-Exupéry, retrouvé en 1925 à Mornuçon, représentant des camions Saurer, et qui lui lira

les premières pages de *Vol de nuit* dans une chambre d'hôtel ; Claudel (« son » ambassadeur en Belgique au début des années 30) : « Le personnage n'était pas agréable, parfois méchant ; mais c'était un homme de très grande classe et un génie incontestable » ; Paul Valéry, Arthur Louré - dont il a édité le « Journal roumain » ; Jacques et Ritsa Maritain (« un tempérament de feu ») ; Jean Follin, « un poète très pur » ; Marguerite Yourcenar...

Comme sa conversation, le Journal de Jean Mouton est imprégné de spiritualité et d'esthétique, que l'on retrouve dans ses divers écrits. Avec subtilité et en toute modestie, il a ainsi longuement exploré les arcanes du patrimoine artistique (1). Proust, plus particulièrement (2). Charles Du Bos, avec lequel il eut une amitié profonde et qu'il assista dans ses derniers moments (3), mais aussi Gide, Stendhal, Claudel (4) et Truman Capote (5) ont été ses principaux sujets d'étude. Ses *Nouvelles nouvelles exemplaires* (6), enfin, incitent à la méditation. Aujourd'hui, cet esprit libre et toujours curieux s'intéresse à Joyce - « parce que, comme moi, il a été éduqué par les Jésuites et a été soumis à la torture de la conscience », - et s'est attaché par ailleurs à la mise au point de son journal, qui couvre la deuxième moitié de ce siècle. Souhaitons que les lecteurs témoignent à leur tour de cette belle énergie !

Valérie Cadet

- (1) *Suite à la peinture*, éd. Falaise, 1992 ; et *Du silence au murmure en peinture*, Desclée de Brouwer, 1999.
- (2) *Le Style de Marcel Proust*, éd. Cornes, 1948 ; et *Précis de la vie de Proust*, Desclée de Brouwer, 1963.
- (3) *Charles Du Bos, sa relation avec la vie et avec la mort*, Desclée de Brouwer, 1954.
- (4) *Les Intimités du regard chez l'écrivain*, Desclée de Brouwer, 1973.
- (5) *Littérature et sang-froid*, Desclée de Brouwer, 1967.
- (6) *Desclée de Brouwer*, 1977.

L'éditeur de Ceausescu privatisé

L'édition roumaine découvre la liberté mais l'euphorie entraîne quelques ambiguïtés

Le spectre des privatisations hante l'Europe ex-communiste. En Roumanie, notamment, les forces conservatrices, les bureaucrates et les anciens apparatchiks se sont ligüés pour l'exercice. En février, l'arbitrage du premier ministre, Petre Roman, a permis la privatisation d'Editura politica, propriété du Parti communiste jusqu'en décembre 1989. Disposant de moyens considérables, elle diffusait surtout « la pensée géniale » de Ceausescu. Après l'effondrement de la dictature, sous la houlette d'un nouveau directeur, Gabriel Liiceanu, philosophe et homme d'affaires, la maison change de nom et d'orientation. Face à la lenteur et aux hésitations de grands groupes français susceptibles de contribuer à la reconstruction de l'industrie du livre en Roumanie, les nouvelles éditions Humanitas se consacrent aux sciences humaines et sociales, s'assurant la participation financière d'investisseurs privés parisiens et

deviennent une société à responsabilité limitée avec 49 % de capital étranger. L'Etat conserve cependant le contrôle des réseaux de diffusion et de la distribution du papier.

Le catalogue nous renseigne sur les nouveaux objectifs. Retenons le rétablissement des liens avec la culture européenne, la reviviscence d'une pensée nationale occultée par la dictature communiste et, enfin, la publication « des plus importantes œuvres antiautoritaires de ce siècle ». Hétérogènes, trop hétérogènes (mais comment s'en étonner après plusieurs décennies de vide spirituel), certains choix contredisent quelque peu cette dernière priorité. Puisé dans les fonds éditoriaux occidentaux, le catalogue propose, certes, Bertrand Russell, Hannah Arendt et Adam Smith, Martin Buber et George Orwell, Vladimir Havel et André Glucksmann, Heidegger, Husserl, Jaspers et Jung. Portées par l'euphorie de la liberté, les éditions Humanitas publient également le

cours universitaire du professeur Nae Ionescu, théoricien avant guerre d'un « fascisme à visage roumain » et d'un antisémitisme virulent. Le rédacteur du catalogue prend quand même la précaution de nous avertir qu'il s'agit là d'une « des personnalités les plus controversées de la culture roumaine ».

Si en décembre dernier les victimes des librairies étaient vides, ce n'est plus le cas aujourd'hui. A côté d'Humanitas, d'autres éditions privées font florès. Ainsi G. Buzura, le directeur de la très sérieuse Fondation culturelle roumaine sous les auspices du ministère des affaires étrangères, vient de créer sa propre maison d'édition. Mais nous trouvons aussi dans les kiosques et sur les étalages dans la rue des publications pornographiques et d'autres exaltant la violence et la haine, imprimés à la sauvette et vendus aux passants. C'est, hélas, le prix à payer pour la liberté.

E. R.

Autres parutions

● Marin Sorescu : *La Vision de la tentère*. Dans une maison d'écrivains, le blaieau, la renarde et l'ours se disputent. Excellente satire visant les intellectuels. (Traduit du roumain par Jean-Louis Courriel, éditions Jacqueline Chambon, 250 p., 120 F.)

● Sanda Stolojan : *Avec De Gaulle en Roumanie*. Comment un grand homme d'Etat a su rendre l'espoir à un peuple tout en se laissant abuser par un paysan analphabète et rusé. (L'Horne, 100 F., 148 p.)

● Octavian Paler : *Polemiques cordiales*. Plaisirs et promenades nostalgiques à travers les mythes

européens dans la vision d'un journaliste jadis proche du pouvoir, aujourd'hui farouche opposant. (Traduit du roumain par Alain Paruit, Critérion, 150 p., 140 F.)

● Paul de Habsbourg, *Roumanie : Carol II, roi de Roumanie*. Le grand-père du prince Paul de Roumanie ne fut pas seulement l'homme politique fasciné et comblé par Magda Lupescu. Il était aussi un homme politique avisé qui aimait son pays. Écrasé entre Hitler et Staline, il ne put le sauver. (Traduit de l'anglais par Janine Hérisson et Henri Robillot, Denoël, 352 p., 140 F.)

Si pour vous écrire est une passion, écrivez-nous. Nous éditerons et diffuserons vos ESSAIS, MÉMOIRES, RÉCITS, ROMANS, POÈMES en LIBRAIRIES. LANCEMENT PUBLICITAIRE par PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION. LIBRAIRIES Envoyez dès maintenant vos manuscrits à LA PENSEE UNIVERSELLE

115 boulevard RICHARD LENOIR
75008 PARIS CEDEX 11
Tél. (1) 43 57 71 74
Compte d'édition par Fax, 01 43 57 71 74
(1) 03 57 sur la propriété intellectuelle.

très graves, a ajouté le chef de l'Etat roumain. - (AFP.)

de médiation de la Communauté en Yougoslavie. - (AFP.)

à ce titre, ne pouvait pas ignorer, à tout le moins, la série d'affaires qui défilait la chro-

A l'image du premier ministre, M. Wilfried Martens, qui s'est dit

après cinq ans de l'oubli, à Bruxelles comme à Strasbourg. - (AFP.)

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Mais où sont les Soviétiques d'antan ?

Les livres traduits du russe se pressent, cette année, de plus en plus nombreux dans les catalogues des éditeurs. En même temps, de moins en moins soviétiques... L'édition, en effet, colle de près à l'actualité politique (même si, souvent, dans d'autres temps, elle l'avait précédée), sans bien savoir où dénicher la perle qui pourrait être le livre-culte des années 90, sans même savoir si elle existe. On avait cru, on nous avait tant répété, que les auteurs écrivaient « pour la gloire ». Et il s'est révélé que les trois étaient vides, que le système avait empêché la création, anesthésié l'imaginaire, que les auteurs avaient été « empêchés », pour reprendre le terme du philosophe géorgien Merab Mamardashvili (*La Pensée empêchée*, Aubel). Même si certains surmontaient l'empêchement et qu'on n'est pas près d'oublier les émotions — et les informations — que nous apportèrent en leur temps une Evguenia Guinzbourg, un Chalamov, un Soljenitsyne.

Les temps ont changé... Les Russes, aujourd'hui, lisent moins des livres qui ne sont plus



Selon Boulgakov, « les manuscrits ne brûlent pas ».

inaccessibles ou interdits (alors que des margoulins publient en russe du porno, *Mein Kampf*, le *Protocole des sages de Sion*...). En même temps, les formidables chiffres d'abonnements aux journaux et aux revues s'effondrent. *Novy Mir* ne paraît plus depuis juillet 1990, écarté par la publication de l'*Archipel du Goulag*, attendu trop longtemps par 2700 000 abonnés...

Justement, l'auteur d'*Une journée d'Ivan Denisovitch*, durant les leçons de la fin du communisme, qu'il a exposées dans *Comment réaménager notre Russie* [Fayard, 1990], vient d'annoncer qu'il avait décidé d'interrompre la rédaction de la *Roue rouge*, son immense fresque historique sur la révolution russe [1]. Même si ce n'est pas son meilleur livre, on regrettera toutefois que le prix Nobel 1970 n'ait pu mener, au moins jusqu'à la guerre civile, l'entreprise ambitieuse de reconstruction de l'Histoire pour laquelle il avait rassemblé une documentation immense. Il y a là un signe : la temps n'est plus (ou pas encore) d'étudier 1917.

Les « grands »

● *Quinze lettres à Boris Pasternak*, de Marina Tsvetaeva. Rassemblées, traduites, remarquablement annotées par Nadine Dubouvière. Clémence Hiver, coll. « L'Épistolaire », Relié sous étui, 128 p., 115 F.

Entre 1922 et 1935, la somme disponible à ce jour (à l'exception des lettres de l'année 1926 publiées dans la *Correspondance à trois*, Gallimard 1983) de la correspondance des deux poètes d'égale grandeur, « Nous étions amis. Je conservais sur moi environ cent lettres d'elle, ses réponses à mes lettres », a écrit Pasternak qui a expliqué la perte des trois quarts, dans un train pendant la guerre « par excès de soin pour les conserver ». Ils ne se rencontrèrent qu'une fois. Déception. « Quelle non-renaissance ! », dira-t-elle, déplorant la « douceur », la lâcheté de celui qui « ne peut pas faire de peine ». « Vous allez chercher des cigarettes et vous disparaîtrez pour toujours », lui écrit-elle en 1935... Réver, écrire. Tout un itinéraire de passion et de passion des mots dans ce très beau petit livre. A quand une correspondance croisée avec les lettres de Pasternak ? Sera-t-elle un jour possible ?

Du même auteur : *Histoire de Sonetchka*. Au Théâtre Vakhtangov, dans « un Moscou qui ne croit pas aux armes », post-révolutionnaire, l'excitation de l'Amour, un requiem pour l'actrice dont elle vient d'apprendre la mort, l'être féminin le plus aimé (« Le baiser en amour, c'est l'eau de mer dans la soif. J'ai mieux gardé ma soif entière »). Un hymne enflammé, frémissant de liberté, de beauté, de jeunesse. La dernière grande œuvre en prose, écrite en 1937 à Lacanau-Océan. Traduit du russe par Véronique Lossky (Clémence Hiver,

256 p., 159 F.). Et aussi : *Phèdre*, la pièce, écrite en 1927, créée en français en mars 1991 par Sophia Loukachevsky. (Trad. Jean-Paul Morel, Actes Sud, 110 p., 80 F.)

● *Carnets d'un toqué*, d'André Bietly (1880-1934). Traduit par A.-M. Tassis Botton, postface de Georges Nivat. L'Âge d'homme, 346 p., 160 F.

Le livre capital, aux limites du néant, d'un grand visionnaire de la vie intérieure, disciple de Rudolf Steiner — l'auteur de ces chefs-d'œuvre que sont *Petersbourg*, *le Colombe d'argent*, *Kotik Letaiév*, — « l'un des plus extraordinaires geysers de nos jours dans la littérature russe », selon Georges Nivat. Une exploration hallucinante du Moi qui délire, à rebours, en avant, en zigzag, de la naissance à la mort, qui bascule dans la folie.

Du même auteur : *Symphonie dramatique* (1902). Un jeu de citations musicales ou poétiques dans un Moscou envahi de mysticisme. (Trad. Christine Zeytounian-Belouis, Ed. Jacqueline Chambon, 180 p., 110 F.)

Les exhumés de l'intérieur et de l'exil

● *Où finit l'escalier. Récits de la quatrième dimension*, d'Alexei Remizov (1887-1957). Trad. Gilbert Lévy, Jean Chuzeville, Denis Roche, Boris de Schloezer, Georges et Ludmilla Pitoeff, Jeanne Bucher. Ombres, 336 p., 130 F.

Un recueil de contes de cet éclatant contemporain des symbolistes (l'auteur des *Yeux tendus*, Gallimard, 1958, et de *Seurs en croix*, Ombres, 1986) ; influencé par Gogol, Dostoevski, les romantiques allemands, remarquable connaissance des contes de fée russes et de la langue populaire... Mélange de la vie diurne et de la vie

nocturne dans ces petits textes fantastiques et poétiques d'un pessimisme sarcastique qui n'ont pas vieilli.

● *Quatre jours*, de Vsevolod Garchine (1855-1888). Trad. André Cabaret. Circé, 172 p., 98 F. ; *la Fleur rouge*, Trad. Jean Gilles. Actes Sud, 156 p., 85 F.

Des récits plutôt désuets, mais obsédants, un peu fous, extraits d'un recueil de vingt nouvelles de 1883, d'un auteur représentatif des années 80 : un ancien soldat du tsar traumatisé comme le soldat blessé étendu sur le champ de bataille à côté du cadavre d'un Turc en putréfaction (*Quatre jours*), où d'un interné dans un asile de fous qui vit un véritable martyre pour décrire la fleur qui incarne tout le mal du monde.

● *A la recherche des âmes mortes*, de Sergueï Minin (1870-1933). Trad. Bernard Kreisel. L'Âge d'homme, 150 p., 130 F.

Un amateur d'antiquités et de vieux livres parcourt la Russie du début du siècle pour visiter les domaines des grandes familles afin d'acquiescer des livres rares ou de beaux objets de l'ancien temps. Les bibliothèques sont des poulaillers, les meubles entassés dans les greniers, les livres oubliés par des aristocrates illettrés, ruinés, en pleine déconfiture... Ce livre d'un auteur tout à fait inconnu est une vraie curiosité : après une série de voyages, entre 1895 et 1913, pour un rapport à l'Académie sur les bibliothèques des propriétés terriennes, il en a tiré ce roman de mœurs drolatique, à la fois gogolien et ichékovien, d'une Russie qui disparaît.

● *Une stance de spiritualisme*, de Mikhaïl Boulgakov (1891-1940). Trad. par André Cabaret. Circé, 134 p., 95 F.

« Je ne partage pas la certitude répandue sur la Friedrichstrasse que la Russie soit finie, bien au contraire : à mesure que j'observe le kaléidoscope moscovite, le présent me vient que tout est « en train de se faire » et que nous pouvons encore vivre assez bien... » Dix petits textes qui sont, librement, des descriptions savoureuses de la réalité soviétique, mêlant le grotesque au fantastique, moquant Lénine comme au « Bébête Show ». Choisis parmi les chroniques et les feuilletons publiés entre 1921 et 1926 par un Boulgakov, le persécuteur d'hier, dont on vient de fêter le centenaire, tout en révélant avec gêne (voir les *Nouvelles de Moscou* du 19 mai 1991) que ses *Journaux* récemment sortis des archives du KGB affichent un antisémitisme virulent (« Je ne doute pas qu'il est juif », écrit-il à propos d'Edouard Herriot venu faire des avances aux bolcheviks !). A quand un Boulgakov complet ?

● *Les Quotidiennes : les Sentimentales*, de Mikhaïl Zochetehenko (1895-1958). Trad. Meya Minoustchine. Solin, 84 et 132 p., 69 F. et 79 F.

De courts textes, jouteurs, parodiant un écrivain prolétarien imaginaire, écrits entre 1922 et 1929 par ce maître de l'Amour russe, réduit au silence en 1946, en même temps qu'Anna Akhmatova, pour son « esprit étranger à la littérature soviétique ».

● *Sainte-Hélène, petite île*, de Marc Aldanov (1886-1957). Trad. M. Hirschwald. Jacqueline Chambon, 132 p., 85 F.

Une fantaisie historique sur les derniers jours de Napoléon — Boney, comme on l'appelle là-bas — qu'a visité un aristocrate russe venu sur l'île pour rencontrer son idole. Emigré à Paris en 1919, Aldanov fut, paraît-il, le plus lu et le plus traduit des auteurs russes émigrés, entre les deux guerres, un peu comparable à un Stefan Zweig. Une reconstruction nostalgique en forme d'image d'Épinal, sans souci de la psychologie, mais distrayante.

● *Chemins nocturnes*, de Gallo Gaxdano (1903-1971). Trad. Elena Balzan, éd. Viviane Hanay, 264 p., 129 F.

Arrivé à Paris en 1923, ce chauffeur russe observe, fasciné, la ville et ses bas-fonds, étonné par ces gens qui se comportent sans retenue dans son taxi. Le Paris

des cabarets, des cafés, des maisons closes, les bals du samedi, tout un réseau plus ou moins interlope au temps des Années folles par un témoin qui raconte, et se fond dans la nuit.

● *Roquenal*, de Nina Berberova (née en 1901). Trad. Luba Jurgenson, Actes Sud, 88 p., 48 F. ; *A la mémoire de Schliemann*, trad. Alexandra Pletniouff-Boutin, 56 p., 48 F.

En cinq années, depuis l'*Accompagnatrice*, Berberova est devenue, en France, une vraie star. Il serait trop injuste de lui en tenir rigueur, de minimiser l'acuité de son intelligence et de son écriture, la beauté de certaines nouvelles (comme le *Mal noir*), l'intérêt de son autobiographie (*C'est moi qui souligne*), la lucidité de la chroniqueuse du procès Kravchenko (*L'affaire Kravchenko*) à cause d'un lancement par la parodie des lecteurs et à préférer dériver à doses homéopathiques des nouvelles en les qualifiant de « petits romans ». Avec succès. Le charme opère toujours. On se prend même à regretter d'arriver à la fin du cycle des nouvelles avec ces deux textes à la patte berberovienne.

Les jeunes et leurs aînés

● *L'Ecole des idiots*, de Sacha Sokolov. Trad. par Françoise Monat. Solin & Zoé, 296 p., 129 F.

Une école pour arriérés mentaux d'où le narrateur, un jeune schizophrène, considère le monde, le désordre du monde, mélangeant l'espace et le temps, l'avant et l'après, lui et les autres, d'un œil innocent et lucide. Un monologue touffu et tendre, dont la traduction conserve bien la fluidité, d'une superbe liberté de pensée et d'écriture, dans un univers dont il faut se protéger. Ni du KGB ni du système, mais de soi-même. Ce roman d'écorché, publié en 1976 aux États-Unis, republié en URSS pendant la perestroïka, ne ressemble à aucun autre livre soviétique de ces années-là, mais plutôt à Howard Butler ou au film de la Zélandaise Jane Campion (*An Angel at My Table*). Un livre qui restera.

● *Echos*, de Valeria Narbikova. Trad. Luba Jurgenson. Albin Michel, 215 p., 98 F. ; *Eros est russe*. Trad. Dmitri Scemman. Préface d'André Bitov. Ed. Hory, 208 p., 110 F.

« Elle avait envie de faire ce que vous savez avec qui vous savez. Mais « qui vous savez » n'appellait pas ». Ce début d'*Eros est russe* pourrait être aussi celui d'*Echos*. Deux romans de recherche érotique et verbale parus simultanément chez deux éditeurs, d'une connaissance de trente ans qui a ses admirateurs et ses détracteurs. Et qui ose manier, avec une liberté et une invention peu communes la langue et le sexe. Comme l'a félicité André Bitov : « *Narbikova parle justement de « ça », de ce à quoi tout le monde pense et que tout le monde craint, mais dont il n'a jamais été question dans notre littérature soviétique, ni même russe : et si même il en était question, c'était pour dire qu'il valait mieux s'occuper d'autre chose et de prendre son plaisir ailleurs que sur le papier... »* Pour l'instant, on attend autre chose de la prose de Valeria Narbikova, dont la modernité et les jeux appliqués — intraduisibles, dit-on — nous étonnent moins que ne le voudrait l'auteur, ivre de ses bonheurs langagiers et de ses interdits violés. A suivre : elle grandira.

● *Chronique privée*, de Viatcheslav Plesouskh, nouvelles. Trad. Simone Sentz-Michel. Actes Sud, 136 p., 119 F. ; et *la Nouvelle Philosophie moscovite*, roman. Trad. Françoise Godet. Actes Sud, 176 p., 110 F.

A qui reviendra la chambre de la vieille Alexandra Poumpianskaïa qui a disparu de l'appartement communal ? A partir d'une histoire sommaire toute banale dans la vie soviétique, une satire réjouissante et cocasse de la société et des sacro-saintes

particularités de la vie russe, présentée comme réflexion sur les liens entre la littérature, et la vie. « Sans la littérature l'homme ne peut devenir tout à fait un homme, car si certaines choses se transmettent de génération en génération par le sang des ancêtres, d'autres ne peuvent se transmettre que par les livres. » Une même recherche malicieuse, entre vie et littérature, se retrouve dans les nouvelles fasciées par le thème de l'écriture d'un des meilleurs auteurs révélés ces dernières années.

● *La Femme de mes rêves*, nouvelles de Boulat Okoudjava. Trad. Anne-Marie Susini et L. et J. Cathala. Albin Michel, 184 p., 98 F.

« Maintenant, on comprend tout. On explique tout : c'est de l'histoire. On oublie que nous avons vécu ce temps, que nous en avons été directement concernés, frappés, blessés... » Un beau recueil de nouvelles autobiographiques, écrites dans les années 70-80 par le grand chanteur-poète qui égare tendrement, sans rancune ni misérabilisme, des souvenirs habités : les retrouvailles avec sa mère après dix ans, l'été à Tbilissi, l'hiver à Kalouga, les brimades d'un officier face au soldat de dix-sept ans, les débuts du jeune professeur dans une école de village.

● *Le Petit Nuage de Gengis Khan* de Tchingiz Aitmatov. Trad. Richard Roy. Messidor, 150 p., 95 F.

Par l'auteur de *Djamilla*, le Kirghiz devenu depuis peu ambassadeur d'URSS au Luxembourg. Un récit qui, selon l'habitude de l'auteur, baigne dans les légendes, la steppe immense et une certaine défiance à l'égard d'une idéologie qui change la mémoire et les traditions, mêlant l'évocation du conquérant mongol à l'année 1953 et à la machination dont est alors victime Aboulkhan Koutybaïev, pour avoir traduit en russe une légende kirghize.

● *Le Don paisible*, de Mikhaïl Cholokhov. Trad. Antoine Vitez, postface de Claude Frieux. Presses de la Cité, coll. « Omnibus », 1402 p., 135 F.

Grandiose, énorme, superbe, le geste des Cosaques du Don, entre Blancs et Rouges, au temps de la Révolution et de la guerre civile, qui valut à Cholokhov le prix Staline en 1941, le prix Nobel en 1955. Claude Frieux y voit « l'œuvre la plus hautement et complètement opposée aux dénégations préchées exigées par les commissaires de toute la littérature soviétique ». La paternité de l'œuvre avait été contestée dès la parution du premier tome en 1928. Un dossier, en fin de volume, intitulé « Qui a écrit le Don paisible ? », fait le point sur la question ; et l'énigme reste entière.

● *Le Sablier*, d'Ekatérina Oltchakova. Trad. Françoise Andréieff et Hélène Chatelet. Préface de Léonide Pliouchitch. Ed. Deux Temps Tierce, 360 p., 150 F.

Fille d'un populiste juif et d'une mère orthodoxe russe issue de la petite noblesse, qui s'étaient rencontrés à Zurich où ils faisaient leurs études ; élevée dans la province de Koursk, puis venue à Petrograd en 1917, indignée des méthodes violentes de la révolution d'Octobre, elle avait rejoint les socialistes-révolutionnaires pourchassés dès 1918. Arrêtée en 1924, envoyée aux Solovki, libérée en 1927, de nouveau arrêtée en 1929, déportée à la Kolyma qu'elle quinquera en 1947, Oltchakova la S.R. avait rédigé ce livre diffusé en samizdat à partir de 1969 : les mémoires d'une femme remarquable qui, contrairement à une Evguenia Guinzbourg, est constamment un témoin hostile au régime dont les répressions n'ont jamais les convictions. Elle est morte en 1974, en Ukraine.

(1) Commencé en 1969, la *Roue rouge* devait couvrir, en vingt tomes ou « quarts », les années 1914 à 1922 ; elle s'arrête au printemps 1917. Quatre « quarts » en plusieurs volumes ont paru en russe (An 14, Octobre 16, Novembre 16, Mars 17 et Avril 17). Les deux premiers ont paru en français chez Fayard, qui annonce Mars 17 pour l'automne.

Du réalisme socialiste au troisième dégel

HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE RUSSSE

Le XX^e siècle

Gels et dégels

Œuvre dirigée par Eflim Etland, Georges Nivat, Ilya Serman, l'Uttorio Strada. Fayard, relié toile, 1092 p., 490 F.

Prévu pour être chronologiquement le dernier des six tomes (sans compter le septième sur les *Problèmes généraux de la littérature russe* et le table des matières), ce volume d'*Histoire de la littérature russe* couvre les années 1930 à 1980. Entreprise monumentale, commencée à l'initiative des éditions Einaudi, reprise par Fayard à partir de 1988, cet ouvrage tout à fait original, rédigé de façon à pouvoir être consulté par le grand public aussi bien que par le spécialiste, e le grand mérite de nous faire connaître les prosateurs et poètes connus, inconnus, méconnus, jetés et rejetés, d'une littérature remarquable par sa fantastique richesse et sa créativité.

On trouvera dans ces gros livres tous les auteurs cités dans cette page, et même bien davantage, dans une série d'articles qui, symboliquement et pour mémoire, s'ouvrent avec le réalisme socialiste (« En dépit du réalisme socialiste, en dépit de ses victimes et des sacrifices dont elle fut l'objet, la littérature russe n'est pas morte. Le réalisme socia-

liste, lui, est mort », écrit Strada pour présenter Gorki, Fedotov, Chokolov, Léonov. On trouvera ensuite une belle présentation historique-littéraire des années 30 par Michal Heller (Ilf et Petrov, Kaverine, Katkov, Platonov, Boulgakov, Mendelshtam), une étude sur la philosophie, la musique russe sous Staline, la littérature pour enfants (Merchak, Schwartz), la seconde guerre mondiale, le dégel et les poètes-chanteurs, la critique littéraire (Bakhtine, Propp, Eikhenbaum, Likhatchov, Iouri Lotman, etc.), la dissidence (Sinavski, Voinovitch, Viedinov, Zinoviev, Avdonov, Moudanov), les témoins de l'Internationale (Chalamov, Dombrovski, Grossman, Soljenitsyne). Le septième tome, avec une table des matières générale, permettra de s'y retrouver parmi les centaines d'œuvres et d'auteurs qui apparaissent dans plusieurs articles, dans plusieurs tomes.

L'Histoire est allée si vite que ce volume, préparé avec beaucoup de soin, ne nous paraît plus définitif et que l'ouverture des archives et des cœurs exigera, sans doute, des remises en perspective des œuvres, ainsi qu'une réécriture de certaines contributions, notamment de Soviétiques encore prisonniers de clichés et de langue de bois. Néanmoins, voici un outil cher, lourd, mais incomparable.

N.Z.

(1) Ont paru les deux premiers volumes du vingtième siècle : l'*Âge d'argent*, la *Révolution et les années vingt*. A paraître : *Des origines aux Lumières*, le *XX^e siècle*, l'époque de Pouchkine, le *Temps du roman*, *Problèmes généraux de la littérature russe*.

CULTURE



L'onde invisible

Une exposition des photos de Claude Bricage qui saisissent la théâtralité d'Antoine Vitez

Deux figures. Une femme, sa robe noire, ses cheveux, elle a le bras tendu et tient par la main une autre femme, plus élancée, robe blanche. Le nuage de leurs deux poings forme le centre d'une hélice, elles tournent, elles dansent presque, le bas de la robe blanche vole au vent, le bas de la robe noire reste droit, plus lourd. Quatre images d'envoies, les deux femmes, et, sous elles, un peu de côté, leurs deux ombres. Un écho de la jeune Paroche, de Paul Valéry : « Mon ombre, la mobile et la souple momie, de sa présence feinte effleurait sans effort la terre où je froissais cette légère mort. »

Danse, envol, oui certes, mais « explosive fixe », comme dirait André Breton, car cette profonde nuit, est infinie noir bleu, cette leur, ces deux femmes accrochées visages tendus haut vers le ciel comme deux anyées qui s'aspirent, qui cherchent à happer un souffle d'air, cela ne bouge pas, c'est une photographie de Claude Bricage. Une image de deux actrices qui jouent, chez Antoine Vitez à Chantiers, l'échange de Paul Claudel.

Une vision et une méditation

Comment croire qu'une image serait à même de susciter, avec cette charge si intense d'énergie spirituelle, ce que Paul Claudel avait, sur sa conscience, et ce qu'il portait dans le cœur, lorsqu'il réalisait une œuvre d'art, sur une plume de l'Amérique, ces deux femmes, celle de la robe noire, presque la sœur de Claudel, venue du village du nord de la France, et celle de la robe blanche, cette actrice, cette étoile, ce vent, ce feu ?

Claude Bricage ne réitère pas en photographie ce que nous voyons

sur la scène du théâtre. Il crée une vision et une méditation qui, hors de son intervention, n'a pas lieu. Comme si l'acte du poète et l'acte du metteur en scène et du décorateur et du créateur des lumières et l'acte des acteurs formaient à eux tous une substance sensible singulière qui, durant la représentation, s'élève, s'incline, se fragmente et d'un tel vrai faisceau d'ondes, alors, qui est le nord vital de l'art du théâtre, demandait l'acte, à son tour, d'un Claude Bricage, pour être gagé.

Chaque « photographique » est ainsi la mise au jour et la mise à la mémoire de ce que l'acte théâtral a enfanté. L'exposition au titre un peu rude, « De la théâtralité », permet de voir cinquante de ces « évènements » photographiques de Claude Bricage, volés à l'invisible au cours de représentations de Shakespeare, Claudel, Racine, Hugo... d'autres. Mais les vues les plus poignantes sont peut-être cinq images, appelées par Bricage « H17 », qui sont celles d'un homme, de l'ombre et de l'absence approchantes d'un homme, qui paraît se débattre contre la vie elle-même, comme un agnissant qui lacérerait ses draps parce que ses draps ne feraient qu'un seul nid de pieuvres envahissantes, éfrangentes.

Cette figure, qui, d'une image à l'autre, se dissout dans son propre corps, qui est-elle ? Le poète ? L'acteur ? Le « photographique » visionnaire ? Le théâtre soi-même ? Cette figure n'est pas la mort, ce serait trop facile à dire.

MICHEL COURNOT

► Maison du théâtre, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 juillet.



Les Ouzbeks sont arrivés, ils sont à Montfavet avant de présenter leur spectacle à l'intérieur des murailles. Ils parlent une langue chantante et ressemblent à tout le monde. Mais dès qu'ils vont sur scène, ils se parent d'un exotisme de légende, ramènent un parfum de mythologie barbare et raffinée. Leur théâtre joue sur le maquillage et le travestissement. Comme chez les Indiens. Ils ne sont pas si loin d'ailleurs. Devant eux, l'invitée indienne de l'AFAA sera moins dépaycée que dans le maelström avignonnais. Les fêtes ne manquent pas dans son pays, antérieurement payées par le gouvernement, car les places sont gratuites. Ce n'est sans doute pas l'avenir dont rêve, pour notre Festival, Bernard Faivre d'Arcier, directeur du théâtre au ministère de la culture. Il rêve d'un épanouissement, d'un rajeunissement. Déjà, on constate un renouvellement des noms : ainsi, c'est la première fois que Jean-Louis Martinelli s'y produit - aux Chantiers de Théâtre ouvert. Et les manifestations se diversifient. Claude Bricage, pour la deuxième fois, expose ses photos. Il trouve pourtant que la photo n'a pas, dans la presse, la place qu'elle mérite. C'est dans l'ordre des choses.

Un entretien avec Bernard Faivre d'Arcier

Le directeur du théâtre souhaite une meilleure circulation des cadres

« Je ne peux pas dire ce que va être demain le théâtre, explique Bernard Faivre d'Arcier, mais seulement ce que voudrait être l'action de l'Etat dans l'organisation des activités théâtrales, une action qui, bien entendu, dépend du budget : il sera discuté le 25 juillet. Il y a juste un an, j'annonçais la mise en œuvre des « scènes nationales » - institutions diverses consacrées à la production, aux coproductions avec les compagnies indépendantes. A présent elles sont là. Ce sont dix maisons de la culture et cinquante autres établissements qui ont été restructurés, dont les directions ont été renouvelées et le budget réajusté de façon à permettre la production. »

« On n'empêchera jamais les grandes institutions d'échanger leurs spectacles, c'est une affaire de plaisir, et de budget. Je sens chez moi, si n'existe pas, à côté, un réseau de PME. Nous sommes en train de l'agencer. On peut trouver au moins cinq centres de regroupement, gérés par des administrateurs, et qui mettent en marche des rencontres essentielles entre compagnies, à

Nantes, à Rennes, à Mauberge, à Strasbourg avec le Mailon, à Dijon avec Théâtre en Mai. Il faudrait que ces manifestations se concentrent, soient jumelées, qu'elles trouvent un prolongement à Paris, à la Cité internationale par exemple. J'y tiens. »

Les centres dramatiques, c'est vrai, paraissent sillonner à la traine, du moins plus rigides. Leur statut n'est pas en cause, si quelqu'un estime celui de son centre trop contraignant, je peux aider à le modifier. Quand l'un se libère, nous lançons des appels d'offre en demandant un projet concret. Nous ne choisissons pas seulement le prochain directeur sur le talent, mais sur la capacité de prendre en charge l'établissement, la capacité de s'adapter au lieu. Nous avons parfois des déceptions avec les collectivités locales. Avec la municipalité de Lyon, par exemple, qui voudrait récupérer le Théâtre du Huitième où Alain Françon est installé, et nous aimerions qu'il y reste. Quoi qu'il en soit, nous allons trouver une solution. »

Le problème, avec les centres dramatiques, tient moins aux

entrées qu'aux sorties. Le problème, c'est la génération en place. Quelques-uns pourraient arrêter pendant un temps les mises en scène et diriger des théâtres. Certains choisissent d'en sortir, comme Gildas Bourdet, auquel est accordée une subvention, la plus importante des compagnies indépendantes : 1 800 000 francs. A côté, Stéphane Braunschweig passe de 150 000 à 400 000 ou 500 000 francs. Evidemment, c'est moins. Mais on ne peut pas comparer. Et rien n'empêche, au contraire, une structure riche de le coproduire, même si l'on sait que l'argent va à l'argent.

« Ne nous affolons pas à propos du Festival d'Avignon. La part de l'Etat dans son budget n'a pas à être plus importante. J'ai au contraire demandé à la Ville d'augmenter la dotation. Ce qui devient malin, c'est son évolution. Le Festival est débordé. Il va finir par s'enfuir hors des murailles à la recherche d'endroits vierges, tranquilles, où l'on peut jouer sans subir le bruit de la ville. Il ne doit plus être le seul, le seul sur lequel s'abattent pendant trois semaines les

professionnels, les médias, les désirs et les contradictions de chacun. Sans compter le off, qui reçoit chaque année davantage de spectacles. Relâcher la tension est indispensable. Réfléchir à son avenir est urgent. »

« Je me sens à l'aise à l'égard des compagnies, de la nouvelle génération des metteurs en scène ; des scènes nationales. A la rentrée, l'organisation des théâtres nationaux va être revue. La profession s'est « moralisée » au-delà des espérances, tout le monde m'envoie le compte de ses activités, de ses budgets, de ses salaires... Finalement, la question donlonrense est celle que posent les quadragénaires en crise d'identité : ils n'ont eu leur centre dramatique, ils n'ont plus rien à conquérir, ils n'ont leur notoriété, leur sécurité, ils n'ont plus qu'à chercher ce qu'ils vont monter et programmer la saison prochaine. Et ils se demandent ce qu'ils vont devenir. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

Eloge du chantier

En plein Chantiers de Théâtre ouvert, rencontre avec Jean-Louis Martinelli et Charles Berling

Jean-Louis Martinelli, directeur du Théâtre de Lyon dans il a pris la direction en 1987, a rejoint en très peu de temps la famille des grands metteurs en scène. Son travail sur Quartett, d'Heiner Müller, avait séduit. Son adaptation pour la scène de la Maman et le Putain, de Jean

Eustache, fait déjà date. Dans ce spectacle bouleversant, Anouk Grinberg et Charles Berling reformaient le couple impossible qui, en son temps, avait marqué le cinéma. A la Charreuse, et l'invitation des Chantiers de Théâtre ouvert, Jean-Louis Martinelli et Charles Berling se sont

rencontrés autour de l'écriture d'Eustache.

Jean-Louis Martinelli. - « Ce qui m'intéresse dans ce chantier, c'est de poser la question de la forme et de la représentation en changeant la règle du jeu, en posant une autre façon de travailler. Jean-Luc Godard a dit que « la façon dont on travaille, c'est ce qu'on produit ». Ces chantiers supposent, par la rapidité qui est leur règle - six jours d'élaboration, - que l'anné se connaît parfaitement. Rien ne serait possible sans connivence, sans famille. »

Avec Charles Berling et Sylvie Millaud que j'ai retrouvés ici, nous avions travaillé sur la Maman et le Putain. Cela nous a été beaucoup plus facile de travailler vite et d'ouvrir de nouvelles pistes autour d'Eustache. Et déjà, nous parlons du travail sur Céline que nous ferons ensemble. L'idée du chantier est donc importante car elle va contre l'idée du coup de l'événement. C'est la recherche que je mène dans mon théâtre : il s'agit de penser la durée, comme un peintre qui aurait dix toiles en chantier en même temps.

Charles Berling. - « L'acteur se heurte souvent à une contradiction : la carrière individuelle et le désir de troupe. Si j'ai fait partie des APA (1), c'était pour manifester le désir de faire partie d'un groupe qui voulait travailler différemment. Mais, dans les structures actuelles de production, l'acteur doit se défendre de manière terriblement individuelle. »

A mes débuts, j'ai vécu les aventures collectives du TNS, avec Jean-Pierre Vincent, avec les Mirabelles. C'était la fin d'une période. Nous sommes nombreux aujourd'hui à regretter le principe de la troupe. Ainsi que l'idée de répertoire qui l'accompagne. Aujourd'hui, on travaille pour tel ou tel, il est très difficile de reprendre une pièce deux ans après sa création. Pourtant, le travail de l'acteur passe par la répétition, la reprise. »

J.-L. M. - « On peut retrouver l'idée des chantiers de Stanislavski.

Il avait inventé la « villégiature » du Théâtre d'art de Moscou. La troupe partait deux ou trois mois l'été à la campagne et répétait dans une grange, chaque jour, du matin au soir, les spectacles de la saison suivante. »

Le temps habituel de la production est aujourd'hui de deux mois de préparation. Economiquement, il est impossible d'étendre ce temps mais il est possible - nous l'avons fait sur la Maman et le Putain, ou Conversation chez les Stein - d'étendre le temps des répétitions. On travaille pendant une semaine ou dix jours, on s'arrête six mois et puis on reprend. C'est une façon de combattre le temps et de permettre à l'acteur d'arriver à maturité. »

Ch. B. - « Dans un parcours d'acteur, c'est très enrichissant de pouvoir reprendre un spectacle quelques mois ou quelques années plus tard, comme on reprend la lecture d'un livre. Continuer aujourd'hui à travailler sur Eustache, c'est important. Et avec Martinelli. Quand il m'a parlé de Céline, je savais que j'accepterais, parce que les spectacles s'enchaînent tout naturellement. »

J.-L. M. - « La grande idée du chantier est que le spectacle n'est pas un objet fini. Quand on dit « c'est le chantier », on veut dire que c'est un peu le bordel. C'est plutôt bien, car cela signifie qu'on y arrive avec des échecs un peu défectueux. Eustache donne une définition de la Maman en disant que c'est un film défilé, qui montre à perte de vue l'insatiable, le vide, le manque. Cela me plaît. »

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT

(1) Acteurs, producteurs associés groupe fondé il y a quatre ans par une cinquantaine de professionnels avides de nouveaux processus de création.

► Solo histoire, de Jean Eustache, d'après Jean-Noël Picq. Thial de la Charreuse. Les 18 et 19 juillet, à 19 heures.

Un regard indien

M^{rs} Sinha Gayatri est indienne, journaliste au quotidien India Express, elle écrit dans deux magazines c'est-à-dire pour environ cent millions de lecteurs. Elle fait partie des invités de l'AFAA (le Monde du 17 juillet) et arrive dévorée de curiosité. Elle veut tout savoir : les relations du Festival avec la Ville, avec les Avignonnais, avec les spectateurs, avec le théâtre. Elle s'étonne de voir réunis les spectacles qu'elle appelle urbains, ou élitistes, « avec de riches décors, des débordements de lumière », et ceux qu'elle définit populaires « plus près de la peau. »

Au-delà des différences de langage, trouver des points de repère communs est compliqué. « En Inde, explique Sinha Gayatri, il existe des festivals sauvages que l'on essaie d'ordonner, de canaliser. Ils sont entièrement payés par le gouvernement, parce que les pièces sont grandes. En France, c'est tout le contraire. J'ai l'impression qu'il y a une structure et, à l'intérieur, on essaie de se montrer spontané. Ce que l'on appelle chez nous « festival » s'apparente aux fêtes religieuses. Ils ont lieu dans des villages, les habitants y participent et s'y préparent pendant toute l'année. »

« Le gouvernement donne beaucoup de subventions au théâtre classique, qui est très

riche artistiquement, très suivi, très varié : chaque Etat, et il y en a un grand nombre, possède une ou plusieurs troupes traditionnelles. Mais c'est un choix que le pays devra faire : soutenir la tradition ou les auteurs contemporains. »

« Les capitales privées investissent dans le cinéma, la peinture, le dessin, la musique. Pas dans le théâtre d'aujourd'hui. Prithviraj Kapur, acteur et metteur en scène extrêmement célèbre, a pris un théâtre à Bombay et le tient avec son propre argent. D'une manière générale, les mécènes sont rares. Les contacts avec l'Occident aussi. Nous avons reçu quelques spectacles de RDA et des Etats-Unis. Le Mahabharata de Peter Brook a déconcerté pas mal de publics. Non, nous ne connaissons pas l'Inde, d'Ariane Mnouchkine. A l'école, nous apprenons Molière. Nous connaissons les auteurs jusqu'aux années 50 : Beckett, Ionesco, Artaud, Genet. Et Brecht, qui s'adapte parfaitement à notre culture quand il traite d'organisations sociales féodales... Le théâtre chez nous est un pied dans le concret, l'autre dans la religion, le fantastique, l'irrationnel. Nous cherchons des formes susceptibles d'éclairer notre réalité. »

C. G.

CINÉMA

La violence aux deux visages

L'étrange biographie de deux gangsters jumeaux

LES FRÈRES KRAYS de Peter Medak

Ronnie et Reggie Krays sont nés à une heure d'intervalle, le 24 octobre 1933, dans un quartier pauvre de Londres. Après une carrière de truands dans les années 50, ils sont devenus au début des sixties la coqueluche canine de nombre de célébrités, et pouvaient répondre à la question « Connaissez-vous les Beatles ? » : « Non, mais eux nous connaissent. » Ayant poursuivi et étendu leurs coupables activités en prenant contact avec la mafia américaine, ils purgent depuis mars 1969 une peine de trente ans de prison.

L'idée de porter leur histoire à l'écran est née au sein du groupe rock Spandau Ballet, dont les deux fondateurs, Gary et Martin Kemp, interprètent les rôles tirés. Le scénario fut confié au réalisateur de l'étrange Enfant miroir, Philip Ridley, et la réalisation à Peter Medak, rapatrié des Etats-Unis.

Tous ces gens ont conçu un surprenant produit, en tentant de réconcilier l'équation : comment raconter la vie de deux fratries crapuleuses avec les méthodes du cinéma populaire sans les rendre sympathiques ni susciter la lassitude ?

Réponse : en changeant sans cesse de ton. Les Frères Krays commencent comme une chronique naturaliste d'époque teintée de sentimentalisme (l'enfance difficile), dévie vers le polar (la mise sur pied du gang), fait un crochet vers l'épouvante (le sadisme « inutile » de meurtres perpétrés par Reggie et Ronnie, décidément pas nets), pour finir par livrer sa clé secrète, le rapport névrotique unissant les deux frères à leur mère.

Il faut du temps pour admettre l'artifice du procédé, pour sortir des fausses pistes du réalisme biographique. Le temps nécessaire pour comprendre comment le film fait feu de tous bois afin de jeter une inquiétante lumière, en se consumant dans une vérité délicate.

JEAN-MICHEL FRODON

Costa-Gavras participera à un festival en Afrique du Sud. Le réalisateur Costa-Gavras participera au mois d'août au festival du cinéma organisé par l'hebdomadaire sud-africain de gauche Weekly Mail, a annoncé le journal dans un communiqué. Le réalisateur de Z, de l'Aveu et récemment de Music Box donnera également des cours sur l'écriture de scénarios.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS Juillet/Août 1991

LES RÉFUGIÉS

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

en Allemagne avait pu susciter quelques illusions.

très graves, a ajouté le chef de l'Etat roumain. - (AFP)

de médiation de la Communauté en Yougoslavie. - (AFP)

à tout le moins, la série d'affaires qui défrôlent la chro-

A l'image du premier ministre, M. Wilfried Martens, qui s'est dit

Bruxelles comme à Strasbourg. - (AFP)

CULTURE

ARCHITECTURE

Les au-delà de l'Arche

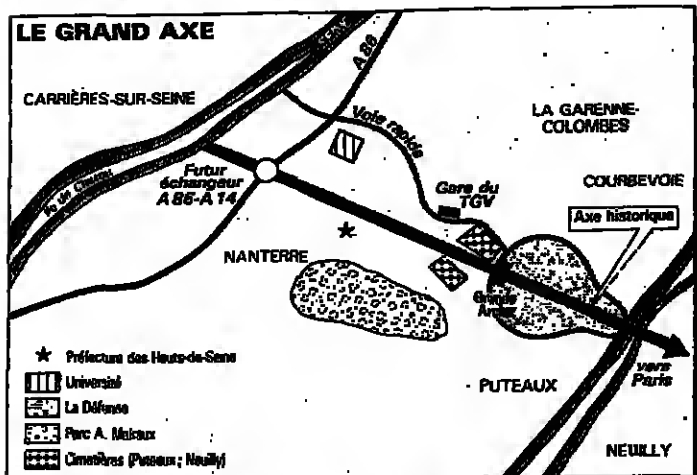
Suite de la première page

La monumentalité sera accentuée entre le bâtiment de Spracklen et l'Université de Nanterre. L'axe accueillera la circulation locale tandis que l'autoroute A14 qui le double sera enterrée.

Il ne sera jamais une barrière entre le sud et le nord : les liaisons transversales, de banlieues à banlieues, seront favorisées. La vue vers la val-

enterrée - comme le RER - la voie rapide rejetée au nord le long des voies ferrées. L'avenue doit être un élément de liaison et non une coupure. L'urbanisme sera traité quartier par quartier et à l'échelle humaine, les hauteurs limitées pour préserver la vue : le « grand paysage » de la Seine et des terrasses de Saint-Germain, terminus « naturel » de l'axe.

Mais derrière l'affirmation de ces grands principes et la volonté répétée de dialoguer avec les habitants de Nanterre, on sent un grand flou. La tour infinie de Jean Nouvel doit être construite, nous dit-on. Que signifie alors la limitation des hauteurs ? La création d'une nouvelle gare du TGV et le palanquin de la ligne de métro n° 1 est encore hypothétique, qu'en dira-t-on. Creusera-t-on



l'axe de la Seine sera préservée. Les cimetières seront aménagés mais maintenus. La nature - les espaces verts et l'eau - devra se réconcilier ici avec l'urbanisme.

Belles orientations auxquelles les trois lauréats ont essayé de coller. Si l'Université imagine un axe quelque peu sinuex, il propose un contrôle des hauteurs pour sauvegarder les traits essentiels du paysage et quelques points forts : les cimetières, les deux gares (RER et TGV), l'université, les « spolders » du bord de Seine.

BBAB voit l'axe comme un boulevard rectiligne, doublé d'un canal de 20 mètres de large, bordé d'arbres au sud et d'un transport en viaduc au nord. Les cités HLM, futur noyau urbain, sont densifiées. Trois grandes voies perpendiculaires à l'axe - des « agrafes » - assurent la transversalité. Un quartier résidentiel s'élève au bord du fleuve.

Canal encore pour le Forum de réflexion : l'eau est le thème fédérateur des trois architectes. Intégration et densification des tissus urbains, maillage des vides inter-banlieues. Sur l'axe, trois pôles : médiation à proximité des cimetières, réflexion autour de la place des Pouvoirs (préfecture, palais de justice, etc.), imagination du côté de la Seine, avec des équipements culturels.

« Respecter la démocratie »

Le choix de l'EPAD est difficile. D'abord parce qu'il faut vaincre un certain nombre de résistances. A commencer par celle de la ville de Nanterre que l'axe va traverser. Le premier adjoint au maire, M. Michel Loubier, faisait parti du jury mais il a refusé de prendre part au vote. Il regrette « le principe même du concours lancé sans consultation préalable d'aucun élu tant au plan local que départemental et régional et surtout sans les habitants de Nanterre ». Le projet, s'il se réalisait, se traduirait par une dégradation des conditions de vie dans notre ville. Nous refusons la densification de notre cité qui se traduirait par une augmentation de 25 000 à 30 000 habitants supplémentaires. Nous avons nos propres projets - création d'une base de loisirs de 25 hectares sur les bords de la Seine - que nous mettons de concert avec les Nanterrois. Nous avons été élus sur un programme municipal. L'EPAD doit respecter la démocratie.

Autre gêne : l'EPAD, qui désire entamer les travaux dans des délais assez brefs, vient de se voir ponctionner par l'Etat de 1 milliard de francs (il est obligé de contracter un emprunt de 700 millions). Comment dans ces conditions ne pas imaginer que l'établissement public ne va pas chercher à valoriser au maximum l'opération en augmentant la surface dévolue aux bureaux (600 000 mètres carrés) par rapport à celle des logements (12 millions de mètres carrés) ? Aussi doit-il se défendre a priori d'une dérive « affariste » dont le taux par exemple Yves Sautmont, conseiller général (PC) des Hauts-de-Seine.

La volonté affichée de travailler avec toutes les équipes - y compris celles qui n'ont pas été couronnées - n'indiquait-elle pas le malaise et le brouillard qui entoure la réalisation de ce programme complexe ? La page à remplir est loin d'être blanche. Le grand axe va sillonner un terrain discontinu, hérisse de cités hétéroclites et de zones pavillonnaires, et trop souvent d'activités dépotiques que Paris a, depuis des décennies, repoussées à l'extérieur de ses limites.

Ce n'est pas un hasard si la référence à l'écologie, à la nature, est constante. Pas de dalle, affirme-t-on à l'EPAD, présence de zones vertes, de l'eau partout, la voiture, présente mais pas dominante, l'autoroute

vraiment un canal jusqu'à l'Arche ? On ne sait toujours pas si l'échangeur autoroutier qui fera communiquer l'A 86 et l'A 14 pourra être enterré. Il va falloir ruser avec les constructions existantes, avec les finances, avec la municipalité de Nanterre qui voit d'un très mauvais œil les mutations sociologiques que ne manquera pas d'appartenir, à terme, le bouleversement de la ville (c'est un des derniers bastions du PC dans les Hauts-de-Seine).

L'équipe gagnante paraît néanmoins sereine. Elle a, il est vrai, une bonne connaissance du dossier puisqu'elle est déjà chargée par le recteur de réaménager l'université et par la ville de densifier le quartier où celle-ci est implantée. Mais ce savoir suffira-t-il à convaincre l'EPAD qui semble surtout à la recherche d'une boussole ?

EMMANUEL DE ROUX

ARTS

La mort de Robert Motherwell

Le peintre américain est décédé le mardi 16 juillet à Provincetown (Massachusetts). Il était âgé de 76 ans

Il y avait de la musique chez Motherwell, l'une des figures principales de la peinture abstraite américaine de l'après-guerre : de la symphonie et de l'improvisation, du chant sérieux et du divertissement. Tout son univers plastique depuis les années 40 est plein de ces morceaux légers - collages brillants de papiers mêlant signes, lettres, emballages de livres, de cigarettes et de plaques de couleurs vives - qui alternent avec les grands morceaux lourds comme les célèbres suites noires des *Elégies*, où le peintre porte à l'échelle monumentale l'ensemble de ses préoccupations : construction de l'espace, maîtrise de la forme, du geste, de la couleur, contrôle des hasards, des accidents nés de l'approche spontanée, de l'entrée de plein pied dans le périmètre des toiles.

L'œuvre de Motherwell est une vaste entreprise de conciliation et de dépassement de données contradictoires, du structuré et du non-structuré, du spontané et du réfléchi, du sentiment et de l'intellect, du conscient et de l'inconscient. Qui tendrait à exprimer l'homme dans sa totalité.

Cette entreprise est à l'image d'un artiste humaniste, nourri de culture européenne, intéressé par la littérature, la poésie ; d'un artiste qui a été aussi enseignant, éditeur, théoricien, conférencier dans les plus grandes universités. Et dont l'œuvre n'a cessé de s'enrichir d'une profonde réflexion sur la création des autres, mais repensée à la lumière d'un vécu, au contact de la terre, du ciel, de la lumière, de la chaleur humaine.

En 1940, Motherwell a vingt-cinq ans (il est né en 1915 à Aberdeen, Etat de Washington). Il a déjà voyagé en Europe, commencé

l'étude de la littérature française, de Baudelaire à Gide et à Proust. Il est diplômé de philosophie, a fait une thèse sur le *Journal* de Delacroix, a étudié à Paris le symbolisme et le romantisme, traduit Signe, s'est intéressé à la psychanalyse. En 1940, Motherwell a un professeur, Meyer Shapiro, qui l'encourage à se consacrer entièrement à la peinture et lui fait rencontrer les surréalistes en exil à New-York : Ernst, Masson, Miro, Breton.

Autant dire qu'il est tout particulièrement apte à comprendre tout le parti que lui et ses amis, Pollock, Rauschenberg ou De Kooning, peuvent tirer de l'écriture automatique, et du risque qu'ils prennent en cherchant à exprimer le plus authentiquement possible l'expérience humaine, en poussant la peinture vers l'expression d'un langage universel.

A la même époque, Motherwell est aussi intéressé par Mondrian, Klee, Picasso. De fait, il ne se jette jamais à corps perdu, comme Pollock, dans ce qu'on a appelé l'action painting. Et il occupe une position en marge de l'abstraction gestuelle des ses débuts, des années 40 où on perçoit chez lui un fort besoin de rationaliser, de diriger, de sélectionner, d'abstraire, d'orchestrer.

Une force primitive archaïque

Les *Elégies*, dont il trouve le motif en 1948 dans un tout petit format qu'il portera à l'échelle monumentale, et dont la série comporte plus de cent trente tableaux, montrent cette préoccupation primordiale que partage aussi un Rothko : celle d'affirmer l'émotion

et la transmission intense des sentiments comme sujet de la peinture. Motherwell avait été très marqué, comme beaucoup de jeunes Améri-



SIPA

cains de sa génération, par la guerre d'Espagne, et il dédie les premiers de ces tableaux à la République espagnole défunte.

Ce sont de grands chants funèbres, qui renvoient à toute une symbolique essentielle en livrant l'espace à un combat puissant d'ombres et de lumières, de noirs et de blancs intenses brossés superbement, de plans verticaux et de formes ovoïdales prises en étau. S'en dégage une force primitive archaïque, mégalithique, ramassée dans une organisation claire et tendue de l'espace, à fleur de surface. Où

l'évocation de la vie double l'image même de la mort, dans le respect absolu d'un principe d'unité spatiale vers lequel l'artiste tend encore plus dans la grande suite des *Open* commencée en 1967.

Les *Open*, c'est l'autre nature de Motherwell. Son côté zen, quaker, où il se montre plus préoccupé par l'air et l'atmosphère, les couleurs - un bleu, un rouge regorgant de lumière - et l'ambiguïté d'un espace infini perceptible comme une surface picturale plane. Là encore la suite a été enclenchée par un « fait extérieur » : la découverte, a dit l'artiste, de la beauté d'une toile posée contre une autre plus grande, dans son atelier où il faisait du rangement.

Motherwell, qui trace alors une ligne sur la grande toile en suivant le contour de la petite, définit ainsi une porte. Et se lance dans de nouvelles investigations, retourne la toile, dirige l'ouverture vers le haut, nourrit ces nouvelles données aériennes d'une réflexion sur le thème de la fenêtre dans la peinture occidentale. Marissé n'est pas loin. Motherwell, refusant la distinction entre la qualité atmosphérique du dehors et celle du dedans, débouche finalement sur un unique champ chromatique animé seulement par un brossage ample des couches de couleurs fines et transparentes de ciel, de mer ou de terre.

Peindre pour le plaisir de peindre, au grand jour, à la lumière, dans la plénitude de la peinture aura été une des forces de Motherwell, dont la trajectoire est aussi marquée par de grandes visions dramatiques, plongeant dans la nuit, le gouffre, aux sources de la création et de la vie.

GENEVIEVE BREERETTE

SPORTS

Organisateur des prochains Jeux méditerranéens

Le Languedoc-Roussillon médite la leçon d'Athènes

Le conseil régional du Languedoc-Roussillon a envoyé, entre le 28 juin et le 13 juillet à Athènes, cent quatre-vingts élus et conseillers techniques pour tirer les leçons des onzièmes Jeux méditerranéens qui ont regroupé 2 750 athlètes venus de 18 pays. Le drapeau des Jeux a été remis, lors de la cérémonie de clôture, au président UDF du conseil régional, M. Jacques Blanc, chargé d'organiser en France la prochaine édition en juin 1993.

ATHÈNES

de notre envoyé spécial

Réussir les Jeux d'Athènes tenait presque de la gageure. Après les incertitudes nées de la guerre du Golfe, mais surtout traumatisés de s'être fait supplanter par Atlanta pour l'organisation des Jeux olympiques de 1996, les Grecs n'avaient guère placé dans une situation favorable. Plusieurs délégations ont également été handicapées par les conflits internes à leurs pays. Vingt-huit Slovénes sont rentrés chez eux dès le début des épreuves. Les Algériens n'ont envoyé qu'une vingtaine d'athlètes, dont peu de femmes. Les Albanais n'étaient que trente-huit. Mais le niveau sportif de cette compétition, généralement médiocre, tient plus du manque d'intérêt que lui ont témoigné bon nombre de fédérations de pays du Nord. La France elle-même n'avait pas envoyé d'équipe de football.

La cité d'un éventuel succès populaire et médiatique en Languedoc-Roussillon ne pourra donc passer que par une revalorisation de la compétition. « Nous n'allons pas continuer à dépenser l'argent de notre région au nom de la France si c'est pour avoir quelques déceptions au niveau de la participation de certaines fédérations », affirme M. Laurent Thiéule, directeur du comité d'organisation des Jeux de 1993. Un milliard de francs d'investissements dans des équipements sportifs ont en effet été consentis, pour un budget de fonctionnement qui sera de 445 millions.

Le comité des Jeux de 1993 propose une panoplie de mesures destinées à les rendre plus attrayants : l'instauration de primes à la victoire ; l'organisation de soirées d'athlétisme colloques sur les meetings ; une harmonisation des calendriers sportifs pour éviter la concurrence entre les compétitions. Les stades devraient être desservis par des cars et des navettes gratuites, dont on négocie en ce moment les modalités avec la SNCF. Un accord de télédiffusion est également en bonne voie avec Antenne 2 et FR3. Les équipements sportifs, quant à eux, devraient être plus adaptés. Ceux d'Athènes, construits en prévision des JO, et donc démesurés, ont cruellement mis en valeur la déshérence du public.

JACQUES MONIN

FOOTBALL : face à un déficit de 57,6 millions de francs

Le club de Nice dépose son bilan

Le comité directeur du club de football de Nice (deuxième division) a décidé, mercredi 17 juillet, de demander le dépôt de bilan du club devant le tribunal de grande instance de la ville. L'OGC Nice, dont le passif est évalué à 57,6 millions de francs, pourrait être placé en redressement judiciaire. Dans ce cas, il continuerait à exister sans avoir à combler son passif, évitant ainsi la mise en liquidation.

La démission des dirigeants azuréens était prévisible. Elle intervient à trois jours de la reprise du championnat de deuxième division, samedi 20 juillet. Le club ne tombe donc pas sous le coup de l'article 9 des règlements de la Ligue nationale, qui prévoit la rélegation en division inférieure d'un club placé en redressement judiciaire en cours de compétition. L'équipe de la Côte d'Azur avait terminé à la quatorzième place du dernier championnat de première division, mais avait été rétrogradée en deuxième division en raison de ses difficultés financières (le *Monde* daté 7-8 juillet).

Le 78^e Tour de France

La grogne du peloton

Les coureurs du Tour de France ont observé un mouvement de grève, retardant le départ de la douzième étape, Pau-Jaca, jeudi 18 juillet. Ils ont obtenu le réintégrément du Suisse Urs Zimmermann, qui avait été éliminé pendant la journée de repos, mercredi 17 juillet, pour avoir rallié Pau en voiture et non pas avec l'avion de l'organisation.

PAU

de notre envoyé spécial

Même un jour sans étape peut réserver des surprises. Mercredi, alors que l'épreuve était interrompue pour permettre aux coureurs de rallier Nantes à Pau, la direction du Tour a décidé l'exclusion d'un concurrent. Comme si elle voulait montrer son autorité, le lendemain de l'abandon de l'équipe néerlandaise PDM, elle a appliqué à la lettre le règlement, privant ainsi le Suisse Urs Zimmermann des « plaisirs » de la montagne.

Le transfert aérien était obligatoire, « dans le souci d'une équité totale entre les concurrents ». Certains, comme Laurent Fignon ou Ger-Jan Theunisse, s'étaient vu refuser l'autorisation d'utiliser d'autres moyens de transport. Bravant l'interdit, le Suisse Pascal Richard avait pris un autre avion, mardi soir, pour aller consulter à Cannes un chiropracteur seul capable, paraît-il, de le guérir d'une douleur à l'épaule. Considérant que « les raisons médicales étaient avérées », les organisateurs ne lui ont infligé qu'un « avertissement ».

Il se sont montrés plus sévères avec son compatriote Urs Zimmermann, qui a préféré voyager en voiture. Considérant que son billet d'avion avait été retiré, au départ de Nantes, par des membres de son équipe, ils l'ont accusé de « tentative manifeste de dissimulation ». Tel un collègue pris en faute, le coureur de trente-deux ans, troisième du Tour en 1986, a été exclu de la

compétition. Les organisateurs ont dénoncé « l'ignorance flagrante des règles ». Ce soudain retour au règlement a provoqué la colère des directeurs sportifs qui réclamaient, jeudi matin, la

réintégration de Zimmermann. La majorité des coureurs « agréés » ne portaient pas de casque, cet autre objet de litige avec les autorités du cyclisme.

SERGE BOLLOCH

Pin's

PAU

de notre envoyé spécial

Une journée de repos sur un Tour de France est généralement l'occasion de faire une bonne lessive. Profitons donc de ce repos à Pau, où le camion du pressing Hidelgo ne demande qu'à rendre service, car avant Paris l'occasion ne se représentera pas. Au pied des Pyrénées, le Tour s'arrête à un nouveau départ. Les seigneurs de la montagne se guettent déjà à chacun des tournants et des épingles à cheveu. Profitons vite de ce dernier plat pour parler pin's.

Que les enfants de sept ans fassent collection de pin's, c'est de leur âge. L'accumulation, la rétention, font partie d'un stade cognitif que les psychanalystes connaissent bien. C'est bricoler sur du carton des suppléments à la caravane - « des pin's, s'il vous plaît » - montre à quel point il ont compris que l'on n'obtient rien sans réclamer. Et cela doit les occuper au moins toute une journée. Dans les voitures, on peut préférer d'autres pancartes inventives comme « Bravo le Tour » ou « Poursuivez le rapin ». Mais à chacun son style ; après tout c'est l'été.

Que le confettier de la Fère-Champenoise pioche sous le poids de ses trophées, qu'elle ait acheté 60 francs ce qu'elle croyait l'un des 108 pin's « officiels » du Tour et qu'elle se soit trouvée dotée d'un mini-velo en kit, impossible à monter, c'est son affaire. La caravane vend à tout-va, à défaut de donner gratuitement, comme le déplorait

vivement les spectateurs des bords de route. Elle emporte même distribuer un million et demi de pin's, tous sponsors confondus, d'ici au 28 juillet. Que les coureurs eux-mêmes viennent à demander des pin's au motard qui les double, ne signifie rien d'autre qu'une envie de s'emparer avant le premier sprint, même si Claudio Chiappucci, qui était « encore gosse il n'y a pas si longtemps », est un collectionneur de choc.

Mais que des représentants de l'Etat succombent publiquement à la « pinomania », que des militaires sortent leurs constellations de badges de dessous le tableau de bord aux fins de les marchander avec des adolescents : que des policiers chargés de la sécurité de la route s'approchent des pers-brise en réclamant des pin's, sans autre forme de commission rogetoire ; qu'un ripou lyonnais propose d'échanger une plaque professionnelle contre un insignes rare ; que des spectateurs en manque, de Montcornet (Aisne) à Montfaucon (Loire-Atlantique), que des mamans subitement contaminées se précipitent sur les voitures de presse pour quémander : que la France estivale n'ait plus qu'une question à se poser, dene le registre grammatical désormais porté au rang d'institution nationale - « vous z'avez pas un pin's ? » - ; tout cela, sur la route du Tour, donne envie de répondre, un jour de repos, aux amateurs, que, de ces pin's publicitaires, on n'en a ni à crer.

CORINE LESNES

كتاب النجلى

TUNISIE C

Tel.: 7 421

سكنة الجبل

SPECTACLES

JEUDI 18 JUILLET

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Pierre Georges-Pompidou (1929-1972)

12-33, T.I.J. et mar. de 12 h à 22 h, dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

A TODO COLOR. 42 illustrations espagnoles de livres pour la jeunesse. Sala d'accueil. Jusqu'au 16 septembre.

MICHAEL ASHER. Galeries contemporaines. Jusqu'au 15 septembre.

ANDRÉ BRETON. Grande galerie - 5 étages. Jusqu'au 26 août.

COLLECTIONS CONTEMPORAINES. Musée - 3 et 4 étages. Jusqu'au 13 octobre.

FEUILLES. Atelier des enfants. Jusqu'au 2 novembre.

ROBERT FILLIOU. Galeries contemporaines. Jusqu'au 15 septembre.

OASIS ET DÉSERTS D'EGYPTE. Photographies de Rudolf René Gebhardt. Galerie de la BPL. Jusqu'au 7 octobre.

PAROS NATIONAUX OU FRANCE ? UN EMPLÈME, UNE IDENTITÉ. Galerie des brèves. Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE EN MIETTES I. Photographie lacérée, photographie altérée. Galerie du Forum, rez-de-chaussée. Jusqu'au 9 septembre.

ALDO ROSSI PAR ALDO ROSSI. Galerie du CCI. Jusqu'au 30 septembre.

SURRÉALISTES GRECS. Grand foyer. Jusqu'au 18 septembre.

GER VAN VELDE. OESSENS. Cabinet d'art graphique. 4 étages. Entrée : 24 F. Jusqu'au 15 septembre.

Musée d'Orsay

1, rue de la Boétie (40-48-48-14). Mar., ven., sam., mar., dim. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 21 h 45. Fermé le lundi.

DESSINS DE CARPEAUX : LES ANNÉES D'ITALIE (1886-1892). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 15 septembre.

DESSINS DE LA COUR DE CASSATION. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 15 septembre.

Palais de Louvre

Porte Jugur - côté jardin des Tuileries (40-20-61-61). T.I.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Visites-conférences les lun. et sam. à 15 h 30. Rens. : 40.20.62.14.

DESSINS ESPAGNOLS : MAITRES DES XVI^e ET XVII^e SIÈCLES. Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (billet d'entrée du musée). Jusqu'au 22 juillet.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 septembre.

PATRICK FAIGENBAUM, GUNTHER FORG, SOPHIE CALLE. Entrée : 15 F. Jusqu'au 13 octobre.

EL LUSITZKY. Entrée : 30 F. Jusqu'au 13 octobre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein.

DE COROT AUX IMPRESSIONNISTES. DONATIONS MOREAU-NATLON. (42-88-23-13). T.I.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 27 F. Jusqu'au 22 juillet.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rens. : 42-88-64-10. T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 18 août.

SEURAT (1859-1891). Galeries nationales (42-88-23-13). T.I.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h (fermeture des caisses à 18 h 15, mar. à 21 h 15). Entrée : 37 F, sam. 24 F. Jusqu'au 12 août.

MUSÉES

AU TEMPS DES IMPRESSIONNISTES. LA PEINTURE ROUMAINE (1865-1920). Trépan de Bagatelle, bois de Boulogne, rue de Sèvres à Neuilly (45-01-20-10). T.I.J. et mar. de 10 h à 20 h, jeu. de 10 h à 21 h 45 et de 11 h à 19 h (du 8 jan au 31 août et de 11 h à 19 h (du 1^{er} au 8 septembre 1991). Entrée : 30 F, prix d'entrée du parc : 5 F. Jusqu'au 8 septembre.

SAMUEL BECKETT. FILMS ET PIÈCES POUR LA TÉLÉVISION. Galeries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde (42-80-69-69). T.I.J. et mar. de 12 h 30 à 14 h et de 18 h 30 à 19 h, sam., dim. de 14 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

LA BRIQUE A PARIS. Pavillon de l'Arènes, galerie d'accueil, 21, boulevard Morland (42-76-33-87). T.I.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 25 août.

CHIEFS-D'ŒUVRE RETROUVÉS. Monet, Morisot et Renoir. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 septembre.

JULES CHERET. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (46-08-61-11). T.I.J. et mar. de 14 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 10 octobre.

LA COULEUR OU TEMPS. PHOTOGRAPHIES DE LÉONARD MISONNE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 15 septembre.

JEAN-LOUIS COURTINAT. PRIX NISÉPE 1991. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 15 septembre.

RENÉ-JACQUES RETROSPECTIVE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 18 septembre.

LES CRIS DE PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 40, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 29 septembre.

DERNIÈRE LE RIDEAU. Décor et costumes de scène et d'opéra. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). Mar. et sam. de 14 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre.

TANIS : LES PHARAONS DE L'INCERTITUDE. Les fouilles archéologiques de la Thèbes du Nord. Bibliothèque Nationale, cabinet des médailles et antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.I.J. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 20 octobre.

TECHNIQUES DISCRÈTES. LE DÉMEUBLEMENT MODERNE 1930-1950. Musée des Arts décoratifs, galerie d'accueil, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1 septembre.

JEAN-MARC TINGAU. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

TREZORS DE BIBLIOPHILIE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-66-12-73). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 septembre.

TREZORS DU MUSÉE ET TRESORS MONÉTAIRES DE LA BANQUE DE FRANCE. Musée d'histoire monétaire, galerie de médailles et de glyptique, jardin des Plantes, 18, rue Buffon (40-78-30-00). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h, sam., dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 6 janvier 1992.

VAGUES DANS LES MARCHES. TIBETAINES. Musée de l'Homme, Palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1 octobre.

CENTRES CULTURELS

GUILLAUME APOLLINAIRE. 95 LIVRES ET 555 MUSÉES. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 octobre.

LES ATELIER. RÉCURRENCE DU CORPS, IMAGE PHOTOGRAPHIQUE. Hôpital Ephémère, 2-4, rue Carpeaux (46-27-62-82). T.I.J. et mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

SELKAVIA, ELLAMINE, CHERKADOU, KACIMI. Peintures du Maroc. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.I.J. et mar. de 13 h à 20 h. Jusqu'au 15 septembre.

OUBUFFET LITHOGRAPHE (1844-1984). Fondation Jean Dubuffet, 137, rue de Sèvres (47-34-12-63). T.I.J. et mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 juillet.

ries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde (42-80-69-69). T.I.J. et mar. de 12 h 30 à 14 h et de 18 h 30 à 19 h, sam., dim. de 14 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

LA BRIQUE A PARIS. Pavillon de l'Arènes, galerie d'accueil, 21, boulevard Morland (42-76-33-87). T.I.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 25 août.

CHIEFS-D'ŒUVRE RETROUVÉS. Monet, Morisot et Renoir. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 septembre.

JULES CHERET. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (46-08-61-11). T.I.J. et mar. de 14 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 10 octobre.

LA COULEUR OU TEMPS. PHOTOGRAPHIES DE LÉONARD MISONNE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 15 septembre.

JEAN-LOUIS COURTINAT. PRIX NISÉPE 1991. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 15 septembre.

RENÉ-JACQUES RETROSPECTIVE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 18 septembre.

LES CRIS DE PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 40, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 29 septembre.

DERNIÈRE LE RIDEAU. Décor et costumes de scène et d'opéra. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). Mar. et sam. de 14 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre.

TANIS : LES PHARAONS DE L'INCERTITUDE. Les fouilles archéologiques de la Thèbes du Nord. Bibliothèque Nationale, cabinet des médailles et antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.I.J. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 20 octobre.

TECHNIQUES DISCRÈTES. LE DÉMEUBLEMENT MODERNE 1930-1950. Musée des Arts décoratifs, galerie d'accueil, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1 septembre.

JEAN-MARC TINGAU. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

TREZORS DE BIBLIOPHILIE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-66-12-73). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 septembre.

TREZORS DU MUSÉE ET TRESORS MONÉTAIRES DE LA BANQUE DE FRANCE. Musée d'histoire monétaire, galerie de médailles et de glyptique, jardin des Plantes, 18, rue Buffon (40-78-30-00). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h, sam., dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 6 janvier 1992.

VAGUES DANS LES MARCHES. TIBETAINES. Musée de l'Homme, Palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1 octobre.

CENTRES CULTURELS

GUILLAUME APOLLINAIRE. 95 LIVRES ET 555 MUSÉES. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 octobre.

LES ATELIER. RÉCURRENCE DU CORPS, IMAGE PHOTOGRAPHIQUE. Hôpital Ephémère, 2-4, rue Carpeaux (46-27-62-82). T.I.J. et mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

SELKAVIA, ELLAMINE, CHERKADOU, KACIMI. Peintures du Maroc. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.I.J. et mar. de 13 h à 20 h. Jusqu'au 15 septembre.

OUBUFFET LITHOGRAPHE (1844-1984). Fondation Jean Dubuffet, 137, rue de Sèvres (47-34-12-63). T.I.J. et mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 juillet.

13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

SANTIAGO POL. AFFICHES OU VENEZUELA. Musée de la Rubric, musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.I.J. et mar. de 12 h 30 à 18 h. Jusqu'au 22 septembre.

POUPÉES D'HIER. CRÉATIONS D'ALDURD'HUI. Musée des Arts décoratifs, galerie des jouets, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.I.J. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 3 novembre.

MARIO PRASSINOS. De l'atelier à la donation 1957-1985. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.I.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 septembre.

PRIX NISÉPE 1991. PHOTOGRAPHIES DE JEAN-LOUIS COURTINAT. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 15 septembre.

RENÉ-JACQUES RETROSPECTIVE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 18 septembre.

LES CRIS DE PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 40, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 29 septembre.

DERNIÈRE LE RIDEAU. Décor et costumes de scène et d'opéra. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). Mar. et sam. de 14 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre.

TANIS : LES PHARAONS DE L'INCERTITUDE. Les fouilles archéologiques de la Thèbes du Nord. Bibliothèque Nationale, cabinet des médailles et antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.I.J. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 20 octobre.

TECHNIQUES DISCRÈTES. LE DÉMEUBLEMENT MODERNE 1930-1950. Musée des Arts décoratifs, galerie d'accueil, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1 septembre.

JEAN-MARC TINGAU. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

TREZORS DE BIBLIOPHILIE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-66-12-73). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 septembre.

TREZORS DU MUSÉE ET TRESORS MONÉTAIRES DE LA BANQUE DE FRANCE. Musée d'histoire monétaire, galerie de médailles et de glyptique, jardin des Plantes, 18, rue Buffon (40-78-30-00). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h, sam., dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 6 janvier 1992.

VAGUES DANS LES MARCHES. TIBETAINES. Musée de l'Homme, Palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1 octobre.

CENTRES CULTURELS

GUILLAUME APOLLINAIRE. 95 LIVRES ET 555 MUSÉES. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 octobre.

LES ATELIER. RÉCURRENCE DU CORPS, IMAGE PHOTOGRAPHIQUE. Hôpital Ephémère, 2-4, rue Carpeaux (46-27-62-82). T.I.J. et mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

SELKAVIA, ELLAMINE, CHERKADOU, KACIMI. Peintures du Maroc. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.I.J. et mar. de 13 h à 20 h. Jusqu'au 15 septembre.

OUBUFFET LITHOGRAPHE (1844-1984). Fondation Jean Dubuffet, 137, rue de Sèvres (47-34-12-63). T.I.J. et mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 juillet.

JEAN EDELMANN. Paris Art Center, 38, rue Falguère (43-22-39-47). T.I.J. et mar. de 14 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 3 août.

HUANG YONG PING. Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux (46-27-62-82). T.I.J. et mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 22 septembre.

GIOVANNI BATTISTA PIRANESI DIT PIRANESI (1720-1778). Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New York (47-23-38-88). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 juillet.

PEINTURES SUR PORCELAINE. OESSENS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.I.J. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 3 novembre.

MARIO PRASSINOS. De l'atelier à la donation 1957-1985. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.I.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 septembre.

PRIX NISÉPE 1991. PHOTOGRAPHIES DE JEAN-LOUIS COURTINAT. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 15 septembre.

RENÉ-JACQUES RETROSPECTIVE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 18 septembre.

LES CRIS DE PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 40, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 29 septembre.

DERNIÈRE LE RIDEAU. Décor et costumes de scène et d'opéra. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). Mar. et sam. de 14 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre.

TANIS : LES PHARAONS DE L'INCERTITUDE. Les fouilles archéologiques de la Thèbes du Nord. Bibliothèque Nationale, cabinet des médailles et antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.I.J. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 20 octobre.

TECHNIQUES DISCRÈTES. LE DÉMEUBLEMENT MODERNE 1930-1950. Musée des Arts décoratifs, galerie d'accueil, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1 septembre.

JEAN-MARC TINGAU. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

TREZORS DE BIBLIOPHILIE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-66-12-73). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 septembre.

TREZORS DU MUSÉE ET TRESORS MONÉTAIRES DE LA BANQUE DE FRANCE. Musée d'histoire monétaire, galerie de médailles et de glyptique, jardin des Plantes, 18, rue Buffon (40-78-30-00). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h, sam., dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 6 janvier 1992.

VAGUES DANS LES MARCHES. TIBETAINES. Musée de l'Homme, Palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1 octobre.

CENTRES CULTURELS

GUILLAUME APOLLINAIRE. 95 LIVRES ET 555 MUSÉES. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 octobre.

LES ATELIER. RÉCURRENCE DU CORPS, IMAGE PHOTOGRAPHIQUE. Hôpital Ephémère, 2-4, rue Carpeaux (46-27-62-82). T.I.J. et mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

SELKAVIA, ELLAMINE, CHERKADOU, KACIMI. Peintures du Maroc. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.I.J. et mar. de 13 h à 20 h. Jusqu'au 15 septembre.

OUBUFFET LITHOGRAPHE (1844-1984). Fondation Jean Dubuffet, 137, rue de Sèvres (47-34-12-63). T.I.J. et mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 juillet.

27 juillet. / Galerie Faridhan-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-38). Jusqu'au 30 juillet.

PHILIPPE PERRIN, ALIAS STARKILLER. LA MAISON PAR JEAN NOUVEL. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 27 juillet.

BERNARD PLOSSU. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-05-62). Jusqu'au 3 août.

THE PAINTED DESERT. Galerie Renos Xippas, 108, rue Vieille-du-Temple (40-27-06-55). Jusqu'au 30 juillet.

VOYAGE AVEC PIM ENTRE ABSTRAIT ET FIGURATIF PARIS 1920-1970. Jean Pons, Charles Lapicque, Mire Ray, Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix (42-71-83-65). Jusqu'au 14 septembre.

WHATEVER HAPPENED. Galerie Urbé et Orlé, 57, rue de la Roquette (47-03-11-82). Jusqu'au 31 juillet.

PÉRIPHÉRIE

BOULOGNE. Jardins de ville privés, 1890-1930. Espace départemental Albert Kahn, musée, 14, rue du Port et 1, rue des Abondances (48-04-52-80). T.I.J. et mar. de 11 h à 18 h jusqu'en septembre. De 11 h à 18 h d'octobre à décembre. Fermé le 11 novembre.

BRÉTIGNY-SUR-ORGE. Dedans, dehors, proposition VIII. Galerie d'art contemporain de l'Espace Jules Verne, rue Henri-Dunant (60-84-40-72). T.I.J. et mar. de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 septembre.

CHÉLLES. Trésors de Chelles, sculptures et reliques de la reine Bathilde. Musée Alfred-Bonno, place de la République (84-21-27-85). Ouvert les sam.

ÉCONOMIE

BILLET

Fissures aux Monts de piété

Rien ne va plus dans les caisses de crédit municipal, connues sous leur ancienne appellation de «Monts de piété» et spécialisées dans les prêts sur gages. Depuis quelques semaines, les faillites s'accumulent et les journaux économiques stigmatisent les milliards brassés discrètement par les maires, les chasses gardées, les ententes aux règles prudentielles élémentaires à respecter par toute banque, les rapports de l'inspection générale des finances, la gestion aventureuse ici ou là et le jeu de défiance du quel de Bercy.

C'en est trop. M. André Rossinot a décidé de réagir. Le maire UDF de Nancy, élu en juin, après la démission du Lillois (socialiste) Raymond Vaillant, adjoint de M. Pierre Mauroy, à la présidence de l'Union centrale des caisses de crédit municipal a déclaré le 17 juillet : «Les caisses se heurtent à un grave problème de fonctionnement. Le réseau central créé en 1984 à la suite de la loi bancaire fonctionne mal. Nos établissements à vocation sociale sont dans une situation hybride. Ce sont des établissements publics à caractère administratif mais ce statut n'est pas satisfaisant». Sur les 21 caisses, 14 ont officiellement demandé à se transformer en établissements publics à caractère industriel et commercial pour avoir plus de souplesse.

Mais M. Bérégovoy tarde à trancher. M. Rossinot presse le ministre de l'économie et des finances de réunir une table ronde au cours de laquelle tous les problèmes seraient abordés. «Sans aucun esprit de polémique politique», précise-t-il. Le maire de Nancy devait rencontrer le 18 juillet M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor. Questions de statut bien sûr mais surtout impératifs financiers. Avec un total de bilan de 20 milliards de francs pour 1,94 milliard de fonds propres (et un million de clients, ce qui «intéresse» évidemment les grandes banques concurrentes, privées ou nationalisées), les caisses ont vu l'an dernier leur résultat net plonger dans la rouge, pour la première fois de leur histoire, avec un déficit de 112 millions de francs. Tant pour établir le niveau souhaitable de leurs provisions que pour sa refinancer, les caisses éprouvent des difficultés grandissantes, même si certaines — Paris par exemple — ont pu se soigner par exemple par la solvabilité et la rentabilité étaient assurées.

Cet aspect de la décentralisation avait échappé aux législateurs et aux gouvernements. Les métiers de maire et de banquier n'ont rien à voir...

FRANÇOIS GROSCHARD

L'Algérie s'apprête à rouvrir aux compagnies l'accès de ses champs de pétrole

Pris à la gorge par les échéances de sa dette, le gouvernement algérien a décidé de modifier radicalement sa politique pétrolière afin de se procurer rapidement plusieurs milliards de dollars. L'Algérie, est prête à réintégrer les compagnies étrangères à l'exploitation de ses champs pétroliers existants, en commençant par le plus important, Hassi Messaoud, qui fournit environ 50 % de la production, nous a expliqué le ministre algérien du pétrole, M. Nourredine Aït-Laoussine, confirmant ainsi les propos du premier ministre.

ALGER

de notre envoyée spéciale

«Tout ce qui privilégie nos ressources propres est préférable à l'emprunt. (...) Je suis prêt à vendre un quart d'Hassi Messaoud», avait déclaré M. Sid Ahmed Ghazali, dans une interview à la Libre Belgique et à la RTBF (le Monde du 18 juillet).

Concrètement, cette nouvelle politique revient à céder aux compagnies étrangères, moyennant un droit d'entrée important, une partie de la production des principaux gisements algériens pendant plusieurs années. Pour l'heure, toutefois, aucune négociation n'est encore concrètement engagée en ce sens. «Il y a une idée, des formules étudiées, et beaucoup de sociétés intéressées», nous a assuré M. Aït-Laoussine, mais les négociations concrètes ne pourront commencer qu'après une modification de la loi qui jusqu'ici interdisait les participations étrangères dans les champs existants.

La décision du gouvernement constitue un changement radical de la politique suivie depuis vingt ans. Depuis 1971, l'Algérie a en effet nationalisé d'abord à 51 % puis en totalité tous ses champs de pétrole, seul Total étant resté associé — de façon minoritaire — à la compagnie nationale Sonatrach sur le petit gisement de Merkesen.

Depuis le vote en 1986 d'un nouveau code pétrolier, les compagnies étrangères sont certes revenues en Algérie, mais leurs activités sont jusqu'ici limitées à

l'exploration de nouveaux gisements, la loi excluant leur participation à l'exploitation des champs déjà découverts. Une douzaine de contrats d'exploration, signés depuis 1986, ne représentent qu'environ 500 millions de dollars (3 milliards de francs) d'engagements d'investissement des compagnies étrangères.

Surtout, ils ne peuvent avoir que des effets à long terme sur les recettes en devises du pays, puisqu'il faut plusieurs années entre le lancement d'une campagne d'exploration et l'éventuelle mise en production des champs découverts.

Six à sept milliards de dollars

An contraire, la nouvelle politique du gouvernement pourrait rapporter à l'Algérie de 6 à 7 milliards de dollars, sous forme de droits d'entrée, et ce dès les premiers contrats signés, c'est-à-dire d'ici six à douze mois, réglant ainsi le principal problème du pays. Bien que la dette, estimée à 24 milliards de dollars, soit globalement raisonnable, ses échéances concentrées sur les deux ou trois

prochaines années absorbent actuellement plus des deux tiers des recettes d'exportation.

Depuis quelques années, le pays a certes tenté de «lisser» ses échéances en empruntant à plus long terme pour régler les paiements immédiats, mais cette stratégie atteint aujourd'hui ses limites. C'est pourquoi le gouvernement a décidé de mobiliser ses ressources propres en commençant par la plus importante d'entre elles : le pétrole.

Il ne s'agit pas, bien entendu, de revenir aux anciennes concessions, mais de négocier des contrats d'un type nouveau, qui, explique M. Aït-Laoussine, «opportunistes non seulement du cash, en milliards de dollars, mais aussi un apport technologique et financier à long terme des compagnies étrangères». Les formules étudiées privilégieraient en effet les sociétés qui s'engageraient à accroître le taux de récupération des réserves en place des vieux champs.

Pour prendre l'exemple d'Hassi Messaoud, les réserves sont aujourd'hui estimées à 5 milliards de tonnes. Compte tenu des techniques actuellement employées

en Algérie, la Sonatrach espère en récupérer seulement 1 milliard de tonnes, soit un cinquième, ce qui est peu au regard des critères internationaux. Des compagnies étrangères utilisant des techniques sophistiquées peuvent augmenter ce taux de récupération et prendre leur part de la différence.

L'Algérie y trouverait ainsi doublement son compte : d'abord en touchant le droit d'entrée négocié avec les compagnies, puis en augmentant à terme la production de ses champs. Les compagnies, elles, y gagneraient le droit d'accès, garanti à long terme, à un pétrole de bonne qualité, proche de surcroît des zones de consommation.

Pour l'heure, il est encore trop tôt pour prévoir quel sera le type de formule finalement retenue. Plusieurs cas de figure sont possibles, avec une ou plusieurs compagnies. «Je suis convaincu que de nombreuses sociétés seront intéressées à prendre des participations dans des gisements déjà découverts, le problème est de trouver des conditions acceptables pour les deux parties», assure le ministre du pétrole.

VÉRONIQUE MAURUS

La reprise attendue dans les pays anglo-saxons

Australie : fin de la sinistrose

Les pays anglo-saxons sont ceux qui ont connu le plus fort ralentissement économique. La reprise mondiale viendra d'eux. Après la Grande-Bretagne et le Canada (le Monde des 17 et 18 juillet), nous analysons aujourd'hui la situation de l'Australie.

CANBERRA

de notre correspondant dans le Pacifique Sud

Six mois, un an, dix-huit mois ? Croissance faible ou soutenue ? Les commentateurs australiens rivalisent actuellement d'analyses pour décrire le scénario de la reprise. Mais, fait révélateur, personne ne doute réellement que ce redémarrage ait lieu. L'Australie vit aujourd'hui avec la certitude que le pire est déjà dans le rétroviseur.

Il faut dire que pour une récession, celle-ci fut de belle facture. Anxieux de refroidir une conjoncture en pleine surchauffe qui gavait les comptes extérieurs, le gouvernement travailliste de M. Bob Hawke avait, entre 1988 et 1990, resserré avec vigueur les écrous monétaires (taux d'intérêt à court terme de 18 %). L'objectif affiché était de conduire l'économie à un «atterrissage en douceur». Mais, dans un contexte mondial de ralentissement, les entreprises furent rapidement asphyxiées et le pays plongea dans la récession.

L'activité recula consécutivement au deuxième trimestre (-0,4 %) puis au troisième trimestre (-1,6 %) de 1990. Au premier trimestre de 1991, le nombre de faillites faisait un bond de 50 % par

rapport à la même période de 1990, le record (+75 %) revenant à l'état du Victoria dont l'industrie manufacturière — plus étouffée qu'ailleurs — avait déjà fortement souffert d'un dollar dopé par le récent boom du prix des matières premières. Dans ce climat déprimé, le taux du chômage atteignit le sommet de 10 %.

Bien sûr, le gouvernement pouvait trouver matière à consolation dans les retombées déflationnistes de cette coupe. Pour la première fois depuis... 27 ans, les prix diminuèrent au premier trimestre (-0,2 %), ramenant le taux d'inflation en rythme annuel de 6,9 % à 4,9 %. Certains observateurs relativisent toutefois la portée de cette prouesse, en faisant valoir que la chute des prix du pétrole, consécutive au règlement de la crise du Golfe, y avait grandement contribué. Quoi qu'il en soit, le gouvernement se trouva conforté dans sa politique d'abaissement des taux d'intérêt, destinée à redonner de l'oxygène aux entreprises.

Le tohu-bohu de Canberra

Car apparemment ici et là des indices de reprise qu'il aurait été fâcheux de contrarier. L'activité est redevenue positive au dernier trimestre 1990 (+0,3 %) puis au premier trimestre 1991 (+0,1 %). Ces chiffres restent certes très modestes, mais ils n'en indiquent pas moins un retournement de tendance. D'autant qu'ils sont confirmés par des statistiques de l'emploi en légère amélioration : le taux de chômage a fléchi consécutivement aux mois de mai et juin pour se fixer à

9,3 %, même si ce recul s'explique en partie par de nombreux abandons dans la recherche d'un emploi.

En outre, la sinistrose qui avait anéanti les milieux d'affaires commença à se dissiper : une récente enquête, menée auprès des industriels, montra que seuls 17 % d'entre eux pronostiquaient une dégradation de la situation, au lieu de 52 % un trimestre plus tôt. Les investisseurs sont sur la même longueur d'onde, si l'on se fie à l'indice des valeurs boursières qui a progressé de 24 % sur les cinq premiers mois de l'année.

Pourtant, cette convalescence fait être torpillée par la crise politique ouverte à la suite de la démission spectaculaire du ministre de l'économie et des finances, M. Paul Keating, l'architecte des politiques libérales conduites en Australie depuis 1983. Le profil *a priori* plus souple de son successeur, M. John Keir, ainsi que la nouvelle alliance nouée entre M. Hawke et l'aile gauche du Labor party, fit craindre aux milieux d'affaires un retour à des politiques plus keynésiennes.

Alertés par le tohu-bohu de Canberra, les investisseurs étrangers en vinrent à boudier le dollar australien qui perdit aussitôt du terrain. Or il n'était pas question pour le gouvernement de relever les taux d'intérêt en cette période de reprise fragile. M. Keir se chargea donc de briser net ce début de psychose en plaçant publiquement la cause de la rigueur.

Les autorités de Canberra peuvent ainsi se consacrer maintenant pleinement à la grande affaire du moment : un ambitieux programme de déréglementation et de privatisations. Début juillet, l'ouverture à

l'actionnariat privé du capital de la Commonwealth Bank, jusque là nationalisée, débuta officiellement.

Autre secteur visé, les transports aériens, qui feront l'objet d'un remodelage en deux temps. Dans un premier temps, le doublet sur les lignes intérieures doit rejoindre la compagnie publique Australian Airlines et sa concurrente privée Ansett, a été battu en brèche, permettant l'arrivée d'un troisième acteur, Compaq, qui fait, pour l'instant, forte impression. Dans un second temps, Australian Airlines (détente à 100 % par l'Etat) et la compagnie assurant les liaisons internationales Qantas (à 49 %) seront privatisées.

Les télécommunications sont le troisième secteur en plein chambardement. La formule retenue consistera à fusionner deux sociétés publiques, Telecom (liaisons domestiques) et OTC (liaisons extérieures). Ce *mega carrier* sera ensuite mis en concurrence avec un consortium privé constitué autour d'Ansett, la compagnie — aujourd'hui publique — exploitant les satellites. Ces réformes, qualifiées de «micro-économiques», sont censées augmenter la compétitivité du pays au complément des politiques unitaires «macro-économiques» — rigueur budgétaire, salariale et monétaire. Les travailleurs, jusque là tentés par le libéralisme, mais encore inhibés, effectuent une conversion désormais sans équivoque. On cherchait vain le coup de barre à gauche tant redouté par certains milieux d'affaires.

FRÉDÉRIC BOBIN

Prochain article : Les Etats-Unis

Réunis à San-Salvador

Les présidents d'Amérique centrale veulent rétablir le marché commun régional

SAN-JOSÉ

de notre correspondant en Amérique centrale

A la différence des réunions précédentes, essentiellement consacrées au rétablissement de la paix dans la région, la dixième rencontre des présidents d'Amérique centrale, tenue à San-Salvador du 15 au 17 juillet, a été surtout consacrée à l'intégration économique régionale. Les six chefs d'Etat de l'isthme centraméricain (Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador auxquels s'est joint le Panama qui, depuis un an, avait le statut d'observateur) ont annoncé la suppression des taxes d'importation, à partir du 31 décembre, sur les produits agricoles de base (riz, haricots noirs, etc.) récoltés dans la région.

Ils sont également conviés d'entamer des négociations dans les autres secteurs d'imposition en vue de rétablir le marché commun régional qui avait commencé à fonctionner dès les années 60 avant d'être brutalement inter-

rompu, en 1969, par un conflit frontalier entre le Honduras et le Salvador (la guerre du football).

Parallèlement, les gouvernements centraméricains ont décidé de répondre favorablement aux propositions du Mexique et du Venezuela en vue d'établir une vaste zone de libre-échange qui, espèrent-ils, permettra des économies d'échelle pour rendre plus compétitives les industries locales, jusqu'alors limitées à un marché très exigü de vingt-cinq millions d'habitants.

A l'invitation du Mexique, en janvier à Tuxtla-Gutiérrez, les présidents d'Amérique centrale avaient déjà signé un accord prévoyant la levée progressive des barrières tarifaires pour parvenir au libre-échange en 1996. Le Venezuela a décidé lui aussi de participer à ce processus, et son président, M. Carlos Andrés Pérez, était à San-Salvador mercredi pour signer une cataracte de principe avec ses collègues centraméricains.

BERTRAND DE LA GRANGE

Echec des négociations sur le pacte social en Espagne

Les négociations tripartites — gouvernement, patronat, syndicats — sur le projet gouvernemental de pacte social se sont terminées, mercredi 17 juillet, sur un constat d'échec. Le ministre espagnol de l'économie, M. Carlos Solchaga, a toutefois laissé la porte ouverte à de nouvelles négociations.

Le «pacte social de progrès», présenté au parlement à la mi-juin, visait à contenir l'inflation et préparer l'Espagne à l'ouverture du marché européen (le Monde du 26 juin). Il proposait notamment que les bénéfices distribués à titre de dividendes évoluent au même rythme que les salaires. Ces derniers devaient croître modérément, avec une clause de révision en cas de dérapage de l'inflation.

Les deux principaux syndicats de pays, les Commissions ouvrières (communiste) et l'Union générale des travailleurs (UGT, socialiste) se sont opposés au pacte lors des négociations, ne voyant dans ce décrier un moyen de réduire le pouvoir d'achat des travailleurs. — (AFP.)

«Double désapprobation»

S'agissant des tarifs, la règle selon laquelle une nouvelle tarification proposée par une compagnie ne peut être rejetée que si les deux Etats membres concernés sont d'accord pour ne pas la valider ne s'applique qu'aux prix supérieurs à 105 % du tarif de référence. La Commission veut généraliser la règle de cette «double désapprobation».

Le dernier volet du projet de la Commission porte sur la certification des compagnies aériennes, afin de définir des exigences communes auxquelles les transporteurs devront répondre pour obtenir des certificats nationaux leur permettant d'opérer sans restriction sur l'ensemble du territoire européen.

Les conditions d'établissement et de prestations de services concernant la sécurité (formation des pilotes et maintenance des matériels), et la nationalité (les compagnies devront être détenues en majorité par des ressortissants communautaires). Afin d'éviter que des entreprises peu scrupuleuses désorganisent le marché, un capital minimal de 700 000 francs est imposé.

MARCÉL SCOTTO

Voyage avec Colomb

par Edwy Plenel



D'Europe en Amérique les traces du navigateur pour revisiter le présent au miroir du passé.

CHAQUE JOUR DANS

Le Monde

A PARTIR DU LUNDI 29 JUILLET 1991 (numéro daté mardi 30)

ÉCONOMIE

Capitalisme à la française

Suite de la première page

Dans les années 80, ce fut au tour de l'Etat, via les nationalisations, de prendre le relais, en s'attaquant aux entreprises publiques. Des compagnies d'Etat ont été créées pour reprendre le contrôle de secteurs stratégiques. Mais devant l'ampleur de ses engagements et la modicité de ses moyens, l'Etat est vite contraint de passer la main. La décennie 90 voit l'émergence d'un nouveau capitalisme, à dominante encore publique, mais ouvert aux capitaux privés. C'est celui des investisseurs institutionnels, banques et assureurs. De la réussite de ce capitalisme mixte dépendra la bonne santé financière des entreprises françaises, leur capacité à investir et à consolider la place de l'industrie nationale dans le monde.

Ne chercher à voir dans l'entrée du Crédit lyonnais dans le capital d'Usinor (le Monde du 16 juillet) ou de la BNP dans celui d'Air France (le Monde du 18 juillet) que des mariages « endogamiques » est peut-être fondé politiquement, mais inexact économiquement. Certes, l'Etat, gêné aux entournures par l'assèchement budgétaire et coincé par la doctrine présidentielle du « ni privatisation, ni nationalisation », tente-t-il au maximum de trouver pour ses pupilles nécessiteuses des fonds publics qui n'émanent pas de ses caisses.

Ainsi de 1988 à 1990, les dotations en capital de l'Etat aux entreprises nationales n'ont-elles représenté que 19 milliards de francs, tandis que les autres apports publics (par transfert de titres de l'Etat d'une nationalisée à une autre nationalisée et augmentation de capital de la première soustraite par la seconde), sur les seules années 1989 et 1990, totalisent 46,5 milliards de francs.

Mais le mouvement n'est pas exclusif. D'une part, des investisseurs étrangers, grands publics ou privés, sont mis à contribution pour soutenir récemment le japonais NEC et le suédois Volvo pour Renault il y a un an. Les apports extérieurs (emissions en Bourse ou appels à des actionnaires privés) ont atteint 47,4 milliards de francs de 1988 à 1990. D'autre part, les investisseurs publics entrent aussi

dans des entreprises privées : le Crédit lyonnais est ainsi devenu actionnaire de Rallye et de la SAE après des prises de participations importantes dans la Mixte, la Lyonnaise des eaux, Bouygues...

Montée en puissance

Au-delà de la polémique privée-public, il est intéressant d'analyser cette montée en puissance des « zinzins » dans le paysage financier français. Phénomène récent. A la fin 1988, les titres de participations détenus par les banques (hors participations dans des filiales bancaires et hors titres de placements) représentaient un vingtième des milliards de francs, selon l'Association française des banques (AFB). En mars 1991, ces participations atteignent 45 milliards. A observer le portefeuille des « Trois Vieilles », dont l'une, la Société générale, est retournée au privé en 1987, la tendance est la même, avec une ampleur plus marquée au Crédit lyonnais : preuve de la politique expansionniste pratiquée par M. Jean-Yves Haberer, son président. Les participations sont passées, à la BNP, de 10 milliards de francs il y a trois ans à 18 aujourd'hui, à la Société générale de 8,5 milliards à 17,8 et au Crédit lyonnais de 9,5 milliards à une trentaine. L'évolution est la même chez les assureurs.

Pourquoi un tel décollage ? Les raisons sont à chercher du côté des repreneurs (les entreprises) comme des donneurs (les « zinzins »). Les entreprises françaises, après une période de restructuration et d'assainissement, sont parties à la conquête des territoires étrangers pour se donner une dimension internationale, seule chance de survie. Sous-capitalisées, encore marquées dans leurs financements par le poids des dettes du passé, elles ont cherché à trouver des fonds propres plus que des crédits. La Bourse a partiellement répondu à leur attente. Mais en raison de la conjoncture mondiale et de l'étriquetage du marché parisien, les grosses émissions de titres ont vite montré leurs limites.

D'où la cour assidue que les chefs d'entreprise se sont mis à faire aux grandes institutions, ban-

ques, assurances, Caisse des dépôts... Organismes riches, du moins à l'échelle de la France, s'ils ne le sont pas au regard de leurs homologues allemands ou anglais. Les fonds de pension allemands représentent la totalité de la capitalisation boursière de Paris et les fonds de pension britanniques le double - ils ont en outre l'avantage de consolider et de protéger le capital des firmes tricolores, fragiles face aux éventuels assauts extérieurs qu'un actionnariat émetteur, boursier ou salarié, ne saurait pas à repousser.

Des liens se sont ainsi créés entre finance et industrie, que certains appellent un « modèle rhénan ». Parent, approximative : en Allemagne, les liens historiques entre banque et industrie sont anciens et ne limitent pas à la participation au capital, souvent faible. Le banquier allemand est également porteur des droits de vote des titres détenus par des petits actionnaires ; il est partie prenante dans les instances de direction des firmes ; il a enfin le statut de « banquier maison » tout comme l'assureur actionnaire devient « l'assureur maison ». Nous n'en sommes pas encore là en France.

«Modèle à la française»

Doucement se dessinerait ainsi un « modèle à la française », troisième voie entre le capitalisme d'outre-Rhin et le capitalisme anglo-saxon où le seul intérêt financier de l'actionnaire, et dans lequel les « zinzins » joueraient un rôle déterminant.

Cette-ci est d'ailleurs les seuls à pouvoir jouer un tel rôle si l'on en croit le récent rapport « Allocation internationale de l'épargne » du Commissariat général du Plan, qui déplore la faiblesse de l'épargne en France, mais aussi - et surtout - sa structure marquée par une préférence pour la liquidité. « Le développement d'une épargne longue est une nécessité vitale pour assurer des ressources financières stables aux entreprises françaises dont les hauts de bilan sont très déséquilibrés », affirme le rapport qui souligne parallèlement la nécessité de mettre en place un système complémentaire de retraite par capitalisation, de faire face aux effets négatifs dans les années 2000 à 2005 de l'évolution démographique.

« La mise en place d'un tel système complémentaire pourrait aider à résoudre les problèmes de fonds propres des entreprises », précise le rapport. Cette précision devrait faire la joie des assureurs français, d'autant que sous la

même plume est déplorée la faiblesse du poids des investisseurs institutionnels en France qui ont pourtant « un rôle favorable sur la gestion de l'épargne car ils ont une structure de placement naturellement longue ».

Absence de réflexion à long terme

Une fois admis le rôle régulateur et structurant des « zinzins » dans le capitalisme français, reste à savoir comment ils doivent l'exercer. Si l'Etat peut arguer de l'intérêt national lorsqu'il investit dans le nucléaire, l'informatique ou les télécommunications, au nom de quoi les investisseurs institutionnels engagent-ils l'argent de leurs actionnaires, de leurs déposants et de leurs assurés ? Quelle France de l'an 2000 veulent-ils construire ? Une France de services, de technologie, de matière grise ou d'industrie lourde ? La réflexion à long terme semble pour l'heure absente de leur stratégie et l'on a quelque mal à dégager une cohérence dans leurs investissements tous azimuts, un jour dans la distribution, le lendemain dans l'immobilier et le surlendemain dans la sidérurgie. Un tel comportement enlève en tout cas mal avec le discours industrialiste de l'actuelle occupante de Matignon.

Cette réflexion s'impose d'autant plus qu'elle permettrait aux institutions de mieux faire la part des choses entre la défense de l'intérêt national, celui de l'entreprise, de ses déposants, de ses clients ou de ses assurés. Lorsque la BNP investit un milliard de francs dans le capital d'Air France, c'est autant qu'elle ne prêterait pas aux moyennes et petites entreprises. Lorsque le Crédit lyonnais devient actionnaire à hauteur de 20 % d'Usinor, il immobilise une trop grande part de ses fonds propres (environ 10 %) dans une seule entreprise soumise aux évolutions cycliques d'une industrie lourde et dont les titres ont peu de chances de faire l'objet de transactions en Bourse.

La banque du boulevard des Italiens peut prendre un tel risque tant qu'elle est à l'abri dans le giron de l'Etat. Mais le jour où elle ouvrira elle-même son capital à des investisseurs privés, il lui faudra bien affronter la « pseudo-valeur » attribuée aux actifs choisis à la valeur réelle donnée par le marché. Et c'est bien, face à ses choix, et à la différence de l'Etat, le dilemme du zinzin.

CLAIRE BLANDIN

COMMUNICATION

Alors que les syndicats interpellent le premier ministre

M. Bourges renforce la coordination des programmes d'Antenne 2 et de FR 3

Faute, sans doute, de pouvoir envoyer la mécanique des suppressions d'emplois (le Monde du 12 juillet), la CFDT et le Syndicat national des journalistes (SNJ) d'Antenne 2 en appellent désormais au premier ministre. Dans une lettre adressée le 12 juillet dernier à M^{me} Edith Cresson, ils rappellent la responsabilité de l'Etat dans la situation désastreuse de l'audiovisuel public et lui demandent de « pleinement assumer la responsabilité de son avenir ».

Mis en cause pour sa « brutalité », le président commun aux deux chaînes, M. Hervé Bourges, fait la sourde oreille, réclame 2 milliards de francs supplémentaires et non plus un, - et met ses chaînes en ordre de bataille pour la rentrée.

Bernard Pivot le dimanche soir, Eve Ruggieri le mardi, Christine Ockrent en direct, Bernard Rapp sur la Trois. Bousculant le calendrier, le président commun d'Antenne 2 et de FR 3, M. Hervé Bourges, vient de rendre publiques les grandes lignes de ses programmes de septembre. Signe des temps, « rigueur », « meilleure coordination » et « rationalisation » ont présidé aux choix stratégiques. Particulièrement sur Antenne 2, qui, contrairement à la Trois, n'a, selon M. Bourges, « pas de politique de rendez-vous, pas d'émissions-phases, pas de rythme, pas de programmes qui génèrent de l'audience et de l'usage ».

Sa grille est donc profondément remaniée. « Bouillon de culture », de Bernard Pivot et « Caractères », de Bernard Rapp « avaient du mal

Réduction des effectifs et de la production aux éditions Denoël

Les éditions Denoël, l'une des maisons du groupe Gallimard, viennent d'annoncer une réduction de leur personnel, et allant de pair, une baisse du nombre de titres publiés par an. Neuf salariés sur trente-huit doivent partir (prétraites, licenciements économiques et propositions de reclassement dans le groupe). Depuis plusieurs années, l'image de Denoël au sein du groupe Gallimard n'est pas spécialement définie. On a parfois du mal à saisir la cohérence de la politique éditoriale de la maison et sa position par rapport à Gallimard. Plusieurs changements d'équipe dirigée ont signalé ces hésitations.

Avec l'arrivée, il y a trois ans, de M. Henry Marcellin, Denoël a entrepris une stratégie de développement des titres, en vue de gagner des parts de marché, nous a déclaré celui-ci. Cette stratégie n'a pas réussi et, depuis septembre 1990, depuis l'aggravation des difficultés pour l'ensemble de l'édition française, nous avons enregistré des pertes importantes, qui imposent des mesures. La principale est donc la réduction du nombre des titres publiés, qui vont passer de cent quarante à quatre-vingt-dix par an et tout en préservant la variété et l'identité de la maison, une production littéraire française et étrangère, ainsi que des albums », précise le directeur de Denoël.

Jo. S.

à trouver une place » : la première passe le dimanche soir après le policier, la seconde émigre le vendredi sur FR 3, avec rediffusion sur A 2 le lundi. « L'heure de vérité » quitte le lundi soir pour le dimanche midi et devient hebdomadaire, pour concurrencer les autres grandes émissions politiques du septième jour. « Musiques au cœur » d'Eve Ruggieri sera, elle, diffusée tous les mardis (au lieu du dimanche).

Suppression des « Dossiers de l'écran »

A 2 enlève à FR 3 Christine Bravo, qui proposera un « magazine culturel irrévérencieux » le mercredi soir. Pascal Sevran, écarté de TF1, pariera chanson française le samedi en fin d'après-midi. Michel Polac discute d'un projet d'émission pour le mardi soir avec film et débat, en remplacement des « Dossiers de l'écran », supprimés au grand dam d'Armand Jammot. Christine Ockrent proposera un magazine de société en direct le mercredi, Jacques Martin se reconcentre sur le dimanche après-midi. Patrice Laffont quitte « Dessinée », c'est gagné pour un nouveau jeu de midi, « Pyramide », et Laurent Cabrol abandonne « Des chiffres et des lettres » à Max Meynier. Frédéric Mitterrand, qui représente Antenne 2 en Tunisie, reviendra en janvier, et Claude Scallan - injoignable pour l'instant - a reçu propositions, auxquelles, selon M. Bourges, « il n'a pas donné suite ».

Autres nouveautés quotidiennes : un jeu en semaine à 19 heures, « Question de charmes », qui sera suivi d'un soap américain « Des jours et des vies », « Mac Gyver » émergeant le dimanche après-midi. Et aussi « Justice au quotidien », obéissant aux logiques des téléspectateurs. Enfin, le lundi soir, Antenne 2 proposera deux films de cinéma ou de télévision. Les bouleversements seront beaucoup plus modestes à FR 3 : le « 19-20 », « La marche du siècle », « Continentales », « Thalassa », « Océaniques », « La classe » ou « Questions pour un champion » seront toujours au rendez-vous. Le jeudi devient une soirée cinéma (avec notamment « Le dernier seigneur ») et le vendredi le jour des découvertes, avec « Caractères », « Thalassa » et « Musicales ».

Une fois la SEPT partie, la soirée du samedi sera rendue aux enfants, et le dimanche, la nouvelle émission de Caroline Treca précédera un rendez-vous avec le cirque. Enfin, FR 3 proposera à partir de novembre une nouvelle formule de l'ancienne « Télévision sans frontières » réalisée avec la télévision catalane.

Recomposition du capital de Canal J. - Canal Plus, la Lyonnaise des eaux-Dumex et Communication-Développement (du groupe Caisse des dépôts et consignations) viennent d'augmenter leurs parts dans le capital de la chaîne câblée pour enfants, Canal J. Antenne 2, en difficulté, avait en effet décidé de vendre sa participation de 10 % pour 1 million de francs. Premier actionnaire de la chaîne des jeunes, Communication-Développement vient ainsi de faire passer sa participation de 24 à 25 %. Canal Plus de 10,7 à 15 % et la Lyonnaise des eaux-Dumex de 9,3 à 14 %.

Jérôme Bellay, nouveau directeur de la rédaction du *Quotidien de Paris*. - Jérôme Bellay, qui était jusqu'en juin dernier directeur en chef délégué à la direction de l'information de la Cag, vient de rejoindre le *Quotidien de Paris* comme directeur de la rédaction. Il remplace à ce poste M. Jean-Michel de Saint-Ouen, qui prend la direction du service « France » du journal. Né en octobre 1942, Jérôme Bellay a principalement collaboré à l'ORTF puis à Radio-France, dont il a notamment dirigé les rédactions de France-Inter et de France-Info.

M. Antoine de Turi, nouveau président du Comité français de radiotélévision (CFRT). - M. Antoine de Turi, ancien président du directeur du groupe des Publications de la Vie catholique, vient d'être nommé président du Comité français de radiotélévision (CFRT). Il succède à M. Jean-Marie Brunot, directeur délégué du groupe Bayard Presse. Le CFRT produit notamment l'émission « Le jour du Seigneur » diffusée le dimanche sur Antenne 2.

Après cinq ans de locataire, Bruxelles comme à Strasbourg. - (AFP)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 9,20 % juillet 1987

Les intérêts courus du 3 août 1990 au 2 août 1991 seront payables à partir du 3 août 1991, à 460 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 69 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 14,26 francs, faisant ressortir un net de 376,74 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations TAM juillet 1987

Les intérêts courus du 3 août 1990 au 2 août 1991 seront payables à partir du 3 août 1991 à 498,05 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 74,70 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 14,72 francs, faisant ressortir un net de 407,92 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 9,50 % février 1988 (tranche A)

Les intérêts courus du 16 août 1990 au 15 août 1991 seront payables à partir du 16 août 1991 à 475 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 71,25 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 14,72 francs, faisant ressortir un net de 389,03 francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE Obligations 7,90 % juillet 1986

Les intérêts courus du 11 août 1990 au 10 août 1991 seront payables à partir du 11 août 1991 à 355,50 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 39,50 francs (montant brut : 395 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 19,73 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 12,24 francs, faisant ressortir un net de 323,53 francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE Obligations TMOR juillet 1986

Les intérêts courus du 11 août 1990 au 10 août 1991 seront payables à partir du 11 août 1991, à 402,30 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 44,70 francs (montant brut : 447 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 22,32 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 13,85 francs, faisant ressortir un net de 366,13 francs.

SAPAR FINANCE Obligations P3R octobre 1989

Les intérêts courus du 13 mai 1991 au 12 mai 1992 seront payables à partir du 13 mai 1991, à 116,92 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 17,53 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,60 francs, faisant ressortir un net de 95,79 francs.

Les retenues mentionnées au 2^e paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire financier choisi par lui.

Mouvement de symphonie orchestrale en Allemagne avait pu susciter quelques illusions. - (AFP)

EN BREF

Préfecture de grève de pilotes d'Air Inter les 23 et 24 juillet. - Les deux syndicats de navigateurs techniques d'Air Inter, le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) et l'Union syndicale du personnel navigant technique (USPNT), appellent les pilotes de la compagnie intérieure à faire grève le mardi 23 et le mercredi 24 juillet. Ce mot d'ordre est motivé par l'hostilité de ces organisations à l'égard des vols effectués pour le compte d'Air Inter par la filiale Adopostale, filiale de la Poste d'Air France et de TAT.

La mobilisation ayant été faible lors des précédentes grèves du 29, du 30 mai et du 25 juin, les perturbations du programme des vols devraient être limitées.

Automobile : 1 260 suppressions d'emplois chez Rover. - La déprime du marché automobile en Grande-Bretagne n'épargne pas Rover, dont 1 260 salariés dans le monde. Cette filiale de British Aerospace, qui avait relativement bien résisté au marasme jusqu'à présent, a annoncé, mercredi 17 juillet, la suppression de 1 260 emplois administratifs et techniques dans le cadre de quatre jours à Longbridge (dans la région de Birmingham) et Cowley (au nord de Londres), ses deux usines géantes. Au total, 12 000 salariés seront touchés par le chômage. Rover, le groupe britannique qui a la baisse de production était indispensable pour empêcher un accroissement des stocks.

Grève à l'Arc de triomphe. - Depuis le 16 juillet, le personnel de l'Arc de triomphe est en grève illimitée et occupe le monument, interdisant les visites. Par ce mouvement, les grévistes demandent l'envolement de distributeurs de boissons qui ont été installés par une société privée dans l'enceinte du bâtiment. Ils protestent en effet contre le danger que représente l'attitude de certains visiteurs qui jettent les emballages métalliques vides par-dessus la rambarde de sécurité, au sommet de l'Arc.

Expo Séville 92 : le commissaire général démissionne. - Le commissaire général de l'Exposition universelle de Séville 1992, M. Manuel Olivencia, a présenté le 15 juillet sa démission au chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez. Cette démission met fin à plusieurs mois de conflit entre M. Olivencia et le conseiller délégué de l'exposition, M. Jacinto Peláez, considéré par la presse espagnole comme proche du PSOE au pouvoir. Le départ de M. Olivencia permettra aussi au gouvernement espagnol de restructurer les institutions liées à la célébration en 1992 du cinquantième centenaire de la découverte de l'Amérique, estimant les milieux socialistes. - (AFP)

boissons qui ont été installés par une société privée dans l'enceinte du bâtiment. Ils protestent en effet contre le danger que représente l'attitude de certains visiteurs qui jettent les emballages métalliques vides par-dessus la rambarde de sécurité, au sommet de l'Arc.

Expo Séville 92 : le commissaire général démissionne. - Le commissaire général de l'Exposition universelle de Séville 1992, M. Manuel Olivencia, a présenté le 15 juillet sa démission au chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez. Cette démission met fin à plusieurs mois de conflit entre M. Olivencia et le conseiller délégué de l'exposition, M. Jacinto Peláez, considéré par la presse espagnole comme proche du PSOE au pouvoir. Le départ de M. Olivencia permettra aussi au gouvernement espagnol de restructurer les institutions liées à la célébration en 1992 du cinquantième centenaire de la découverte de l'Amérique, estimant les milieux socialistes. - (AFP)

Jo. S.

L'HERMÈS Editon. L'essentiel sur ECONOMIE GENERALE par Gérard DUBOUCHET Diffusion MEDILIS SA 9, rue Séguier 75006 PARIS

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse.

BOURSE 36.15 LEMONDE

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 46-62-72-67

inscris dans le cadre des efforts de médiation de la Communauté en Yougoslavie. - (AFP)

à ce titre, ne pouvait pas ignorer, à tout le moins, la série d'affaires qui définissent la chro-

A l'image du premier ministre, M. Wilfried Martens, qui s'est du-

après cinq ans de locataire, Bruxelles comme à Strasbourg. - (AFP)

MARCHÉS FINANCIERS

La préparation du budget 1992

Le fisc s'attaque aux provisions des banques pour les pays à risque

Comment financer le budget 1992? En rattrapant les fonds de tiroir, notamment ceux des banques. L'administration fiscale a ainsi redécouvert cette colonne du temple qu'est la « territorialité de l'impôt ». Autrement dit : pourquoi exonérer d'impôt le total des provisions constituées par les banques sur les crédits octroyés aux pays à risque (Amérique latine, Afrique...) quand une part de ces crédits n'a pas été octroyée au départ de Paris?

Depuis 1987, les banques se sont vu accorder le droit de provisionner à 60 % des sommes prêtées aux pays à risque. Naturellement, pour arriver jusqu'à ce taux, les établissements financiers ont globalisé leurs provisions. Tous les crédits à l'étranger par exemple, qu'ils aient été consentis par la maison mère à Paris, la filiale de cette maison mère à Buenos Aires ou une filiale située à Bonn, Londres ou New-York, ont été provisionnés comme un crédit unique.

Or le fisc estime aujourd'hui qu'un prêt à l'Argentine ne peut

être provisionné en franchise d'impôt que s'il a été effectué de Paris ou, à la rigueur, par la filiale située dans la capitale du pays emprunteur. Pour tout autre lieu, la fiscalité joue. Des sommes importantes (4 à 6 milliards de francs) sont aujourd'hui imposables et de manière rétroactive, l'exemption accordée en 1987 ne jouant plus.

Bien entendu, les banques pourraient attaquer ce revirement de l'administration fiscale devant le Conseil d'Etat. Mais elles ont trouvé plus fin de négocier. Il est vrai qu'au sein du ministère des finances le Trésor est leur meilleur allié. Un compromis semble sur le point de s'ébaucher. Les banques seraient imposables sur la part non « territoriale » de leurs provisions, mais pourraient obtenir un relèvement du plafond de 60 % pour toutes leurs provisions « territoriales ». Une opération blanche en quelque sorte.

YVES MAMOU

Selon l'enquête de conjoncture de la Banque de France

L'attentisme prévaut toujours chez les chefs d'entreprise

Les chefs d'entreprise sont toujours sur la réserve et la production n'augmente pas. Telle est la conclusion de l'enquête mensuelle menée en juin par la Banque de France auprès d'industriels français. L'institut d'émission souligne qu'en juin la production industrielle n'a guère varié et que la demande globale a été stable.

Une reprise d'activité est observée dans le secteur de l'automobile, mais moins forte qu'au mois précédent, alors que dans le bâtiment le tassement général de l'activité se confirme. Selon la Banque de France, l'appréciation portée sur les carnets de commande reste défavorable et si « l'évolution des programmes d'investissement prévus pour l'année s'est poursuivie », c'est « à un rythme ralenti, tandis que l'attentisme prévaut toujours pour les projets à échéance plus lointaine ».

La hausse des prix de détail a été modérée aux Etats-Unis en juin. Les prix de détail ont augmenté aux Etats-Unis de 0,2 % en juin, contre 0,3 % en mai et 0,2 % en avril, a annoncé le département du Travail mercredi 17 juillet. Ces bons résultats se traduisent par un taux d'inflation limité à 2,7 % en rythme annuel au premier semestre, contre 6,1 % en 1990. En juin, les prix de l'énergie ont diminué de 1 %, tandis que ceux des produits alimentaires ont progressé de 0,5 %. Hors énergie et alimenta-

Les difficultés du constructeur américain

Mitsubishi vole à la rescousse de Chrysler

Mitsubishi Motors Corp. envisage de racheter à Chrysler sa participation dans leur co-entreprise, Diamond Star Motors Co Ltd, aux Etats-Unis. Le groupe japonais a confirmé, mercredi 17 juillet, qu'il menait actuellement des négociations pour acquérir « la totalité ou la moitié seulement » des parts détenues par le troisième constructeur américain. Basée dans l'Illinois, l'unité de Diamond Star a été créée par Mitsubishi et Chrysler en 1985. Elle a produit 150 000 voitures l'année dernière et ses ventes ont atteint 1,67 milliard de dollars (10 milliards de francs).

Mitsubishi avait annoncé en avril qu'il étudiait les différents moyens de venir en aide à Chrysler actuellement en proie à des difficultés. Selon la presse japonaise, Mitsubishi envisage d'investir plus de 300 millions de dollars dans Chrysler, qui détient lui-même 10 % du fabricant japonais de voitures.

tion, les prix de détail ont augmenté de 0,4 % en juin.

La Commission européenne autorise une aide massive aux houillères allemandes. La Commission européenne a annoncé mercredi 17 juillet à Bruxelles qu'elle autorisait la RFA à accorder 3,80 milliards de DM (12,7 milliards de francs) de subventions directes cette année à son industrie houillère. Cette aide sert à maintenir à prix compétitifs les tonnages de charbon et de coke allemands vendus à l'industrie sidérurgique européenne.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EURIS

a pris le contrôle de

LOCA EXPANSION



Mai 1991

NEW-YORK, 17 juillet ↓

Ventes bénéficiaires

Après avoir bien commencé la journée de mercredi, la Bourse new-yorkaise a eu l'aspect d'une vague de prises de bénéfices. Elle n'a pas réussi à les absorber complètement et, à la clôture, l'indice Dow Jones s'est effondré à la cote de 2 978,75, soit à 5,15 points (- 0,17 %) au-dessous de son niveau précédent. Une fois encore, cependant, le bilan de la séance est resté positif. Sur 2 082 valeurs traitées, 825 ont progressé, 744 ont baissé et 513 n'ont pas varié.

Selon les spécialistes, les marchés n'avaient pas de raison fondamentale pour baisser. Durant la séance, on apprenait que les mises en chantier de maisons neuves avaient fortement augmenté en juin (+ 5,2 %), confirmant ainsi les signes de reprise économique.

VALEURS	Cours du 16 juillet	Cours du 17 juillet
Alcoa	71,36	70
AT&T	37,58	37,58
Boeing	57,58	57,58
Chrysler	20,14	19,78
Dow Chemical	48,48	48,48
Eastman Kodak	40,78	41,18
Exxon	58,78	58,78
General Electric	72,78	71,34
General Motors	42,38	42,38
IBM	36,58	36,14
ITT	57,38	57,38
Johnson & Johnson	58,78	58,78
Pfizer	58,78	58,78
Rockwell	58,78	58,78
Union Carbide	144,12	142
US Steel	24,12	23
Westinghouse	25,38	25,18
Xerox Corp.	58,78	58,34

LONDRES, 17 juillet ↑

Nouveau record

Les valeurs ont fluctué dans une marge étroite mercredi sur le Stock Exchange mais ont réussi à terminer la séance sur un nouveau record. À la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 4,2 points, soit 0,2 % à 2 561.

De prises de bénéfices, des portes sur le marché à terme et la déclaration du chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, admettant que le report de l'impôt pesait encore commencé en Grande-Bretagne, avaient poussé initialement le marché vers le bas. Mais les espoirs de reprise économique mondiale après les conclusions optimistes du sommet des Sept ont permis au marché de se reprendre au cours de l'après-midi.

Pepsi-Cola achète 40 % de la plus grande chocolaterie polonaise. La firme suédoise de chocolaterie, PeppiCo, a acheté 40 % du capital de la plus grande chocolaterie polonaise, Wedel SA, pour un montant de 25 millions de dollars (162 millions de francs), a annoncé, mercredi 17 juillet à Varsovie, M. Janusz Lewandowski, ministre de la privatisation. PeppiCo, qui en sera l'actionnaire majoritaire, investira 56 millions de dollars (341,6 millions de francs) au cours des cinq prochaines années. Cet investissement permettra de créer quelque 500 nouveaux emplois. Peppi s'est d'autre part engagé à conserver au cours de la première année les 3 000 salariés de Wedel. Le reste du capital (40 %) sera réparti entre les salariés (20 %). L'Etat en conservera 20 % et 20 % seront proposés en Bourse à la faveur de la prochaine privatisation. Peppi avait déjà annoncé un investissement de 60 millions de dollars sur cinq ans pour implanter une nouvelle chaîne de production de bonbons et moderniser celles qui existent déjà en Pologne (le Monde du 19 juin).

Merrill Lynch : bond de 216 % du bénéfice semestriel. Merrill Lynch, l'une des premières firmes de courtage de Wall Street, a annoncé mardi 16 juillet un bond de 216 % à 365,3 millions de dollars (2,23 milliards de francs) de son résultat semestriel. Ses recettes ont atteint 6,2 milliards de dollars contre 5,3 milliards un an auparavant. Le président de Merrill Lynch, M. William Schreyer, a souligné que « pour le deuxième trimestre consécutif les résultats de la firme reflètent une forte demande dans l'ensemble des activités dans lesquelles elle est engagée ainsi qu'un contrôle efficace de ses coûts ».

Himont et Mitsubishi s'associent dans les technologies polymères. La société italienne Himont, contrôlée par Montecatini (groupe Ferruzzi-Montedison), et la société japonaise MGC (Mitsubishi Gas Chemical) ont signé un accord de joint-venture pour la production et la vente de « technopolymères » à base de polyphénylène-éther (PPE), fabriqués par MGC, et de matériaux qui bénéficient de la nouvelle technologie Himont. Le développement de ces produits de pointe permettra aux deux partenaires d'acquiescer un rôle déterminant, particulièrement dans des domaines d'application comme l'électronique, l'automobile et l'électroménager. L'accord prévoit la construction aux Etats-Unis d'une usine pour la production de 20 000 tonnes par an de polymères PPE. Les deux sociétés organiseront également deux joint-ventures commerciales, une pour l'Amérique du Nord et du Sud, l'Europe et l'Afrique, l'autre pour le Japon, la Chine et tout l'Extrême-Orient.

PARIS, 17 juillet ↑

Incertaine

Comme à l'habitude depuis plusieurs séances, l'ambiance était plutôt marquée mercredi sur le marché boursier. L'indice CAC 40, après avoir effiché une perte de 0,10 % à l'ouverture, perdait 0,28 % en début d'après-midi avant de terminer sur un très léger gain (+ 0,15 %). Les investisseurs demeuraient, une fois encore, sur la réserve en l'absence d'indications précises.

Les intervenants ont accueilli avec scepticisme les propos du ministre des finances français après la publication du bon indice des prix de juin (+ 0,2 %). Selon M. Pierre Bérégovoy, qui a exprimé de Londres où il participait à la réunion du G7, cet indice ne permettait pas de consolider le franc. Il permit aussi d'envisager un assouplissement de la politique monétaire.

De plus, les propos optimistes de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, sur la reprise outre-Atlantique ne sont pas de nature à encourager les investisseurs. Selon le président de la FED, cette reprise des marchés ne s'accompagnera pas de nouvelles baisses des taux aux Etats-Unis afin d'éviter toute poussée inflationniste.

Dans ce contexte, sur le marché français, le volume de transaction mercredi était faible, avec à peine 1,3 milliard de francs traités contre 7,6 milliard mardi.

TOKYO, 18 juillet ↓

Le repli s'accroît

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de jeudi en baisse, mais au-dessus de ses plus bas niveaux atteints en début d'après-midi. L'indice Nikkei a cédé 157,69 points, soit 0,86 % à 22 808,71 points. Environ 230 millions de titres ont changé de mains contre 220 millions la veille.

L'annonce d'une nouvelle enquête du ministère des finances sur les compensations illégales accordées par les quatre grandes maisons de courtage nippones à leurs bons clients a pesé sur le marché déjà fragilisé.

VALEURS	Cours du 17 juillet	Cours du 18 juillet
Alcoa	1 280	1 210
Budimont	1 080	1 030
Canon	1 580	1 580
Fujitsu	2 480	2 470
Honda Motor	1 520	1 510
Mitsubishi Electric	1 890	1 880
Mitsubishi Heavy	1 100	1 080
Sony Corp.	6 120	6 200
Toyota Motor	1 850	1 840

FAITS ET RÉSULTATS

TVHD : Matsushita va créer un centre de recherche en Allemagne. Matsushita Electric Industrial Co. Ltd., le géant japonais de l'électronique grand public, a l'intention d'installer en Allemagne un centre de recherche et de développement pour conduire ses études sur les standards de télévision haute définition (TVHD) européenne. L'investissement s'élèvera à 7 millions de deutschemarks (25 millions de francs) pour la première année.

La chimie française améliore ses échanges avec l'étranger. Malgré une conjoncture assez médiocre, la balance des échanges extérieurs de l'industrie chimique française s'est sensiblement améliorée pour les cinq premiers mois de 1991. D'après les chiffres fournis par l'Union des industries chimiques, cette période, les exportations ont progressé de 4 % alors que les importations ont seulement augmenté de 1,2 %, de sorte que l'excédent commercial atteint 6,2 milliards de francs (contre 6,3 milliards pour les cinq premiers mois de 1990). Due en bonne partie au fort accroissement des ventes en Allemagne, cette amélioration marque la première inversion de tendance depuis trois ou quatre ans.

TAT : Conformément aux accords passés avec la Commission de Bruxelles, Air France, qui détenait 35 % du capital de la compagnie régionale TAT, a cédé au Crédit national, déjà acquéreur de 10 % des actions, 14,92 % supplémentaires. 10 % avaient été cédés à la SASMA, société présidée par Michel Marchais, PDG de TAT. Air France avait jusqu'au 30 juin 1992 pour se retirer de sa filiale. La compagnie nationale conserve ses liens techniques et commerciaux avec TAT ainsi que 0,8 % des actions.

Laura Ashley remplace son directeur général au sein de la démission de précédant. Laura Ashley Holdings, le groupe britannique de confection et de décoration intérieure, en difficulté, aura dès le 15 septembre prochain un nouveau directeur général en remplacement de M. John James, qui avait démissionné en août dernier et n'avait pas été remplacé. Il s'agit de M. John Moxham, quarante-huit ans, originaire des Etats-Unis, qui était jusque-là directeur général de la filiale américaine du groupe britannique d'édition musicale et de location de matériel électronique Thorn-EMI. Après une croissance rapide et une introduction en Bourse phénix, les affaires de Laura Ashley ont été profondément affectées par le marasme économique en Grande-Bretagne. Le groupe est passé au bord du gouffre l'an dernier avant d'être sauvé par une prise de participation de 15 % du groupe japonais Jusco.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3350	3350	Idemco	126 10	129
Arnaut Associates	297 50	296 10	Innov. Hémato	894	920
B.A.C.	131	131	Interim Computer	181	181
Bouygue	805	810	LPB M	100	100
Bouygue (Ly)	351	350	Loca Invest.	247 80	247
Bouygue (Ly)	188	188	Locam	76	76
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	835	835	Mareo Compt.	145	117 10
Colson	375	375	Molex	378	387 50
Carif	660	662	Pull Flapack	715	715
CEGEF	159	159	Rust	338	338
C.F.P.I.	275	275	Steno-Me Est (Ly)	103	98 50
C.N.U.M.	810	810	S.H.M.	180	180
Codex	273 50	273 50	Select Invest (Ly)	103	98 50
Conform	1131	1120	Serbo	387	387
Crest	188	170	S.M.T. Group	130	130
Dauphin	405	405	Sopha	280	280
Delaunay	1134	1134	TPI	332 50	330 10
Demachy Worms Co.	498	498	Thermador H. (Ly)	278	278
Dowling	943	930	Unilog	199	194 10
Dreile	345	345	Val et Co	92	90
Dufrenoy	120	120	Y. St-Laurent Group	779	779
Edison Bell	223	223			
Europ. Propul.	265 50	265 50			
Financ	122 50	122 50			
Financop	125	127			
GFF (group. Fin.)	240	239 50			
Grand Livr.	388	388			
Graphop	218	218			
Grande Orgny	670	657			
Gutheil	920	920			
L.C.C.	218	218			
IDA	325	325			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 17 juillet 1991

Nombre de contrats : 71 087

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	105,28	105,28	105,28
Précédent	105	105,04	105,28

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS DE VENTE		
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
106	0,35	0,88	1,11

CAC 40 A TERME (MATIF)			
COURS	juillet	août	septembre
Dernier	1 771	1 780	1 790,58
Précédent	1 762	1 777,50	1 791

CHANGES

Dollar : 6,06 F ↓

Le dollar s'inscrivait nettement en baisse jeudi 18 juillet, essentiellement sous l'effet de facteurs techniques. A Paris, le monnaie américaine s'échangeait à 6,06 francs contre 6,10 francs la veille à la cotation officielle.

FRANCOFONIE	17 juillet	18 juillet
Dollar (en DM)	1,765	1,785
TOKYO	17 juillet	18 juillet
Dollar (en yen)	137,17	136,92

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	17 juillet	18 juillet
Paris (18 juillet)	9 316/5/16	9 316/5/16
New-York (17 juillet)	5 11/16	5 11/16

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 20-12-90)

Valeurs françaises	114	113,50
Valeurs étrangères	123,70	123,60
Indice global CAC	467,36	465,13
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 755,51	1 758,11

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	16 juillet	17 juillet
Industrielles.....	2 983,90	2 978,75
LONDRES (Indice « Financial Times »)		
	16 juillet	17 juillet
100 valeurs.....	2 556,80	2 561
30 valeurs.....	1 971,40	1 978,60
Mines d'or.....	212,90	212,40
Fonds d'Etat.....	84,86	84,90

FRANCOFONIE	16 juillet	17 juillet
Dollar	1 643,85	1 625,51
TOKYO	16 juillet	17 juillet
Nikkei Dow Jones	22 060,70	22 908,70
Indice général	1 804,32	1 795,37

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	LIRE NOUVELE		DEUXIÈME MOIS		TROISIÈME MOIS	
	à la	à la	à la	à la	à la	à la
\$ E.-U.	6,0475	6,0495	+ 171	+ 181	+ 348	+ 910
\$ can.	5,2653	5,2673	+ 30	+ 43	+ 67	+ 31
Yen (100)	4,4178	4,4209	+ 68	+ 82	+ 144	+ 165
DM	3,3927	3,3957	+ 6	+ 21	+ 18	+ 30
Florin	3,0114	3,0139	+ 6	+ 14	+ 13	+ 27
PF (100)	16,4334	16,4567	+ 63	+ 112	+ 119	+ 217
PS	3,0934	3,0972	+ 45	+ 56	+ 91	+ 116
L (1 000)	4,5538	4,5588	- 78	- 66	- 165	- 334
£	10,0116	10,0192	- 147	- 119	- 269	- 336

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	6 1/8	5 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 3/8
Yen	8 1/16	7 7/16	7 7/16	7 1/2	7 7/16	7 1/2	7 1/8
DM	8 1/16	8 1/16	8 3/4	8 7/8	8 7/8	9	9 1/16
Flora	8 3/8	8 7/8	8 13/16	8 15/16	8 7/8	9	9 1/16
PF (100)	8 3/4	8 3/4	9	9 7/8	9 7/8	9 1/16	9 1/16
PS	7 1/8	7 3/8	7 3/4	7 7/8	7 13/16	7 15/16	7 15/16
L (1 000)	11 7/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/2	11 7/8
£	11 1/8	12	12 7/8	13 1/16	13 1/16	13 1/16	13 1/8
Franc	9 3/16	9 5/16	9 1/4	9 3/8	9 1/4	9 3/8	9 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués un fin de matinée par une grande banque de la place.

LE MONDE diplomatique

JUILLET 1991

MAIS OÙ SONT LES VRAIS HÉROS DE LA DÉMOCRATIE AMÉRICAINE ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 F

مكتبة الشامل

سكنا من الاول

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 18 JUILLET

PARIS

Marché	Valeurs	Cours préc.	Dernier cours
125 10	113		
124 90	970		
124 90	970		
124 90	970		
124 90	970		
124 90	970		
124 90	970		
124 90	970		
124 90	970		
124 90	970		

BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

DATE

TERME

BOURSES

FRANCAISE DES DEVISES

RECOMMANDATIONS

LES OU SONT

LAISSEZ-LES

OCRATE AMERICAINE

ALLEN-DAVEY

Règlement mensuel										Cours relevés à 10 h 12									
COMPAGNIES	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%	COMPAGNIES	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%	COMPAGNIES	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%	COMPAGNIES	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%
4000	C.R.E.S.	3996	3996	0.00	2000	ALP	1000	1000	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00
3996	C.R.E.S.	3996	3996	0.00	1996	ALP	1000	1000	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00
1250	Renault T.P.	1250	1250	0.00	1996	ALP	1000	1000	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00
1250	Renault T.P.	1250	1250	0.00	1996	ALP	1000	1000	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00
1250	Renault T.P.	1250	1250	0.00	1996	ALP	1000	1000	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00
1250	Renault T.P.	1250	1250	0.00	1996	ALP	1000	1000	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00
1250	Renault T.P.	1250	1250	0.00	1996	ALP	1000	1000	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00
1250	Renault T.P.	1250	1250	0.00	1996	ALP	1000	1000	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00
1250	Renault T.P.	1250	1250	0.00	1996	ALP	1000	1000	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00
1250	Renault T.P.	1250	1250	0.00	1996	ALP	1000	1000	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00
1250	Renault T.P.	1250	1250	0.00	1996	ALP	1000	1000	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00	245	Alcatel	263	263	0.00

COMPTANT (sélection)										SICAV (sélection)									
VALEURS	%	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	%	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	%	VALEURS	%	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	%	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	%
122 10	1.34			122 10	1.34			122 10	1.34	122 10	1.34			122 10	1.34			122 10	1.34
122 10	1.34			122 10	1.34			122 10	1.34	122 10	1.34			122 10	1.34			122 10	1.34
122 10	1.34			122 10	1.34			122 10	1.34	122 10	1.34			122 10	1.34			122 10	1.34
122 10	1.34			122 10	1.34			122 10	1.34	122 10	1.34			122 10	1.34			122 10	1.34
122 10	1.34			122 10	1.34			122 10	1.34	122 10	1.34			122 10	1.34			122 10	1.34
122 10	1.34			122 10	1.34			122 10	1.34	122 10	1.34			122 10	1.34			122 10	1.34
122 10	1.34			122 10	1.34			122 10	1.34	122 10	1.34			122 10	1.34			122 10	1.34
122 10	1.34			122 10	1.34			122 10	1.34	122 10	1.34			122 10	1.34			122 10	1.34
122 10	1.34			122 10	1.34			122 10	1.34	122 10	1.34			122 10	1.34			122 10	1.34

• coupon détaché - o - offert - • droit détaché - d - demandé - • pris précédent - m - marché continu

avec des conséquences politiques très graves, a ajouté le chef de l'Etat roumain. - (AFP)

s'inscrit dans le cadre des efforts de médiation de la Communauté en Yougoslavie. - (AFP)

à ce titre, ne pouvait pas ignorer, à tout le moins, la série d'affaires qui défrôlent la chro-

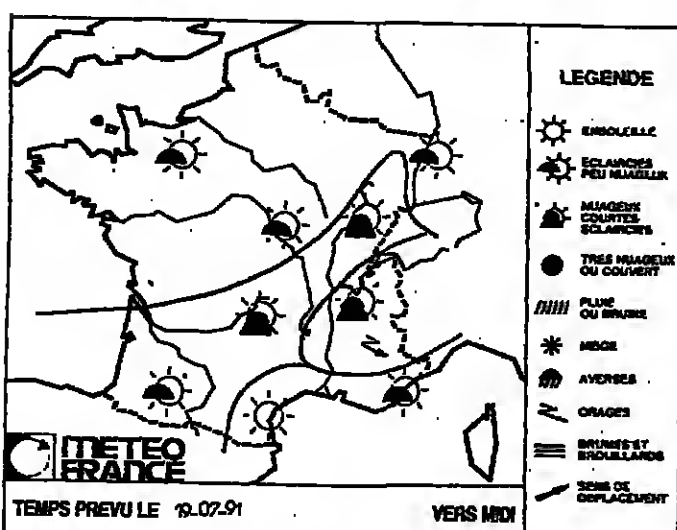
après cinq ans de location, à Bruxelles comme à Strasbourg. - (AFP)

A l'image du premier ministre, M. Wilfried Martens, qui s'est dit

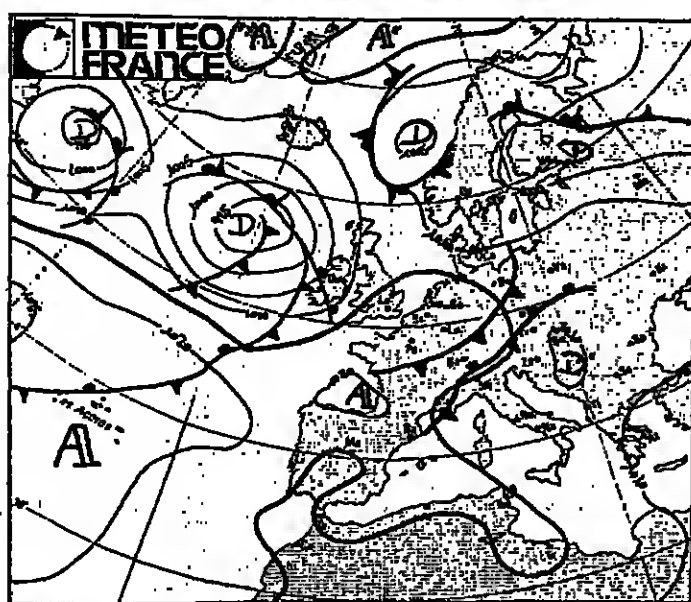
Publicité FINANCIÈRE Renseignements : 46-62-72-67

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le vendredi 18 juillet 1991
Ensoleillé. Quelques passages nuageux.

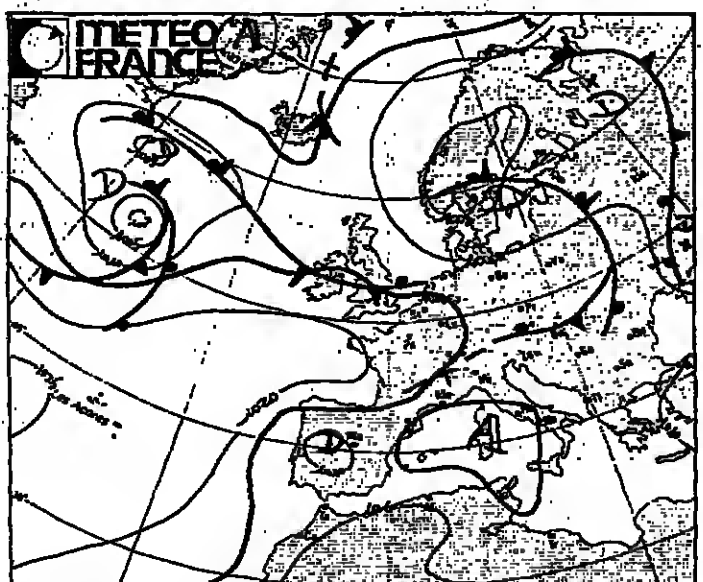


SITUATION LE 18 JUILLET 1991 À 0 HEURE TU



Samedi 20 juillet. — Grageux au sud, nuageux au nord. Sur la moitié sud-est du pays, quelques bancs de nuages voileront le soleil par endroit, et ce sera dans l'ensemble un temps ensoleillé et chaud. Au cours de la journée, des nuages se développeront et des foyers orageux isolés éclateront. Sur le nord-ouest du pays, le ciel sera très nuageux à couvert le matin, et il donnera quelques pluies ou bruines. Au cours de la journée, les nuages se décaleront vers l'intérieur du pays en perdant de leur activité : un temps variable avec quelques éclaircies s'établira. Sur les autres régions, le soleil sera présent le matin et quelques nuages inoffensifs se formeront dans la journée. Les températures maximales iront de 11 à 13 degrés sur la moitié nord-ouest ; 14 à 16 degrés sur la moitié sud-est ; jusqu'à 19 degrés près de la Méditerranée. Les températures maximales atteindront 19 à 21 degrés sur le nord-ouest ; 23 à 26 degrés ailleurs, sur la moitié nord-ouest ; 27 à 31 degrés sur la moitié sud-est.

PRÉVISIONS POUR LE 20 JUILLET 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales observées										le 18-7-91	
Valeurs extrêmes relevées entre											
le 17-7-1991 à 16 heures TU et le 18-7-1991 à 8 heures TU											
FRANCE				TOULOUSE				LUXEMBOURG			
ALGER	27	19	D	TOULOUSE	26	15	D	LUXEMBOURG	22	13	C
BARCELONA	28	16	C	LYON	24	14	D	MADRID	30	15	D
BELGRADE	26	16	C	MARSEILLE	26	15	D	MARRAKECH	41	23	N
BOMBAY	28	18	C	NANTES	24	14	D	MEXICO	28	9	N
BRAZILIA	28	18	C	PARIS	24	14	D	MILAN	28	15	D
BUEENOS AIRES	28	18	C	STRASBOURG	24	14	D	MONTREAL	20	8	C
CAIRO	31	16	C	TOULON	26	15	D	MOSCOW	23	13	D
CHICAGO	28	18	C	VALENCIA	26	15	D	NEW DELHI	36	21	N
COPENHAGEN	20	12	D	VIENNE	26	15	D	NEW YORK	26	21	D
DARWIN	27	13	D	ZAGREB	26	15	D	OSLO	19	12	C
DELHI	27	15	D	BRUXELLES	26	15	D	PARMA-BENNA	30	20	D
GUANGZHOU	28	18	C	COLOGNE	26	15	D	PEKIN	26	22	C
HANOI	28	18	C	DAKAR	26	15	D	RIO-DE-JANEIRO	34	19	D
HONGKONG	28	18	C	HAARLEM	26	15	D	ROME	28	21	D
JAKARTA	28	18	C	LAKE CHARLES	26	15	D	SINGAPOUR	34	26	D
JERUSALEM	28	18	C	LISSONNE	26	15	D	SYDNEY	16	11	D
KHARTOUM	28	18	C	LYON	24	14	D	TOKYO	32	24	C
KUALA LUMPUR	28	18	C	MARSEILLE	26	15	D	YOKOHAMA	32	21	D
KUALA LUMPUR	28	18	C	NANTES	24	14	D	YAROSLAV	28	14	D
KUALA LUMPUR	28	18	C	PARIS	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	STRASBOURG	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	TOULON	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	VALENCIA	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	VIENNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	ZAGREB	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	BRUXELLES	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	COLOGNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	DAKAR	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	HAARLEM	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LAKE CHARLES	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LISSONNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LYON	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	MARSEILLE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	NANTES	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	PARIS	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	STRASBOURG	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	TOULON	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	VALENCIA	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	VIENNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	ZAGREB	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	BRUXELLES	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	COLOGNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	DAKAR	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	HAARLEM	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LAKE CHARLES	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LISSONNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LYON	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	MARSEILLE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	NANTES	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	PARIS	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	STRASBOURG	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	TOULON	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	VALENCIA	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	VIENNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	ZAGREB	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	BRUXELLES	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	COLOGNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	DAKAR	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	HAARLEM	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LAKE CHARLES	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LISSONNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LYON	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	MARSEILLE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	NANTES	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	PARIS	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	STRASBOURG	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	TOULON	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	VALENCIA	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	VIENNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	ZAGREB	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	BRUXELLES	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	COLOGNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	DAKAR	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	HAARLEM	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LAKE CHARLES	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LISSONNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LYON	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	MARSEILLE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	NANTES	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	PARIS	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	STRASBOURG	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	TOULON	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	VALENCIA	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	VIENNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	ZAGREB	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	BRUXELLES	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	COLOGNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	DAKAR	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	HAARLEM	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LAKE CHARLES	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LISSONNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LYON	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	MARSEILLE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	NANTES	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	PARIS	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	STRASBOURG	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	TOULON	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	VALENCIA	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	VIENNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	ZAGREB	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	BRUXELLES	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	COLOGNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	DAKAR	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	HAARLEM	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LAKE CHARLES	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LISSONNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LYON	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	MARSEILLE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	NANTES	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	PARIS	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	STRASBOURG	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	TOULON	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	VALENCIA	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	VIENNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	ZAGREB	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	BRUXELLES	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	COLOGNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	DAKAR	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	HAARLEM	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LAKE CHARLES	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LISSONNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LYON	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	MARSEILLE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	NANTES	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	PARIS	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	STRASBOURG	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	TOULON	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	VALENCIA	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	VIENNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	ZAGREB	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	BRUXELLES	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	COLOGNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	DAKAR	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	HAARLEM	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LAKE CHARLES	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LISSONNE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	LYON	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	MARSEILLE	26	15	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	NANTES	24	14	D	YERUSALEM	28	15	N
KUALA LUMPUR	28	18	C	PARIS	24	14					

BELGIQUE : figure marquante de la vie politique

L'ancien vice-premier ministre André Cools
a été assassiné à Liège

L'ancien vice-premier ministre belge, André Cools, a été tué par balle, jeudi 18 juillet vers 7 heures du matin dans le centre de Liège. Il était accompagné d'une amie, qui a été grièvement blessée. M. Melchior Wathelet, le ministre de la justice, s'est dit « horrifié » par ce meurtre. D'après les premiers éléments recueillis sur place par les gendarmes, l'auteur de la fusillade serait un homme âgé d'environ vingt-cinq ans, qui a réussi à prendre la fuite.

André Cools, soixante-trois ans, restait une des figures les plus marquantes de la vie politique belge et le symbole d'un socialisme wallon de combat. Maire de la ville de Fimelle, il avait été vice-premier ministre, de 1969 à 1973, et coprésident du Parti socialiste, alors que celui-ci était encore unitaire. Numéro un du PS francophone, après la scission avec le parti flamand, de 1978 à 1981, il avait démissionné de son poste,

accusant les socialistes de faire la part trop belle aux exigences des syndicats et ne pas accepter les sacrifices rendus nécessaires par la crise économique.

Persennage truculent et frondeur, dans la plus pure tradition de la « cité ardente », il avait commencé à faire parler de lui lors des grandes grèves de 1961 qui avaient vu naître les premières aspirations des fédéralistes wallons. En 1981, lorsqu'il quitta ses fonctions « nationales », il se replia sur sa région, en se faisant élire président du Conseil régional wallon, puis co-élué au parlement de la région wallonne. Patron tout puissant de la fédération liégeoise du Parti socialiste, il était contesté par un certain nombre de ses anciens amis, qui lui reprochaient de ne pas être suffisamment en pointe dans le combat pour l'autonomie, voire même l'indépendance, de la Wallonie.

J.-A. F.

La fin du sommet de Londres

Concessions sur la dette
des plus pauvres

Préoccupés avant tout par l'Union soviétique, les Sept n'ont pas dû consacrer une grande partie de leurs discussions à la dette du tiers-monde, traditionnellement au programme de leur rencontre annuelle. Pourtant, le communiqué économique fait état de la volonté des Sept d'adopter des mesures additionnelles de réduction de la dette. Il s'agit, selon le président Mitterrand, d'annuler entre 50 % et 80 % de la dette officielle des pays les plus pauvres, situés principalement en Afrique.

Une telle décision s'imposait pour trois raisons. Tout d'abord, les concessions récemment accordées par le Club de Paris (qui regroupe les principaux créanciers) à l'Égypte et à la Pologne ont provoqué une grande émotion dans le tiers-monde. Ces deux pays ne figurant pas parmi ceux à revenus très faibles et à annulation de 50 % qui leur a été accordée était clairement motivée par des raisons politiques. L'Égypte faisait partie de la coalition dans la guerre du Golfe. La Pologne est la figure de proue de la démocratie en Europe de l'Est et un échec de ses réformes économiques pourrait avoir de graves conséquences sur la région tout entière.

D'autre part, le premier

ministre britannique, M. John Major, alors qu'il était encore chancelier de l'Échiquier, avait proposé lors d'une rencontre du Commonwealth, à Trinidad en septembre 1990, que le stock de la dette officielle des plus pauvres soit réduit de 70 %. Ces États peuvent bénéficier d'annulations d'un tiers des échéances échelonnées sur des périodes de dix ans, dans le cadre de l'initiative de Toronto, engagée par les Sept en 1988. Les pertes de la Grande-Bretagne auraient difficilement pu refuser une concession à leur hôte, même si elle n'est pas totale, car on ne sait encore s'il s'agira plutôt de 50 % ou de 80 %, et si la réduction portera sur les échéances échelonnées seulement, ou sur le stock total de la dette.

Enfin, dans son dernier rapport consacré à la dette, la Banque mondiale souligne les modestes conséquences de l'initiative de Toronto sur le fardeau financier des pays pauvres. L'investissement étranger ayant presque complètement disparu dans cette région du monde, l'organisme de Washington insiste sur la nécessité de concessions supplémentaires de la part des États riches.

F. L.

Le redressement industriel étant confié à M. Pierre Barberis

Les banques s'accordent sur un plan
de reprise du groupe textile VEV-Prouvost

Après de longues heures de discussion, les banques créancières de VEV-Prouvost, le numéro trois du textile français en proie à d'énormes difficultés financières, ont finalement mis au point, tard dans la soirée du mercredi 17 juillet, leur propre plan de reprise. Ce plan élaboré par le Crédit lyonnais, chef de file du pool bancaire, confie le redressement industriel de VEV-Prouvost à M. Pierre Barberis, un polytechnicien de quarante-huit ans, ancien vice-président du groupe d'assurances AXA. Il prévoit surtout l'entrée au capital de VEV-Prouvost des banques qui le soutiendraient. La Société générale et le Crédit du Nord (Paribas) ont approuvé le dispositif, mais ont d'ores et déjà fait savoir qu'elles ne joueraient pas le rôle d'actionnaire.

VEV-Prouvost et ses 11 000 salariés devaient éviter le dépôt de bilan. Les banques qui avaient refusé plusieurs fois les deux propositions de reprise globale du groupe textile qui leur étaient soumises — le plan Dynaction d'une part, celui du tandem d'hommes d'affaires Coste et Picard d'autre part — ont finalement accepté de participer à la reprise du groupe. Le plan de reprise bancaire, qui devra encore recevoir l'aval des pouvoirs publics, concilie les exigences contradictoires des différents éta-

blissements de crédit. Il leur offre soit la possibilité de « sortir » du dossier, moyennant certains abandons de créances, soit d'être associés au redressement, en conservant les dettes de VEV en fonds propres. La part du pool bancaire dans le capital de VEV ne pourra toutefois pas dépasser les 49 %. Ce troisième plan prévoit en effet de confier les 51 % restants à une société financière — créée pour contrôler VEV et à la tête de laquelle sera placé M. Pierre Barberis, le manager adoubé par les banques pour mener à bien les tâches de redressement.

La Société générale et le Crédit du Nord, qui estiment avoir suffisamment mis au pot, ont choisi la solution du retrait. Les autres banques — parmi lesquelles figurent bien entendu le Crédit lyonnais, (déjà actionnaire comme le CCF de VEV-Prouvost et premier créancier du groupe textile avec 1,2 milliard de francs exigibles sur un passif bancaire total supérieur à 3 milliards de francs) mais également le Crédit commercial de France, la Banque Worms et la Banque Rivaud — jouent la carte du redressement. À la différence du plan Dynaction, celui de M. Barberis propose de renforcer l'intégration du groupe vers l'aval, c'est-à-dire de faire travailler l'ensemble du groupe pour Rodier (vêtements) et Pingouin (fil à tricoter).

CAROLINE MONNOT

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Immigration : « A pied, à cheval, en voiture », par Claude Allègre ; « Les vrais clandestins », par Jean Métais et Claude Triomphe..... 2

ÉTRANGER

Les négociations au Proche-Orient : Le président syrien n'est pas optimiste..... 8

La situation en Yougoslavie : Réunion de la présidence collégiale après le rendez-vous manqué de Brioni..... 6

POLITIQUE

Les mesures pour les harkis : M. Bianco donna le « priorité absolue » à la formation professionnelle et à l'emploi..... 9

SOCIÉTÉ

Le Tour de France : Une expulsion pour indiscipline 18

LIVRES • IDÉES

• Le livre d'heures d'Hélène Croux • Le cérémonial du « lit de justice » • Les Cria de Joyce Mansour • Éclair dans les brumes roumaines • Malle où sont les Soviétiques d'antan ? • Le feuillet de Michel Braudau • Écrivains et photographes : Selesie et Sciana..... 11 à 16

CULTURE

Festival d'Avignon : Un entretien avec Bernard Favre d'Arzier, directeur du théâtre ; Vitez saisi par Claude Bricego 17

ÉCONOMIE

La reprise dans les pays anglo-saxons : Australie : fin de la sinistrose 20

Les prévisions de la Banque de France : Les chefs d'entreprise sont toujours attentistes..... 22

COMMUNICATION

Les nouveaux programmes d'A 2 et de FR 3 : M. Bourges renforce la coordination entre les deux chaînes..... 21

Services

Abonnements..... 2
Admissions aux grandes écoles..... 24
Cartes..... 24
Loto..... 24
Marchés financiers..... 22-23
Météorologie..... 25
Mots croisés..... 24
Radio-Télévision..... 25
Spectacles..... 19
La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 18 juillet 1991 a été tiré à 470 344 exemplaires.

Selon le CREDES

Les Français ont dépensé
en moyenne 1 700 F
de médicaments en 1990

La consommation de produits pharmaceutiques par les Français a atteint 1 700 F par personne en 1990, soit 13,2 % des dépenses de santé, selon une étude qui vient de paraître. Le Centre de recherche, d'étude et de documentation en économie de la santé (CREDES). Depuis 1960, ces dépenses ont été multipliées par treize en volume. Parallèlement, le prix des produits pharmaceutiques — qui, en France, est parmi les plus bas — a doublé alors que l'indice général des prix était multiplié par sept.

Le CREDES rappelle que 93 % des dépenses pharmaceutiques correspondent à des produits prescrits par un médecin et font l'objet d'une prise en charge (entre 40 % et 100 %). Toutefois, « la baisse du taux de remboursement d'un nombre de plus en plus grand de produits a entraîné, depuis quelques années, une légère diminution de la part de la dépense pharmaceutique financée par la sécurité sociale ». Ainsi, entre 1980 et 1988, celle-ci est passée de 66 % à 60 % alors que la contribution des ménages ou des assurances et, surtout, des mutuelles a augmenté sensiblement. L'âge influence fortement la consommation de médicaments. On observe une baisse jusqu'à l'âge de dix ans, puis une montée en charge régulière : environ 500 francs par an à vingt ans, 1 000 F à quarante-cinq ans, 2 800 F environ à soixante-dix ans. En 1990, une personne de soixante-dix ans consommait en moyenne quelque 750 F, en francs constants, de médicaments par an.

Cette étude intervient alors que M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, vient de confirmer qu'un projet de loi instaurant une Agence du médicament sera présenté par le gouvernement lors de la session parlementaire d'automne. Cette réforme, qui vise à « maîtriser la dépense globale », se traduira par une fixation des prix par voie contractuelle non plus par produit mais par laboratoire pharmaceutique, en fonction notamment des efforts de recherche-développement. M. Durieux souhaite aussi une modulation des dépenses de promotion réalisées en France par l'industrie pharmaceutique qui, souligne le ministre, sont deux fois plus élevées qu'en Allemagne ou en Grande-Bretagne.

J.-M. N.

Dans le périmètre de l'ancien camp de concentration

Polémique sur la construction
d'un supermarché à Ravensbrück

La construction d'un supermarché à 600 mètres du mémorial de Ravensbrück (nord de l'ex-RDA), mais dans le périmètre de l'ancien camp de concentration (200 hectares), où plus de 90 000 femmes et près d'un million d'enfants ont péri durant la dernière guerre, soulève une polémique en Allemagne. « C'est un sacrilège », s'est indigné M. Rose Günter, président du Comité international de Ravensbrück, grand succès de dénaturation complétant ce lieu de recueillement et de mémoire.

La municipalité de Fürstenberg, dont dépend le camp, avait accordé un permis de construire en 1990 à la chaîne commerciale Kaiser's. Les travaux sont presque achevés et le centre commercial de 3 000 mètres carrés devrait ouvrir à l'automne. Pressés d'intervenir, les autorités du Brandebourg ont confirmé le projet, mercredi 17 juillet, décidant toutefois la plantation d'une haie d'arbres entre le mémorial du camp et le magasin, ainsi que la construction d'une nouvelle route d'accès. — (AFP)

Villa Médecin, villa Borghese

NICE

de notre correspondant régional

Le feuillet de la vente aux enchères de la villa de M. Jacques Médecin, ancien maire (CNI) de Nice, a continué. Six jours après l'acquisition faite par l'État, au prix de 7 510 000 francs (le Monde du 13 juillet), et comme la loi le permet, la princesse Iliana Sofia Borghese a formé, par l'intermédiaire d'un avocat nippois, M. Jean-Paul Mes, une surenchère de 10 % sur le montant de l'adjudication.

Cette surenchère a été déposée officiellement au greffe du tribunal de grande instance de Nice, mercredi 17 juillet, et la « dénonciation » en a été faite aussitôt à toutes les parties. Elle sera examinée, le 8 août, au cours d'une audience de validité de la chambre des créés du tribunal. Si elle est déclarée régulière, en la forme,

les feux de la vente seront rallumés, une dernière fois, le 12 septembre, sur une mise à prix de 8 261 000 francs. A cette occasion, d'autres surenchères sont susceptibles de se manifester. Au terme de cette ultime phase de la procédure, la villa de M. Médecin aura définitivement changé de propriétaire... sauf si l'adjudicataire ne pouvait faire face à ses engagements, ce qui entraînerait une remise en vente sur folle enchère.

Selon M. Mes, la princesse Borghese, fille du prince Scipione Borghese, âgée de trente-deux ans et résidant à Rome, n'a eu connaissance que trop tardivement de la vente de Lou Soubran pour intervenir lors des premières enchères. Connaissance bien et appréciant le Côte d'Azur, elle souhaiterait faire de la villa « un lieu de villégiature pour accueillir sa famille et ses amis ».

G. P.

Incidents provoqués par des jeunes de Mantes-la-Jolie aux Francofolies de La Rochelle. — Quarante-cinq jeunes de Mantes-la-Jolie qui avaient été invités au festival des Francofolies de La Rochelle dans le cadre de l'opération « L'équipée musicale », ont dû être renvoyés par car, jeudi 18 juillet, dans la banlieue parisienne, à la suite d'une série d'incidents. Une partie de ces jeunes, âgés de quinze à vingt ans, s'est livrée, selon la police de La Rochelle, à des destructions de biens publics ou ils étaient bloqués dans la nuit du mercredi au jeudi 18 juillet. La veille, un membre du groupe avait dû être hospitalisé à la suite d'une bagarre.

Le parquet veut ouvrir
une information judiciaire
sur les finances de l'OM

Le parquet de Marseille a fait connaître au ministre de la justice son intention d'ouvrir une information pour « faux, usage de faux et abus de confiance » contre l'Olympique de Marseille, après l'enquête préliminaire menée par la police sur les finances du club de M. Bernard Tapie. Dans son rapport à la chancellerie, dont l'hebdomadaire l'« Evénement du jeudi » révèle l'existence dans son édition du 18 juillet, le procureur de la République, M. Olivier Droplet, indique qu'il « ouvrira une information, dès la fin de la session extraordinaire du parlement, sur l'instruction écrite contre de votre part ».

L'enquête préliminaire, ouverte en novembre 1990 (le Monde du 30 novembre), a la suite de la saisie de documents comptables lors d'une perquisition au siège du club, en fait apparaître des anomalies comptables concernant, notamment, des prêts à trois joueurs.

Le premier ministre roumain en visite à Paris. — M. Petre Roman, est arrivé mercredi 17 juillet dans la soirée à Paris pour une visite « privée » de deux jours durant laquelle il aura des entretiens avec les principaux dirigeants français, dont M. François Mitterrand et Mme Edith Cresson, et de nombreux responsables d'entreprises. Les relations économiques avec la France et l'aide financière internationale à la Roumanie seront au centre de la visite de M. Roman qui est accompagné de son ministre de l'économie et des finances.

Une lettre de M. Pons à M. Fabius. — Après les propos de M. Michel Chassagne, ministre du budget, visant M. Christian Estrosi, député RPR des Alpes-Maritimes (le Monde du 18 juillet), M. Bernard Pons, président du groupe RPR au Palais-Bourbon, a écrit à M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, pour qu'il « exige » des excuses du ministre.

AXA devient actionnaire
de l'assureur américain
Equitable Life

AXA, assureur privé français, devait annoncer le 18 juillet son entrée à hauteur de 40 % dans le capital de la compagnie Equitable Life, troisième assureur américain. La cotation des titres AXA a d'ailleurs été suspendue ce jour à la Bourse de Paris. En discussion depuis plusieurs mois (le Monde du 18 juillet), cette prise de participation concrétise enfin le rêve américain de M. Claude Bédar, président d'AXA, d'être une première fois par son échec pour le rachat de Farmers.

Cette opération, qui nécessitait l'accord des autorités américaines, représente un investissement d'environ un milliard de dollars (environ 6 milliards de francs) pour AXA. Elle devrait permettre de remettre à flot une compagnie affectée, comme beaucoup de ses concurrents, par ses engagements importants dans l'immobilier, secteur en pleine crise, et son portefeuille de « junk bonds », obligations à rendement élevé mais à haut risque. L'entrée d'AXA s'accompagnera de la transformation d'Equitable Life en société mutuelle d'assurance-vie, détenue par ses souscripteurs, en une société par actions.

C. B.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 18 juillet

Hésitante

La Bourse de Paris était hésitante jeudi matin. En retrait de 0,33 % dès le début des transactions, les valeurs françaises n'offraient plus, aux alentours de 11 heures, qu'un recul de 0,04 %. Bonne orientation des pétroliers en ce début de séance, notamment Total et Elf Aquitaine. A noter la suspension de cotation d'AXA dans l'attente de la publication d'un communiqué de la société.

Offre exceptionnelle jusqu'au 31 juillet

Prix réduits
sur les 605 d'exposition
ou de direction
et quelques autres modèles 91NEUBAUER
PEUGEOT

Distribués M. DILLIUS et M. GRIMALDI

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

مكتبة النخيل